

INSTITUT D'ETUDES EUROPEENNES

(IEE)

**UFR à statut dérogatoire
(article 33 de la loi du 26 janvier 1984)
créée par décret le 23 mars 1992**

BILAN D'ACTIVITÉ

1992-2002

2, rue de la Liberté
93526 Saint-Denis cedex
Informations sur répondeur : 01 49 40 66 86
Téléphone : 01 49 40 65 92/65 93
Fax : 01 49 40 65 94
Adresse électronique : iee@univ-paris8.fr
Site Internet : <http://iee.univ-paris8.fr>

Ce bilan a été réalisé par

Mireille Azzoug

Directrice de l'Institut d'études européennes
de 1992 à 2003

avec le concours de

Marie-Louise Azzoug (responsable du SCUIO de l'Université)
Anne-Marie Autissier, Jean-Marc Benammar, Bernard Cassen,
Marc Le Glatin et Renaud Zuppinger (responsables de diplômes)

Les statistiques sur les poursuites d'études et débouchés concernant
les options «Marché allemand» et «Marché américain» du diplôme
d'université «Études européennes : Réussir sur les marchés extérieurs»
ont été réalisées d'après les enquêtes menées par **Danièle Badel** et
Marie-Elisabeth Cressard, enseignantes à l'École nationale de
commerce et responsables de ces options.

Ont également apporté leur concours pour le traitement des données :
Louis-François Larnaud, pour les débouchés du DESS «Management
culturel en Europe»

Rachid Bouchareb, Maud Morvan et Aurore Pineau pour les
statistiques des étudiant-e-s inscrits et diplômés

Directrice de la publication

Mireille Azzoug

Impression

Espace Plan Technocopie

5-7, rue Houdart - BP 23

95700 Roissy-en-France

© *Le Fil d'Ariane*

Institut d'études européennes

N° ISSN : 1241-7084

Dépôt légal : 1er trimestre 2003

Réimpression : 3e trimestre 2003

SOMMAIRE

I – Bilans de la présidente et de la directrice	
<i>L’Institut d’études européennes a dix ans</i>	
Édith Cresson, présidente de l’Institut	p 5
<i>Dix années d’une activité foisonnante</i>	
Mireille Azzoug, directrice de l’Institut de 1992 à 2003	p 10
II – Présentation de l’Institut	
Le conseil d’administration	p 17
Le comité de parrainage	p 19
Les parrainages et partenariats	p 21
Vocations et missions	p 24
III – Les enseignants et intervenants professionnels	
Les enseignants en poste	p 28
Les enseignants associés et invités	p 30
Les chargés d’enseignement et intervenants professionnels	p 31
Les conférenciers, enseignants et personnalités extérieures intervenues à l’Institut depuis 1992	p 33
IV – La Chaire européenne Jean-Monnet et les modules SOCRATES	
La Chaire européenne	p 41
Les modules Jean-Monnet	p 42
Le module pilote SOCRATES	p 43
V – Les relations avec les universités et institutions étrangères	p 45
VI – Les colloques, débats, tables rondes et initiatives diverses	
Organisés par l’Institut seul ou en collaboration	p 49
Organisés avec la collaboration de l’Institut	p 56
VII – Montages de projets et projets d’action des étudiant-e-s	p 58
VIII – Les publications	
<i>Le Fil d’Ariane</i>	p 64
<i>Eurofil</i>	p 66
<i>Culture Europe</i>	p 67

IX – Les Associations	
ARISTÉE	p 69
A3E	p 70
X – Le site Internet de l’Institut	p 71
XI – Le Centre d’études des mutations en Europe	p 73
XII – Les enseignements	p 75
XIII – Les diplômes et formations de l’Institut : cursus, effectifs étudiants, diplômés, poursuites d’études et débouchés	
La formation doctorale – DEA et doctorat : «La construction européenne : enjeux géopolitiques, économiques et socioculturels»	p 87
Les champs et problématiques de recherche	p 89
Les directeurs de recherche	p 89
DEA : Inscrits, diplômés, débouchés : statistiques	p 92
Le DESS «Management culturel en Europe»	p 96
DESS : Inscrits, diplômés, débouchés : statistiques	p 98
La MST «Études européennes : gestion et valorisation des échanges culturels et sociaux en Europe»	p 101
MST EE : Inscrits, diplômés, débouchés : statistiques	p 102
La MST «Développement économique régional et commerce international»	p 106
MST DERCI : Inscrits, diplômés, débouchés : statistiques	p 107
Le DESU «Études européennes»	p 111
DESU EE : Inscrits, diplômés, débouchés : statistiques	p 112
Le DU «Études européennes» : dix ans d’une collaboration avec l’École nationale de commerce et le Lycée Eugène Delacroix de Drancy	p 116
DU EE : Inscrits, diplômés, débouchés : statistiques	p 119
La licence professionnelle : «Commerce : adjoint de responsable export» ..	p 122
La licence professionnelle : Inscrits, diplômés, débouchés : statistiques ..	p 123
XIV – Les stages dans les entreprises et institutions	p 125
XV – Annexes	
Discours d’inauguration de l’Institut prononcés le 2 juillet 1992 par :	
Irène Sokologorsky, Présidente de l’Université Paris 8	p 127
Édith Cresson, Présidente du conseil d’administration de l’Institut d’études européennes	p 132
«Un projet exigeant», lettre de la Directrice, publiée dans l’ <i>Annuaire des enseignements</i>	p 135

L’Institut d’études européennes a dix ans

Édith Cresson

Présidente de l’Institut d’études européennes

C’est en 1989, à l’époque en ma qualité de ministre des affaires européennes, que je fus, pour la première fois, contactée officiellement par ceux qui allaient devenir les fondateurs de l’Institut d’études européennes à l’Université Paris 8. Mireille Azzoug, alors directrice de l’UFR des «Langues, sociétés et cultures étrangères», et Bernard Cassen, directeur de la formation doctorale «Mutations des sociétés et cultures en Europe», et l’un des tout premiers titulaires d’une chaire européenne Jean-Monnet en science politique (en 1989, c’était la seconde année d’attribution de ces chaires, et 14 au total avaient été attribuées pour toute l’Europe, c’est dire que la distinction était plutôt rare), sollicitaient mon soutien pour la création d’une licence et maîtrise nationales d’études européennes pour la filière qu’ils mettaient en place et qui attirait déjà de nombreux étudiants. Mais, malgré mon soutien, l’habilitation ne fut pas accordée, bien que le bilan des diplômés d’université d’études européennes, créés quelques années auparavant, fût très positif : ce projet était trop en avance sur les habitudes universitaires. L’obstacle venait de ce que la formation proposée était hautement pluridisciplinaire, ce qui posait problème à un système d’enseignement supérieur organisé en disciplines encore très cloisonnées. Cette difficulté, l’Institut aura à l’affronter en permanence.

Lorsque, trois ans plus tard – précisément le 2 juillet 1992 – j’acceptai d’apporter mon appui à cette nouvelle structure de l’Université, en devenant la présidente de son conseil d’administration, je savais que je ne signais nullement un chèque en blanc. En mars 1992, j’avais déjà, en ma qualité de premier ministre, cosigné le décret d’institution de cette UFR à statut dérogatoire dont l’Université avait sollicité la création. Le prestigieux comité de parrainage

mobilisé et le bilan des premières réalisations de la filière d'études européennes, ainsi que les orientations qu'elle avait choisies – pluridisciplinarité, ouverture sur les cultures et les sociétés européennes, volonté de partenariat avec le monde professionnel – m'avaient convaincue de la richesse et de l'intérêt du projet.

Le pari que faisait l'Institut d'apporter aux étudiant-e-s une double formation alliant savoir et savoir-faire à une bonne maîtrise de plusieurs langues étrangères, à une solide culture générale et à une connaissance approfondie des sociétés et cultures européennes pour alimenter la réflexion sur la construction communautaire, m'avait paru à la fois ambitieux et exaltant, et propre à former les citoyens responsables dont avait besoin l'Europe, et dont elle aura encore plus besoin demain.

Comme en témoigne le présent bilan, l'Institut – dont il faut rappeler qu'il a été créé *ex nihilo* – est aujourd'hui une structure bien implantée dans l'université, reconnue en son sein et à l'extérieur, tant en France qu'à l'étranger, non seulement par les universités ou les institutions culturelles, mais aussi par les entreprises, qui sont nombreuses à prendre ses étudiant-e-s en stage et à leur offrir des emplois.

Aujourd'hui, l'Institut a un peu plus de dix ans. C'est à la fois beaucoup, et peu pour l'ensemble du travail accompli. Peu pour devenir une institution reconnue et insérée dans un réseau, et développer un ensemble de formations performantes. Et l'Institut a tenu ses paris. Pour cela, il a su s'attacher la collaboration, ponctuelle ou permanente, d'universitaires et de chercheurs et chercheuses, français et étrangers, de renom, ainsi que celle de personnalités prestigieuses issues des environnements professionnels les plus variés, et qui ancrent les enseignements dans la réalité à laquelle les diplômé-e-s seront confrontés dès leur entrée dans la vie active.

Je voudrais ici les remercier toutes et tous de la collaboration inestimable qu'ils apportent aux cycles de conférences, aux séminaires, aux enseignements ou à la direction des recherches de l'Institut. Comme je voudrais remercier les représentant-e-s des mondes économique ou culturel pour leur concours et leur soutien financier aux enseignements et aux activités de l'Institut. Je ne saurais trop insister sur le rôle moteur qu'a joué et que joue, pour la formation et l'avenir professionnel des étudiants, ce partenariat entre l'Université et les entreprises, que ce soit en facilitant l'acquisition de savoirs et savoir-faire spécialisés ou, plus directement, en permettant l'initiation à la réalité et au fonctionnement de l'entreprise lors des stages.

Je n'oublie pas, non plus, qu'aucune structure, quels que soient le dévouement et le professionnalisme de celles ou ceux qui la dirigent, ne peut survivre et s'épanouir sans les indispensables moyens financiers. A cet égard, je tiens à souligner à quel point l'aide accordée par un petit groupe d'entreprises – à travers le versement d'une partie de leur taxe d'apprentissage – et par quelques institutions, notamment le Conseil général de la Seine-Saint-Denis, a constitué pour l'Institut un véritable ballon d'oxygène. Tout comme les crédits accordés par la Commission européenne, pour le financement des enseignements et des initiatives européennes de l'Institut liés à la chaire Jean-Monnet, aux deux modules et au module pilote SOCRATES. Leur soutien est évoqué dans ce bilan et, au nom du Conseil d'administration, au nom de l'équipe de direction de l'Institut, je les en remercie très sincèrement.

Parmi les autres collaborations que je voudrais saluer, il y a celle qui s'est nouée, avant même la création de l'Institut, il y a maintenant plus de treize ans, avec l'École nationale de commerce de Paris et le lycée Eugène Delacroix de Drancy, pour assurer en commun une formation pionnière en commerce international. D'abord sanctionnée par un certificat, puis par un diplôme d'université intitulé «Réussir sur les marchés extérieurs», la formation est devenue, depuis deux ans, la licence professionnelle «Commerce : adjoint de responsable export» offrant une spécialisation sur six marchés différents : les marchés allemand, nord-américain, latino-américain, européen, chinois, d'Europe centrale et orientale. Le succès de ces formations successives est le résultat d'une coopération exemplaire, et du travail remarquable accompli par les responsables et les équipes pédagogiques des établissements, qui partagent l'ensemble des tâches et des responsabilités avec ceux de l'Institut. Et je regrette qu'une partie des financements attribués à ces établissements leur ait été retirée cette année, en considérant que les licences professionnelles relèvent de l'Université, alors que celle-ci a été plus qu'encouragée par les autorités de tutelle à développer ces formations avec des partenaires extérieurs. J'espère sincèrement que ces dernières auront à cœur de considérer les remarquables résultats obtenus et l'intérêt qu'il y a à développer les partenariats entre les différents systèmes d'enseignement supérieur.

Pour finir, l'un des derniers atouts de l'Institut est le débat permanent qui s'y déroule, au sein des cours, dans les nombreux colloques et tables rondes – y compris organisés par les étudiant-e-s eux-mêmes –, au sein des équipes de recherche du Centre d'études des mutations en Europe. Ce constant dialogue entre disciplines, entre enseignant-e-s de statut différent, cette diversité des points de vue et des approches développent chez les étudiant-e-s la curiosité

lectuelle et le goût de la recherche, et les préparent à devenir les citoyen-ne-s, les professionnel-le-s, les acteurs et décideurs économiques ou sociaux qu'ils seront demain.

L'esprit européen

Ce qui réunit tous les acteur-ric-e-s et étudiant-e-s à l'Institut d'études européennes, c'est d'abord l'intérêt qu'ils portent à l'Europe, dans le sens le plus large, et les espoirs qu'ils mettent en elle, aussi bien pour bâtir son avenir propre que pour en faire un levier dans la construction d'un monde plus juste et plus solidaire.

Européen, l'Institut l'est à plus d'un titre :

D'abord, parce que nombre de ses étudiant-e-s viennent d'autres pays européens, de l'Union actuelle à quinze, des dix États qui vont la rejoindre et, plus généralement, de la Grande Europe. En témoigne l'analyse des effectifs qui montre que plus d'une trentaine de nationalités sont présentes, préfigurant ainsi la mobilité de demain

Ensuite, parce qu'il inculque à ses étudiant-e-s le goût et la connaissance des langues et des cultures européennes et extra-européennes, qu'ils viennent parfaire et étendre. C'est là la démarche première permettant aux peuples de se comprendre, de s'estimer, de travailler ensemble, dans l'unité mais aussi dans le respect de la diversité et des différences.

Européen, l'Institut l'est aussi parce qu'il s'efforce d'intégrer une dimension européenne dans les savoir-faire et les spécialisations qu'il propose à ses étudiant-e-s.

Cette approche plurielle, pluridisciplinaire, qui croise l'économie avec le culturel et le politique, l'historique ou le social – et qui apporte au moins autant de questions que de réponses –, ce souci constant de développer la conscience critique, sont aussi ce qui fait l'originalité et le succès de l'Institut.

J'ajouterai que la dimension européenne des études est pleinement développée avec les échanges ERASMUS, qui permettent aux étudiant-e-s d'aller effectuer un semestre d'études dans une université européenne, et de découvrir ainsi la culture, le mode de vie et le regard que portent sur le monde, sur l'Europe – et sur la France – les autres Européens. C'est pourquoi je remercie le service des relations internationales et les collègues de l'Université responsables de programmes d'échanges qui ont permis aux étudiant-e-s de l'Institut de partir très nombreux dans toute l'Europe.

En outre, le réseau de contacts et d'échanges interuniversitaires constitué par l'IEE en direction de l'Europe centrale et orientale, de l'Amérique du Nord et du Sud et de l'Asie permet d'élargir considérablement le champ des références et des expériences concrètes des étudiant-e-s comme des enseignant-e-s impliqués.

La passion de réussir

Aujourd'hui, le succès des formations de l'Institut se mesure non seulement au nombre des candidat-e-s qui y postulent, quelque 3000 à 4000 par an pour 300 recrutés, non seulement au taux élevé de succès – de 85% à 95% pour les diplômes nationaux (licence professionnelle, maîtrises de sciences et techniques, DESS), de 60% à 75% pour le DEA et les diplômes d'université – mais il se mesure aussi aux débouchés que les étudiants trouvent sur le marché de l'emploi, aussi bien en France qu'à l'étranger. En dix ans, l'IEE a formé près de 2000 diplômé-e-s, et ils occupent partout dans le monde des postes de responsabilité, parfois même de très haut niveau.

C'est à tous les acteur-ric-e-s que j'ai évoqués que ce bilan éminemment positif est dû : aux collaborateur-trice-s internes et externes avec lesquels l'IEE à travaillé, aux présidentes et présidents de l'Université pour leurs encouragements, aux équipes pédagogiques et aux responsables de diplômes et formations pour la qualité de leur enseignement et l'encadrement permanent qu'ils offrent aux étudiant-e-s, au secrétariat et à ses responsables successifs pour le suivi administratif personnalisé qu'ils assurent, aux directeur-trice-s de recherche et aux chercheur-euse-s, et, enfin, à l'équipe dirigeante et en particulier à sa directrice, pour le dévouement, l'efficacité et le talent avec lesquels ils ont su faire vivre et prospérer l'Institut. Mais, pour finir, ce sont les étudiant-e-s qu'il faut féliciter, pour leur enthousiasme, leur travail acharné, leur volonté et leur capacité à réussir.

Car il a fallu véritablement à toutes et à tous la passion de réussir pour surmonter les obstacles, faire face à la lourdeur de la tâche, à la faiblesse des crédits accordés par l'Université, pour innover et adapter les formations en y intégrant en permanence les évolutions de la construction européenne et les transformations du monde. L'Institut aura certes encore des obstacles à franchir, il devra organiser ses évolutions, étoffer son équipe enseignante dans certaines disciplines, renouveler ses partenariats, étendre ses échanges, notamment en direction de l'Europe centrale et orientale – il a commencé de le faire avec la filière d'études créée sur ces pays –, mais je suis confiante, comme je l'étais il y a dix ans, qu'il saura y parvenir.

Dix années d'une activité foisonnante

Mireille Azzoug

Directrice de l'Institut d'études européennes
de 1992 à 2003

C'est après de longs débats dans l'Université, qui ont duré presque deux ans, de 1989 à 1991, que l'Institut d'études européennes (IEE) était enfin créé : l'avis positif des experts du ministère de l'éducation nationale chargés d'évaluer le projet, l'appui d'Édith Cresson, alors ministre des affaires européennes, et la médiation d'un groupe de travail du conseil d'administration de l'Université, présidé par Guy Berger, conduisaient ce même conseil à prendre la décision de création en mars 1991.

La tâche qui m'attendait, ainsi que ceux qui œuvraient avec moi à la constitution de l'Institut – Bernard Cassen, Renaud Zuppinger, Jean-Claude Boyer, Sylviane Toporkoff, Rachid Krim, Pierre Dommergues, John Edwards et Catherine Husson –, tâche dont nous ne mesurions pas réellement l'étendue et la complexité, n'aurait jamais été menée à bien sans quelques sérieux atouts et le concours de multiples bonnes volontés.

Cette création doit d'abord beaucoup à Bernard Cassen. C'est lui, en effet, qui a constitué le comité de parrainage de 50 personnalités de renommée internationale qui a validé le potentiel scientifique et pédagogique de l'IEE ainsi que ses projets de développement. Puis, en obtenant l'une des premières chaires européennes Jean-Monnet (en science politique, sur les enjeux de l'intégration européenne), il contribuait à donner d'emblée une visibilité européenne à l'Institut. Cette dimension s'est par la suite confirmée avec d'autres modules et programmes européens : les deux modules attribués à Jean-Claude Boyer («Les 'petits' États et l'intégration européenne» et «Géopolitique régionale et développement territorial») et le module pilote que j'ai coordonné avec Francine Demichel («Statut juridique des femmes dans l'Union européenne»).

En juin 1991, Francine Demichel, alors présidente de l'Université, me désignait comme chargée de mission pour la création de l'Institut. La structure embryonnaire de ce qui allait devenir l'IEE démarrait ainsi, sans locaux, sans personnel, avec une infime dotation de 7000 F, mais non sans quelques atouts essentiels :

– En tout premier lieu, le soutien d'Édith Cresson, qui acceptait, à la création officielle de l'IEE, en juillet 1992, d'en devenir la présidente, mettant son autorité et sa notoriété au service d'un projet qu'elle avait soutenu dès la première heure. Tout ce qu'elle symbolisait – volonté de construire l'Europe, goût de l'innovation, combativité et refus des conformismes – devenait du même coup le capital de créativité de l'Institut et lui donnait l'élan nécessaire, en se conjuguant avec notre propre enthousiasme et notre propre détermination. De tout cela, nous lui sommes toutes et tous infiniment reconnaissant-e-s, comme de sa disponibilité et de son intérêt constants pour l'Institut, pour sa vie et ses projets

L'Institut démarrait aussi avec un atout pédagogique réel :

– Il disposait d'un ensemble de formations et diplômes rôdés, qui attiraient d'ores et déjà un public nombreux d'étudiant-e-s pionniers de qualité. Aux deux diplômes d'université d'«Études européennes», s'était ajoutée la formation doctorale «Mutations des sociétés et cultures en Europe», habilitée en 1989 et dirigée par Bernard Cassen (ultérieurement par Jean-Claude Boyer et, récemment, par Bernard Maris, puis Pierre Cours-Salies), qui comptait près d'une centaine d'étudiant-e-s, et la MST d'Études européennes, qui s'ouvrait en septembre 1991 et ajoutait à l'attrait d'une formation européenne celui d'un diplôme national d'un type particulièrement prisé.

– Le soutien d'institutions extérieures – dont le ministère des affaires étrangères, *Le Monde diplomatique*, et des entreprises ayant décidé de verser une fraction de leur taxe d'apprentissage à l'Institut – contribuaient à son décollage et l'aidaient à surmonter ses difficultés.

Ainsi, le 2 juillet 1992 naissait officiellement l'Institut d'études européennes, sous les auspices d'Irène Sokologorsky, la nouvelle présidente de l'Université. En quelques mois, l'IEE avait été capable de trouver ses locaux, de les aménager (avec pour souci premier les équipements étudiants), et ce grâce aux financements extérieurs qu'il avait réussi à mobiliser. Les moyens attribués par l'Université étaient restés très symboliques, malgré les 250 étudiant-e-s qu'il accueillait déjà. Les seuls universitaires rattachés à l'IEE étaient les cinq ou six enseignant-e-s qui avaient porté le projet. Grâce aux crédits de

la chaire Jean-Monnet, l'IEE pouvait mettre sur pied, dès la rentrée 1992, un ensemble de cours pluridisciplinaires novateurs sur l'Europe, assurés par des enseignant-e-s et conférencier-e-s de renom, qui ont, eux aussi, contribué à sa réputation.

Dix ans après, l'encadrement de l'IEE en postes d'enseignants n'a pratiquement pas progressé et il reste l'une des UFR les plus mal encadrées, malgré le doublement de ses effectifs et un taux de succès très élevé. Fort heureusement, quelques postes de PAST (professeur-e-s et maîtres de conférences associés professionnels) attribués par le ministère de l'éducation nationale ont permis à des personnalités reconnues de venir enseigner à l'IEE : Claude Evin, Catherine Tasca, Michel Hervé, Raymond Weber, Jean-François Copé, Pierre Guyotat. Leur concours a été décisif, tant par la qualité de leurs enseignements que par leur notoriété. D'autres, comme le regretté Pierre Guidoni, ancien ambassadeur, ancien président de l'Institut du monde arabe, Paul-Marie Coûteaux ou, plus récemment, Jacques Nikonoff, ont, en leur temps, demandé leur mise à disposition auprès de l'IEE. Un aréopage de conférencier-e-s et de professionnel-le-s de haut niveau lui a, dès lors, constamment apporté son concours.

Puis les formations de l'Institut se sont étoffées, en qualité et en diversité, grâce à la synergie entre universitaires et professionnel-le-s qui s'est instaurée : en 1992 était créée la MST «Développement économique régional et commerce international» à l'initiative de Pierre Dommergues (dirigée par la suite par Jean-Claude Boyer et Rachid Krim) et, en 1993, était habilité le DESS «Management culturel en Europe», créé et dirigé par Jean-Michel Djian et Renaud Zuppinger. Leur caractère pluridisciplinaire et professionnalisant a permis d'attirer un nombre élevé de candidat-e-s dès le départ (aujourd'hui plusieurs milliers par an pour 400 places, et 600 à 700 pour les 22/25 places du DESS) et d'opérer un recrutement de qualité, qui explique les bons taux de succès et de placement des diplômé-e-s sur le marché du travail. L'IEE compte de nombreux anciens étudiant-e-s occupant partout dans le monde des postes de responsabilité. Le réseau de relations avec les entreprises et les institutions publiques et privées mis en place par les professionnel-le-s, à travers les stages et les montages de projets (très souvent grande nature), constitue pour les étudiant-e-s de l'IEE une véritable rampe de lancement professionnelle.

Outre la diversité de leur formation d'origine (lettres, langues, arts, histoire, géographie, philosophie, IEP, Sup de co, classes préparatoires...), les étudiant-e-s de l'IEE se caractérisent aussi par la diversité de leur provenance

géographique : nombreux étudiant-e-s de province, 15 à 25 % d'étudiant-e-s étrangers venus de divers pays d'Europe et du monde, parlant remarquablement le français et souvent trois ou quatre langues étrangères. L'IEE compte des étudiant-e-s d'une trentaine de nationalités différentes, dont beaucoup d'Europe centrale et orientale ou de l'Est, ce qui, allié aux perspectives d'élargissement prochain de l'Union européenne, a conduit à la mise en place d'une filière de spécialisation sur ces pays.

Le travail que je me suis efforcée de mener à été celui d'un chef d'orchestre : œuvrer au développement des formations et des enseignements, et à la fédération des initiatives de recherche avec la création du Centre d'études des mutations en Europe ; aider au soutien des projets, à la multiplication des stages, à l'octroi de bourses et d'aides diverses ; favoriser les initiatives des étudiant-e-s, comme des enseignant-e-s, les impliquer dans les activités de l'IEE, notamment au travers des montages de projets institutionnels (qui ont permis l'organisation de nombreux colloques, journées européennes, enquêtes,...) ; travailler à la recherche de financements internes et externes et à la négociation de contrats et de partenariats avec diverses institutions, en particulier avec la Commission européenne, pour les actions Jean-Monnet, avec le conseil général de la Seine-Saint-Denis et la Ville de Saint-Denis ; veiller à la qualité du cadre de travail et des équipements ; suivre attentivement le fonctionnement quotidien, former les personnels, telles ont été mes préoccupations constantes.

En outre, le développement d'un réseau multipolaire de coopération internationale et de contacts avec des universités, instituts et centres culturels à l'étranger, auquel chacun a apporté sa pierre, a eu pour effet de favoriser les confrontations, de développer l'esprit critique, de contribuer à approfondir les connaissances, ultérieurement mobilisées dans les recherches comparatives menées dans les mémoires. Ces recherches constituent un véritable gisement d'études et de réflexions sur les aspects les plus divers de la construction européenne, de ses politiques, de ses dynamiques sociales, culturelles et économiques, et de ses rapports avec le reste du monde.

D'autres facteurs ont également servi l'IEE :

– la fiabilité et la qualité de ses outils d'information et de communication – dépliants, brochures, *Annuaire des enseignements* (avec une version anglaise), *Annuaire de la recherche*, site Internet de plusieurs centaines de pages ; bulletin *Eurofil*, cahiers de recherche *Le Fil d'Ariane* – à l'élaboration desquels j'ai consacré beaucoup de soin et de temps ;

– l'accueil et l'encadrement privilégié dont bénéficient les étudiant-e-s, aussi bien à travers le suivi administratif opéré par le secrétariat de l'IEE, avec dévouement et sens du service public, qu'à travers le suivi pédagogique individuel par deux tuteurs ou tutrices (universitaires et professionnels) tout au long de la scolarité ;

– des critères et des méthodes de contrôle et de validation des connaissances et des compétences rigoureux, reposant notamment sur une sélection fiable et des examens transversaux subis en dehors des cours, et visant à l'autoévaluation des étudiant-e-s, ainsi qu'à la mobilisation et la synthèse des savoirs et savoir-faire ;

– le développement de stratégies par objectif, la forte implication des équipes pédagogiques et professionnelles, les synergies et la mutualisation des moyens et des ressources, pour l'essentiel extérieurs à l'Université (plus de 75% des moyens de fonctionnement et d'équipement et, jusqu'à récemment, près de 30% des vacances d'enseignement).

La réussite de l'IEE est le résultat d'un travail collectif et elle n'est donc la propriété d'aucun groupe. Elle est le bien commun de tous ceux qui y ont œuvré :

– sa présidente, Édith Cresson et les membres de son comité de parrainage ;

– son conseil d'administration, ses vice-président-e-s (Renato Ruggiero, alors directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Adelheid Hege, chercheuse à l'IRES, Stève Gentili, président du Bureau du Forum francophone des affaires et président du conseil d'administration de la BRED, et Bernard Cassen, directeur général du *Monde diplomatique*), et son équipe de direction ;

– les présidentes et présidents de l'Université, pour les encouragements qu'ils lui ont prodigués ;

– les institutions et entreprises qui l'ont parrainé financièrement (nos remerciements vont en particulier à la Commission et au Parlement européens, à Stève Gentili et au Gimac, à Yervant Berberian, PDG d'Arco, aux laboratoires Pierre Fabre, à Canal+, à Hervé Thermique, au *Monde diplomatique*, à *Charlie Hebdo*, à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, à La Poste, au Conseil général de la Seine-Saint-Denis)

– les établissements partenaires avec lesquels l'IEE assure en commun, depuis plus de dix ans, la formation «Réussir sur les marchés extérieurs», devenue depuis trois ans la licence professionnelle «Commerce : Adjoint de

responsable export» : l'École nationale de commerce et le Lycée Eugène Delacroix, leurs proviseur-e-s, proviseur-e-s adjoints et leurs enseignant-e-s, dont la Présidente a souligné la très précieuse collaboration ;

- les enseignant-e-s et intervenant-e-s professionnels de l'IEE, à qui les étudiant-e-s doivent la qualité de leur formation ;

- les personnels administratifs de l'IEE (les responsables administratifs : Catherine Husson, Mamadou Kamissoko et Françoise Bassière, les personnels titulaires et les très nombreux-euses stagiaires et vacataires), qui, par le sérieux de leur travail et leur dévouement, offrent un solide encadrement aux étudiants ;

- les centaines d'entreprises et d'institutions qui ont accueilli les étudiants en stage (avec des remerciements particuliers au ministère des affaires étrangères) et leur ont offert des emplois ;

- les services de l'Université qui ont aidé à la réalisation des missions de l'IEE : le service des relations internationales, dont Édith Cresson a souligné le rôle clé dans la mobilité étudiante, le Service commun universitaire d'information et d'orientation (SCUIO), qui collabore à la recherche des stages et des emplois, et le service de la formation permanente, qui a contribué au financement des enseignements et des initiatives du DESS ;

- les étudiantes et les étudiants eux-mêmes, qui ont constamment à cœur de réussir par leur travail acharné et leur implication dans la vie de l'IEE.

C'est de l'ensemble de ces potentialités et de ces forces vives que j'ai tenté d'être la cheville ouvrière, et j'en ai retiré personnellement beaucoup de plaisir et de satisfaction, malgré la lourdeur de la tâche.

Ce bilan a pour ambition non seulement d'offrir une synthèse des choix et des orientations opérés, des initiatives, du travail et de la pédagogie menés, et des résultats qu'ils ont produits, mais il vise aussi à constituer une mémoire aussi précise et riche que possible de ces dix années d'activité foisonnante. Il a pour autre objectif de permettre de mieux évaluer non seulement les réussites, mais aussi les manques à gagner et les carences afin de corriger le tir.

Évidemment, rien n'est parfait, ni définitivement achevé ou acquis : non seulement des améliorations peuvent être apportées, mais des évolutions doivent être pensées et mises en œuvre. Et la première étape qui attend l'IEE va être celle de la mise en place des masters et de la réforme dite «3/5/8» : il a déjà commencé d'y travailler et, grâce au contenu de ses formations et à ses pratiques pédagogiques, il est plutôt bien armé pour prendre le tournant. Mais

il va lui falloir encore beaucoup d'investissement, de mobilisation et de persévérance. Car l'Institut est à nouveau à la croisée des chemins, et les choix qu'il fera aujourd'hui seront décisifs pour ce qu'il sera demain.

Au nom de l'IEE, je remercie chaleureusement l'ensemble des collègues, universitaires et professionnel-le-s, des personnels administratifs et des étudiantes et étudiants de leur indéfectible collaboration et solidarité. Tout d'abord, celles et ceux qui, les premiers, aux côtés de l'équipe fondatrice, ont mis leur talent et leur enthousiasme au service de l'Institut : José Vidal-Beneyto, Hervé Séyriex, Claude Evin, Serge Halimi, Anne-Marie Autissier, Jean-Michel Djian, Ivan Djuric ; puis celles et ceux qui les ont rejoints un peu plus tard : Catherine Tasca, Bernard Piniau, Raymond Weber, Pierre Guidoni, Jean-Yves Potel, Guy Paris, Paul-Marie Coûteaux, Hélène Mathieu, Jean-Pierre Aubert, Laurent Carroué, Colette Davaze, Jean-Marc Benammar et Jean François Copé. Plus récemment, celles et ceux qui sont venus étoffer l'équipe ou prendre la relève : Philip Golub, Michel Cros, Jean Digne, Marc Le Glatin, Pierre Guyotat, Pierre Cours-Salies, Bernard Maris, Jacques Nikonoff, Isabelle Bongard, Richard Farnetti et Thomas Serrier. Ainsi que les jeunes enseignant-e-s-chercheurs – attaché-e-s temporaires de recherche et monitrice-s – qui sont la relève prometteuse de l'Université de demain : Sébastien Barles, Ludovic Royer, Magalie Mollet, Alex Neumann, Stéphane Le Lay, Philippe Maingault, Gilles Raveaud et Chloé Théault. Et je n'oublie nullement les nombreux chargé-e-s de cours – professeur-e-s d'autres départements ou d'autres universités – comme André Demichel, Pierre Béhar, Henri Ménudier, Jean-Michel Palmier, Philippe Soulez, Victor Scardigli, Rémi Brague, Danièle Bussy Genevois, Claude Frioux, Judith Rosowsky, Philippe Mellet, Claude Chenain, Pierre Légli-Costa, Francine Demichel, Irène Sokologorsky, qui ont été des collaborateurs et des collaboratrices de la première heure. Beaucoup d'autres encore ont apporté leur concours et leur soutien à l'Institut, mais la liste serait trop longue ici, et au nom de l'IEE, je leur adresse mes plus vifs remerciements, comme à toutes et à tous les collègues et personnels qui ont œuvré, avec dévouement et compétence, au développement et au succès de l'IEE.

Mon second mandat de directrice (la loi n'autorisant que deux mandats successifs) a pris fin en janvier dernier, mais en aucun cas ma volonté d'œuvrer au service de l'IEE, avec Marc Le Glatin, qui a accepté d'en devenir le directeur, Renaud Zuppinger, qui est reconduit pour un troisième mandat de directeur adjoint, et les responsables des diverses équipes pédagogiques et de recherche, que j'appelle à ne pas relâcher leurs efforts.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET LA DIRECTION DE L'IEE

Créé par décret le 23 mars 1992, l'Institut d'études européennes (IEE), qui est une unité de formation et de recherche à statut dérogatoire (article 33), est dirigé par un conseil d'administration, présidé par une personnalité extérieure, et par un-e directeur-riche, assistés par des vice-président-e-s et des directeur-riche-s adjoint-e-s. Le conseil est composé de 20 membres : 8 personnalités extérieures (2 représentants des collectivités territoriales, 4 représentants des activités socioéconomiques et culturelles, et 2 personnalités élues à titre personnel), 6 enseignant-e-s (3 du collège des professeurs et 3 des autres collèges), 4 étudiant-e-s et 2 membres du personnel administratif. Les étudiant-e-s sont élus pour 2 ans, les autres membres pour 4 ans, le/la président-e et les vice-président-e-s pour 3 ans, le/la directeur-trice et ses adjoint-e-s pour 5 ans. Les dates indiquées après leur nom sont celles de leur(s) mandat(s).

Présidente du conseil d'administration

Édith Cresson, ancienne commissaire européenne, ancienne première ministre (depuis 1992)

Vice-président-e-s

Adelheid Hege (allemande), chercheuse à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) (1992 à 2001)

Renato Ruggiero (italien), directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (1992 à 1998)

Stève Gentili, président du Bureau international du Forum francophone des affaires, président de la BRED (depuis 1998)

Bernard Cassen, professeur émérite, chaire européenne Jean-Monnet, directeur général du *Monde diplomatique* (depuis 2002)

et par une équipe constituée de :

Directeur/directrice

Mireille Azzoug, maître de conférences (1992 à 2003)

Marc Le Glatin, professeur associé, directeur du théâtre de Chelles (depuis 2003)

Directeur-riche-s adjoint-e-s

Renaud Zuppinger, professeur (depuis 1992)

Mireille Azzoug (depuis 2003)

Les autres membres du conseil d'administration :

Enseignant-e-s

Pierre Dommergues, professeur (1992 à 1996)

Sylviane Farnoux-Toporkoff, maître de conférences (depuis 1992)

Jean-Claude Boyer, professeur (1992 à 2002)

Bernard Cassen (1992 à 2002)

Bernard Piniou, professeur associé, directeur adjoint de la Maison des cultures du monde (1994 à 1998)

Anne-Marie Autissier, maître de conférences (depuis 1996)

Richard Farnetti, professeur (2001 à 2003)

Laurent Carroué, professeur (depuis 2003)

Personnalités extérieures

Représentants des collectivités territoriales

Jean-Claude Coulbault, conseiller municipal de Saint-Denis (1992 à 1996)

Raymond Mège, conseiller régional d'Ile-de-France (1992 à 2002)

André Cheinet, directeur des collèges et de l'action à la formation de la Seine-Saint-Denis (1996 à 2002)

Jean Brafman, conseiller régional d'Ile-de-France (depuis 2002)

Gilles Garnier, conseiller général de la Seine-Saint-Denis (depuis 2002)

Représentant-e-s des activités socioéconomiques et culturelles

Martine Second Bauer, directrice de la Maison des écrivains (1992 à 1996)

Michel Baer, membre du bureau de représentation de la Commission européenne à Paris (1992 à 1996)

Marc Prieur, vice-président de la délégation de la Seine-Saint-Denis de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (1992 à 1998)

Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication (1998 à 2002)

Jean-Lou Blachier (suppléante : **Laurence Aveline Bailly**), Chambre de commerce et d'industrie de Paris (depuis 2002)

Personnalités élues à titre personnel

Jean-Paul Tran-Thiet, avocat international, bureau Henri Lefebvre (depuis 2002)

Guy Legras, directeur général des relations extérieures à la Commission européenne (depuis 2003)

Étudiant-e-s de l'Institut

Ont siégé successivement, pour des périodes de 2 ans

Mireille Beaulieu, Sophie Charmant, Franck Chenet, Sébastien Desprez, Christine Bergeon, Hervé Lellouche, Hélène Durand, Bruno Fialho, Anita Quéré, Elsa Van Den Bossche, Ulrike Heindl, Julie Henry, Sylvie Jiroudi, Annie Mahé, Zediga Chaker, Marie Dalmen, Lucie Montibus, Radoslav Totchev, Antoine Varoquié, Laurent Devigne, Stephanka Kissiova, Étienne Jarry, Justine Moreau, Florian Santer, Aurélie Tricoire, Joanna Hazoume, Kerstin Beyerlein, Angueliki Picot, Célia Lacroix, Djamila Youcef Khodja

Personnels administratifs

Pascale Depagne (1992 à 1994), **Catherine Husson** (1992 à 1995)

Mamadou Kamissoko (1996 à 1998), **Stéphan Sirven** (1996 à 2000)

Françoise Bassière (1998 à 2003), **Sylvie Buffière** (1998 à 2002)

Eric Delamare (depuis 2003), **Anne Lalouët** (depuis 2003)

LE COMITÉ DE PARRAINAGE

Les personnalités dont les noms suivent ont accepté, au printemps 1991, de parrainer l'Institut d'études européennes alors en voie de création.

La qualité indiquée est celle qu'elles avaient au moment de la création du comité de parrainage.

† **Pierre Aigrain**, conseiller scientifique du président du Groupe Thomson, ancien ministre

Erik Arnoult, maître de requêtes au Conseil d'Etat

John Berger, écrivain

Arthur Bodson, recteur de l'Université de Liège

Roger Brunet, directeur de recherche au CNRS (géographie)

Michel Carpentier, directeur général des télécommunications et des industries de l'information à la Commission des Communautés européennes (DG XIII)

Jorge Castaneda, professeur à l'Université nationale autonome de Mexico (sciences politiques)

Jean Chesneaux, professeur émérite à l'Université Paris 7 (histoire)

Denis Clerc, directeur d'*Alternatives économiques*

Benjamin Coriat, professeur à l'Université Paris 13, directeur du Centre de recherche en économie industrielle

Jean Deflassieux, président de la Banque des échanges internationaux, président de la Ligue européenne de coopération

Pierre Delfaud, doyen de la Faculté des sciences économiques et de gestion, codirecteur du Centre de documentation et de recherche européenne, Université Bordeaux I

Regis Debray, écrivain, philosophe

† **Henri Dieuzeide**, inspecteur général de l'éducation nationale

Jean-François Drevet, géographe, administrateur principal, DG XVI, Commission des Communautés européennes

Stelio Farandjis, secrétaire général du Haut Conseil de la francophonie

Jean-Pierre Faye, directeur de recherches au CNRS (philosophie), président de l'Université européenne de la recherche

Claude Fell, professeur à l'Université Paris 3-Sorbonne nouvelle (littératures et civilisations hispano-américaines)

Marc Ferro, directeur d'études à l'EHESS (histoire)

Alain Finkielkraut, professeur à l'Ecole polytechnique (département des humanités et sciences sociales)

Max Gallo, écrivain, historien

Thierry Gaudin, ingénieur général des Mines, chef du Centre de prospective et d'études au ministère de la recherche et de la technologie

- Bruno Halff**, inspecteur général de l'éducation nationale (arabe)
- Stéphane Hessel**, Ambassadeur de France
- Eric Hobsbawm**, Fellow of the British Academy, professeur émérite d'histoire économique et sociale, Université de Londres
- Albert Jacquard**, professeur à l'Université de Genève
- Alain Jouffroy**, écrivain
- Claude Julien**, président de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente
- Jean-Pierre Kahane**, professeur à l'Université Paris-Sud (mathématiques)
- Dominique Lecourt**, professeur à l'Université Paris 7 (philosophie)
- Roger Lesgards**, président de la Cité des sciences et de l'industrie
- René Lenoir**, directeur de l'Ecole nationale d'administration
- Philippe Lorino**, économiste, directeur dans le groupe Bull
- Imre Marton**, professeur à l'Université des sciences économiques de Budapest (philosophie)
- Gérard Mendel**, psychanalyste et sociologue
- Edgar Morin**, directeur de recherches au CNRS, écrivain
- Simon-Pierre Nothomb**, professeur à l'Institut catholique des hautes études commerciales (Bruxelles), secrétaire général du Comité économique et social de l'Union européenne
- † **Jean-Michel Palmier**, professeur à l'Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne (esthétique)
- Pierre Papon**, président-directeur général de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER)
- René Passet**, professeur à l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne (économie)
- Riccardo PETRELLA**, directeur du programme FAST, Commission des Communautés européennes
- Edgard Pisani**, président de l'Institut du monde arabe
- André-Yves Portnoff**, directeur-délégué de *Science et technologie*
- Ignacio Ramonet**, directeur du *Monde diplomatique*
- Jacques Robin**, médecin, directeur de la lettre *Transversales Science/Culture*
- Alain Ruellan**, directeur du Centre national d'études agronomiques des régions chaudes (CNEARC) à Montpellier, directeur du programme Environnement du CNRS
- Anthony Sampson**, écrivain, journaliste
- Patrick Talbot**, président de la Ligue européenne des établissements d'enseignement artistique (ELIA)
- † **Marie-France Toinet**, directrice de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques
- Robert Toulemon**, inspecteur général des finances, président de l'Association française d'études pour l'Union européenne (AFEUR)
- José Vidal-Beneyto**, ancien directeur de l'enseignement, de la culture et du sport au Conseil de l'Europe,
- Patrick Viveret**, président de l'Observatoire de la décision publique
- Theodore Zeldin**, professeur à l'Université d'Oxford (histoire)

LES PARRAINAGES ET PARTENARIATS

Aides et soutiens accordés à l'Institut d'études européennes

Diverses institutions, collectivités territoriales, sociétés ou entreprises ont, au cours de ces dix premières années, apporté un soutien financier et logistique aux enseignements et activités de l'Institut d'études européennes et lui ont ainsi permis de financer des enseignements, des matériels et équipements pédagogiques, des colloques, des publications. D'autres ont mis leurs locaux à sa disposition pour certaines de ses manifestations. D'autres encore ont alloué des aides et subventions aux montages de projets des étudiant-e-s, ou ont contribué à financer des stages et des visites à leur intention.

Sans ces soutiens, qui ont représenté jusqu'à 75% de son budget de fonctionnement, ou de son budget «colloques et publications», et jusqu'à 30% à 40% de son budget d'enseignements complémentaires, l'IEE n'aurait nullement pu se développer comme il l'a fait. Ces aides ont souvent abouti à de partenariats où les étudiant-e-s jouent un rôle de premier plan, et s'initient ainsi à la négociation et à la mise en œuvre d'actions et de projets.

L'Institut tient ici à leur exprimer ses plus sincères remerciements, ainsi qu'à leurs responsables :

- pour le reversement d'une partie de leur taxe d'apprentissage :
 - ARCO* (Ateliers réunion du Centre Ouest)
 - Belles demeures internationales
 - Canal+
 - Carrefour Stains
 - Cabinet d'expertise comptable CGEC
 - Chambre de commerce et d'industrie de Paris*
 - CGEC (Compagnie générale d'électricité et de chauffage)
 - CPJ
 - Continentales Caméras
 - Elyo-Ile-de-France

* Signale les plus fidèles contributeurs.

- GIMAC* (groupement interprofessionnel des entreprises de la région sud-est de Paris)
 - GIE Axa
 - Groupe Monoprix-Prisunic
 - Jacob Delafon
 - Laboratoires Pierre Fabre*
 - Les Éditions de l'Immobilier
 - *Le Journal des Particuliers*
 - *Le Monde diplomatique SA**
 - La Poste de Saint-Denis
 - Rank Xerox
 - Les Rotatives* (*Charlie Hebdo*)
 - Société d'équipement interurbain de la Courneuve
 - Société Hervé thermique*
 - Téléshopping
- pour l'aide financière et logistique qu'ils ont apportée à l'Institut pour l'organisation de colloques et la publication de leurs actes dans les Cahiers de l'Institut, *Le Fil d'Ariane* :
 - le Conseil général de la Seine-Saint-Denis et ses élu-e-s
 - le service culturel de la Ville de Paris
 - le Secrétariat d'État aux droits des femmes
 - le groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique au Parlement européen
 - l'UNESCO
 - la Bourse du travail de Bobigny
 - la Mairie du XIe
 - la Maison de l'Amérique latine
 - l'Espace Kiron
 - le Sénat et l'Assemblée nationale
 - le Rectorat de Paris
 - le Bureau de représentation du Parlement européen à Paris
 - le Lucernaire
- pour l'aide financière, logistique et le prêt de locaux accordés notamment aux projets montés par les étudiants de l'IEE :
 - la Ville de Saint-Denis et ses services culturels
 - la Maison de l'Europe de Paris
 - le CROUS de Paris 8
- pour les financements accordés aux différents programmes européens Jean-Monnet pour lesquels l'IEE a été qualifié, et qui ont permis de financer des

enseignements sur l'Europe et la construction européenne, d'organiser des colloques et tables rondes et de contribuer à la publication des travaux liés aux différents modules :

- la Commission européenne
- pour l'aide apportée au développement des échanges et des coopérations culturelles avec des universités et institutions culturelles à l'étranger, sous forme de missions :
 - le ministère des affaires étrangères et sa direction à la coopération linguistique et culturelle
 - les Instituts culturels français à l'étranger
- pour les bourses de stages et les aides attribuées pour aider au financement des stages et des voyages étudiants ainsi que des séjours d'études à l'étranger :
 - le ministère du commerce extérieur français, notamment pour les bourses accordées à l'École nationale de commerce pour les stages à l'étranger effectués par les étudiant-e-s préparant la licence professionnelle
 - la Fondation Marcel Hicter
 - le Parlement européen
 - la Commission européenne
 - le CROUS et les conseils régionaux pour les aides allouées aux étudiant-e-s individuellement

VOCATIONS ET MISSIONS

UFR à statut dérogatoire (article 33 de la loi du 26 janvier 1984) créée par décret le 23 mars 1992, l'Institut d'études européennes (IEE) est dirigé par un conseil d'administration comprenant des enseignant-e-s, des étudiant-e-s et des personnalités extérieures. Il est dirigé par une directrice (Mireille Azzoug, maître de conférences, de 1992 à 2003 et Marc Le Glatin, professeur associé (depuis fin janvier 2003) et présidé par une personnalité extérieure (Édith Cresson depuis 1992). Il a été parrainé, lors de sa création, par un comité d'une cinquantaine de personnalités, françaises et européennes, des mondes culturel, scientifique, économique et politique.

L'IEE rassemble plus de cinquante enseignant-e-s : titulaires ou associé-e-s, chargé-e-s d'enseignements et intervenant-e-s professionnels issus des milieux culturels, des organisations ou institutions nationales et internationales et des entreprises. Il accueille régulièrement, par ailleurs, des conférencier-e-s – français ou étrangers – universitaires et personnalités scientifiques et culturelles.

Au coeur de réseaux européens et internationaux

L'IEE dispose d'une chaire européenne Jean-Monnet en science politique, «Les enjeux politiques et économiques de l'intégration européenne», de deux modules européens : «Les 'petits' États et l'intégration européenne» et «Géopolitique régionale et développement territorial en Europe», ainsi que d'un module pilote : «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne». Il collabore, pour l'ensemble de ces programmes, avec une dizaine d'universités des pays de l'Union.

L'IEE entretient également des échanges réguliers d'étudiant-e-s et/ou d'enseignant-e-s, soit par le biais du réseau de mobilité étudiante ERASMUS de l'Université, soit dans le cadre d'accords de coopération interuniversitaire, notamment avec les universités : d'Amsterdam (Institut d'études européennes), de l'Algarve (Portugal), de Chypre à Nicosie, de Nijni-Novgorod (Russie), Fu-Jen de Taïpei (Taiwan), du Kansai au Japon (il assure le programme de formation «Les chemins de l'Europe», en collaboration avec l'Institut franco-japonais de Kyoto et l'Université de la Sarre), de Tokyo, de la ville de New York (CUNY), de Vancouver au Canada (British Columbia), d'Hambourg (partenaire du programme Modern Youth géré par l'École de management des arts), ARCIS au Chili. John Edwards, professeur à l'IEE, a été vice-Président de la MICEFA (Mission interuniversitaire de coordination des échanges franco-américains) et chargé de mission pour les échanges avec l'Amérique du Nord auprès de la Directrice des enseignements supérieurs (de 1998 à 2002).

Pour faciliter ses contacts et les stages de ses étudiant-e-es à l'étranger, l'IEE est membre du réseau ENCATC (Réseau européen des centres de formation d'administrateurs culturels) et dispose d'une convention avec le ministère des affaires étrangères pour les stages dans les instituts et services culturels français à l'étranger.

Un ancrage dans les milieux professionnels et les entreprises

L'IEE entretient, en outre, des liens étroits avec un ensemble de partenaires du monde de la culture et des arts, du commerce international ou des collectivités territoriales, qui accueillent ses étudiant-e-s en stage et dont les professionnel-le-s apportent leur concours à ses enseignements. Tous les ans, les étudiant-e-s de l'IEE effectuent plus de 300 stages tant en France qu'à l'étranger.

L'IEE est lié par des partenariats étroits avec certaines de ces entreprises ou institutions, qui contribuent à la professionnalisation de ses étudiant-e-s. L'IEE collabore également à la publication de la revue *Culture Europe* (directrice de la publication : Anne-Marie Autissier, maître de conférences à l'IEE, responsable de la professionnalisation culturelle). De même, il entretient des liens privilégiés avec *Le Monde diplomatique*, dont une partie des journalistes collaborent aux enseignements de l'IEE. De nombreuses entreprises, notamment des PME du secteur commercial, sont aussi associées à la formation des étudiant-e-s, et sont invitées par les étudiant-e-s eux-mêmes à intervenir dans les tables rondes et débats qu'ils organisent sous la direction de Jean-Marc Benammar et Rolando Romero (professeurs associés). Une partie de ces partenaires apportent, en outre, à l'IEE une aide précieuse en faisant bénéficier ses formations de la taxe d'apprentissage qu'elles acquittent.

Des formations novatrices et professionnalisantes

L'IEE a pour vocation non seulement d'impulser des initiatives multiformes sur l'Europe, mais aussi de mener des recherches concourant à une meilleure connaissance de ses sociétés et cultures, de développer la connaissance des mécanismes et politiques de la construction communautaire et de dispenser des enseignements professionnalisants en prise sur la société et ses évolutions.

Dans cette perspective, il organise un ensemble de formations de deuxième et troisième cycles, qui accueillent au total 500 étudiant-e-s par an, sélectionnés (sur examen et entretien avec un jury) parmi plusieurs milliers de candidats :

- une formation doctorale (DEA et doctorat) : ***La construction européenne : enjeux géopolitiques, économiques et socioculturels*** (directeur : Pierre Cours-Salies, sociologue, professeur ; directeur adjoint : Bernard Maris, économiste, professeur).

Pluridisciplinaire, ce DEA/doctorat regroupe une vingtaine de directeur-riche-s de recherche, professeur-e-s des universités – françaises ou étrangères – issus de disciplines très variées.

La formation mène des recherches historiques et contemporaines sur la construction communautaire, sur les politiques culturelles, sociales, économiques et régionales au sein de l'Union ainsi que sur ses relations avec le reste du monde. Les étudiants sont associés au travail des équipes de recherche de son Centre d'études des mutations en Europe (CEME. Responsables : Mireille Azzoug et Bernard Maris). Cf : *Annuaire de la recherche* (disponible au secrétariat).

➤ **Informations complémentaires et cursus et bilan : voir pages 87 à 95.**

- un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS, troisième cycle) : **Management culturel en Europe** (responsables : Renaud Zuppinger, professeur, et Marc Le Glatin, professeur associé, directeur du Théâtre de Chelles). Créé en 1993-1994 à l'initiative de Renaud Zuppinger et de Jean-Michel Djian, alors PAST à l'IEE et directeur d'Eurocréation, le DESS a pour objectif de former des cadres – gestionnaires et managers de la culture – détenteurs de connaissances générales étendues, d'une bonne maîtrise du champ culturel, de son environnement économique et institutionnel, ainsi que d'une maîtrise des savoir-faire professionnels correspondants. Il est assuré par des enseignants et des professionnels, en partenariat avec un réseau d'institutions parrainant la formation.

➤ **Informations complémentaires, cursus et bilan : voir pages 96 à 100.**

- deux maîtrises de sciences et techniques (MST, en 2 ans à finalité professionnelle) :
 - **Études européennes : gestion et valorisation des échanges culturels et sociaux en Europe** (responsables : Mireille Azzoug et Anne-Marie Autissier, maîtres de conférences)

- **Développement économique régional et commerce international** (options : *Commerce international* et *Développement économique régional* ; responsables : Laurent Carroué, professeur et Roberto Romero, professeur associé)

- un diplôme d'études supérieures d'université (DESU, niveau maîtrise à finalité professionnelle) : **Études européennes**, options : *Politiques et pratiques du commerce international* ; *Politiques et pratiques culturelles en Europe* ; *Études des sociétés et cultures* ; *Pays d'Europe centrale et de l'Est*, et un diplôme d'université (DU, niveau licence à finalité professionnelle) : **Études européennes, Échanges culturels** (responsables : Anne-Marie Autissier, Thomas Serrier, maîtres de conférences)

- une licence professionnelle en **Commerce : Adjoint de responsable export**, spécialisations *marché allemand, marchés nord-américain et latino-américain, marché chinois, marché européen, marchés d'Europe centrale et orientale*, assurée en collaboration avec les départements d'allemand et d'études slaves, et l'École nationale de commerce et le Lycée Eugène Delacroix de Drancy (responsables : Sylviane Toporkoff, maître de conférences et Jean-Marc Benammar, Rolando Romero, professeurs associés ; Philippe Guittet et Pierino Gasperi, proviseurs des lycées).

Ces cinq formations ont pour objectifs de former des cadres familiers des problématiques européennes pour les secteurs soit de la culture, du tourisme, des relations internationales des grandes entreprises, des collectivités territoriales, de l'information et du journalisme, soit du commerce international, ou de préparer aux concours de recrutement de l'Union européenne ou des fonctions publiques nationale et territoriale.

➔ **Informations complémentaires, cursus et bilans : voir pages 101 à 124.**

Le taux de succès dans les études est élevé : 60% (DEA), 85% à 95% (DESS, MST) et 75 % DESU. La liste des mémoires soutenus est disponible sur le site Internet de l'IEE. Le taux de placement est également élevé : la majorité des étudiant-e-s ne poursuivant pas leurs études une fois diplômés trouvent un emploi dans les mois qui suivent la délivrance du diplôme et, dans certains cas, avant même la fin de leurs études.

Une réflexion en prise sur les enjeux contemporains

Par ailleurs, l'IEE est le centre d'une vie intellectuelle active. Il organise de nombreux colloques et débats, seul ou en collaboration avec des partenaires – de l'Université ou extérieurs – parmi lesquels : l'Association des historiens, la Maison de l'Europe, *Le Monde diplomatique*.

Il dispose d'une publication, *Le Fil d'Ariane*, qui édite des numéros consacrés aux actes des colloques organisés, ou aux axes de réflexion et de recherches de l'IEE.

Deux associations fournissent un cadre logistique à l'ensemble de ces activités : l'Association ARISTÉE et l'Association des étudiant-e-s d'études européennes A3E.

➔ **Présentation de l'IEE sur son site Internet (adresse et sommaire) : voir page 71.**

LES ENSEIGNANT-E-S

Universitaires, intervenant-e-s professionnels et personnalités culturelles et scientifiques

L'Institut compte près d'une soixantaine d'enseignant-e-s qui assurent régulièrement les cours : universitaires, professeur-e-s associés et invités, intervenant-e-s professionnels et chargé-e-s de cours.

Par ailleurs, des dizaines de professionnel-le-s et de personnalités culturelles et scientifiques interviennent ponctuellement dans les cycles de conférences, séminaires, débats, ateliers ainsi que dans certains cours.

Ils figurent dans la liste ci-dessous, dans l'ordre alphabétique et par catégorie, avec indication de leur qualité au moment où ils sont intervenus, et de leur spécialité.

Les enseignant-e-s universitaires en poste à compter de 1991

Les professeur-e-s et maîtres de conférences

- Anne-Marie Autissier**, maître de conférences (politiques et industries culturelles)
- Mireille Azzoug**, maître de conférences, angliciste (histoire des idées, civilisation et culture européennes), coordinatrice d'un module pilote SOCRATES
- Jean-Claude Boyer** (1992-2001), professeur, «titulaire de deux modules européens Jean-Monnet» (géographie, géopolitique régionale et développement territorial)
- Laurent Carroué**, professeur, géographe (géographie économique et politique, développement territorial)
- Bernard Cassen** (1992-2000), professeur, «chaire européenne Jean-Monnet» (construction européenne, politiques publiques)
- Pierre Cours-Salies**, professeur, sociologue politique (histoire des idées, politiques sociales, politiques publiques)
- Pierre Dommergues** (1991-1993), professeur (études américaines)
- John Edwards** (1991-2003), professeur, angliciste (littérature et société)
- Richard Farnetti** (2000-2003), professeur, angliciste (civilisation, économie anglosaxonnes)
- Bernard Maris**, professeur, économiste (construction européenne, finance internationale, rhétorique de l'économie)
- Sami Naïr**, professeur, politologue, député européen (construction européenne, relations internationales)

Roberto Romero, PRAG, économiste (géoéconomie du commerce international, mercatique, société et culture latino-américaines)

Sylviane Toporkoff, maître de conférences, économiste (mercatique, communication dans l'entreprise)

Thomas Serrier, maître de conférences, germaniste (civilisation allemande, cultures et sociétés d'Europe centrale)

Renaud Zuppinger, professeur, angliciste (sémiologie, histoire des idées, civilisation et culture européennes)

Les attaché-e-s temporaires de recherche

Sébastien Barles, juriste (droit des institutions, droit européen)

Magalie Mollet, économiste (économie des PECO)

Gilles Raveaud, agrégé, économiste (intégration européenne)

Stéphane Le Lay, sociologue (politiques du travail)

Philippe Maingault, politologue (politiques locales, développement local)

Alexander Neumann, sociologue (sociologie du travail)

Les moniteur-riche-s

Chloé Théault, gestion (gestion culturelle, muséographie)

Ludovic Royer, langues et civilisations slaves (politiques et économies de la CEI)

Les professeur-e-s associés et invités

Depuis 1991, l'Institut a accueilli et accueille parmi ses professeur-e-s, invités et associés, de nombreuses personnalités (la qualité indiquée est celle qu'elles avaient aux dates mentionnées. Elles sont classés dans l'ordre chronologique).

Les professeur-e-s et maîtres de conférences associés en poste en 2003

Jean-Marc Benammar, professeur associé, directeur de Grand Large Export (commerce international, export)

Isabelle Bongard, maître de conférences associée, directrice de galerie (politiques culturelles, gestion de la culture)

David Drake, professeur, Université de Middlesex (Londres) (études culturelles)

Pierre Guyotat, professeur associé, écrivain (littérature, poésie)

Philip Golub, professeur associé, politologue, journaliste (rapports Etats-Unis Europe, questions européennes)

Marc Le Glatin, professeur associé, directeur du théâtre de Chelles (action culturelle internationale, coopération culturelle, montage de projets)

Jacques Nikonoff, professeur associé, ancien élève de l'ENA, administrateur civil hors classe à la Caisse des dépôts et consignations, politologue (finance internationale, mondialisation)

Guy Paris, maître de conférences associé, avocat (droit du commerce international, droit de la culture)

Anne-Cécile Robert, professeure associée, juriste, journaliste (droit européen, droit public)

Les professeur-e-s et maîtres de conférences associés de 1991 à 2002

José Vidal-Beneyto (1991-1993), ancien directeur de l'enseignement, de la culture et du sport au Conseil de l'Europe, haut conseiller à l'UNESCO (sémiologie et culture)

Hervé Sérieyx (1991-1993), vice-président de l'Institut du leadership européen (gestion)

Jacques Chérèque (1992-1993), ancien ministre (aménagement du territoire)

André-Yves Portnoff (1992-1993), ancien directeur délégué de *Science et technologie* (prospective)

†**Ivan Djuric** (1991-1993), professeur à l'Université de Belgrade (histoire)

†**Marx Wartofsky** (1993-1994), distinguished professor à Baruch College, Université de New York (philosophie)

Muhamedin Kullashi (1992-1995), professeur à l'Université de Pristina (philosophie)

Jack Kligerman (1994-1995), professeur à l'Université de New-York (culture)

Catherine Tasca (1993-1996), ancienne ministre, présidente de Canal Horizons (politiques artistiques, audiovisuel)

Walter Blanco (1995-1996), professeur à l'Université de New York (littérature)

†**Bernard Piniau** (1993-1997), ancien directeur-adjoint de la Maison des écrivains, chargé de mission de l'AFAA (politiques et action culturelles)

Claude Evin (1993-1997), ancien ministre, membre du Conseil économique et social (institutions européennes et politiques sociales)

Michel Hervé (1994-1997), ingénieur, président de l'Association nationale pour la création d'entreprises, ancien parlementaire européen, maire de Parthenay (gestion des entreprises, développement local et régional)

†**Pierre Guidoni** (1994-1997), ancien président de l'Institut du monde arabe, ancien ambassadeur (histoire européenne et politiques européennes)

Paul-Marie Coûteaux (1995-1997), administrateur civil, député européen (construction européenne, politique étrangère des pays européens)

Raymond Weber (1996-1997), directeur de l'enseignement, de la culture et du sport au Conseil de l'Europe (politiques artistiques et culturelles)

Colette Davaze (1995-1998), consultante, présidente de l'Institut de recherche en évolution professionnelle (gestion des ressources humaines).

Pierre Larrouturou (1997-1999), consultant, président de l'Association pour la semaine de 4 jours (gestion des ressources humaines)

Hélène Mathieu (1997-1999), inspectrice générale de l'éducation nationale (politiques culturelles et artistiques)

Michel Cros (1997-2000), directeur des stratégies chez Voltaire et associés (gestion).

Jean-Pierre Aubert (1995-2001), inspecteur général de l'industrie (développement local)

Jean-Michel Djian (1994-2000), ex-rédacteur en chef du *Monde de l'éducation*, rédacteur de la chaîne «Histoire» (politiques et gestion culturelles)

Jean Digne (1998-2000), chargé de mission au cabinet du ministre de l'éducation nationale (politiques et gestion culturelles)

Jean-François Copé (1991-2001), maire de Meaux, administrateur civil à la Caisse des dépôts et consignations (développement local, politiques de la ville)

Professeur-e-s étrangers invités

Gilles Dostaler (2001-2002), professeur, Université d'Uqam (Québec), économiste

Corinne Gobin (2001) Université libre de Bruxelles (Institut de sociologie), sociologue

Benoît Rihoux (2001), professeur, Université catholique de Louvain-la-Neuve, politologue

Renate Siebert (2002), professeure, Université de Calabre, sociologue

Maria-Teresa Guerra Medici (2002), professeure, Université de Rome-la-Sapienza, juriste

John Mason (2002), professeur, Université William Paterson, New-Jersey, politologue

Emir Simão Sader (2001-2002), professeur, Université de l'État de Rio de Janeiro, politologue

Les chargé-e-s d'enseignement et intervenant-e-s professionnels

Universitaires, chercheur-euse-s, enseignant-e-s ou professionnel-le-s – français et étrangers – assurant des séminaires, des cours ou des ateliers en 2002-2003.

Gilbert Achcar, maître de conférences, politologue, Paris 8

Fernando Acosta, professeur agrégé, département d'économie, Paris 8

Virginie André de Milleret, professeure au lycée Delacroix, droit européen

Danièle Arnaud, professeure à l'École nationale de commerce, langue anglaise

Jean-Pierre Bataille, expert comptable, président du Centre européen d'audit, gestion financière

Danièle Badel, professeure agrégée à l'École nationale de commerce, langue anglaise et civilisation américaine

Pierre Béhar, professeur à l'Université de la Sarre, germaniste, géopolitique

Monika Bellan, maître de conférences, département d'études germaniques, Paris 8, langue allemande

Alain Bertho, maître de conférences, sociologue, Paris 8

Jean-Michel Bertrand, professeur à l'École supérieure des arts décoratifs, communication artistique

Maria Blanco, professeure certifiée d'espagnol

Christine Burnens, consultante en marketing

Christine Camdessus, consultante en audio-visuel

Sabine Casanova, consultante en évolution professionnelle

Danièle Cassen, assistante au département de langues étrangères appliquées, Paris 8, sociologie de la communication

Danièle Chabbi, avocate, docteur

Maryse Chamard, professeure au lycée Delacroix, informatique

Patrice Champion, chargé de mission au ministère des affaires étrangères

Claude Chenain, maître de conférences, département d'études des pays anglophones, Paris 8, civilisation britannique

Isabelle Chéreau-Couzin, professeure agrégée à l'École nationale de commerce, marketing, analyse financière

Jean-François Chougnnet, diplômé de l'ENA, directeur de la Grande Halle de la Villette, droit des entreprises culturelles

Josiane Clauzel, professeure agrégée à l'École nationale de commerce, analyse financière

Jean-Pierre Clerc, journaliste, culture et société

Françoise Comte, professeure agrégée au Lycée Delacroix, civilisation et culture européennes

Marie Cornu, docteur en droit, attachée de recherches au CNRS, droit de la culture

Marie-Élisabeth Cressard, professeure agrégée à l'École nationale de commerce, langue allemande

Catherine Dan, secrétaire générale du Théâtre de la Commune (Centre national dramatique d'Aubervilliers)

Gérard Darmon, professeur à l'École nationale de commerce, informatique

Françoise Decroisette, professeure, département d'études italiennes, Paris 8, gestion de l'Opéra

† **André Demichel**, professeur au département de droit, Paris 8, juriste, institutions européennes

Francine Demichel, professeure, département de droit, Paris 8, titulaire du module pilote «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne», juriste et politologue, droit public

Didier Doucet, diplômé de l'IEP, attaché parlementaire à l'Assemblée nationale, gestion de l'entreprise

Jacques Duboin, professeur certifié à l'École de commerce de Paris, commerce international

Christine Durand Vandenberghe, professeure agrégée au lycée Delacroix, techniques de rédaction en français

Annie Dubos, professeure agrégée à l'École nationale de commerce, droit européen

Odile Elazami, professeur certifiée

Michel Fagard, maître de conférences, département d'allemand, Paris 8, langue allemande

Mireille Favier, professeure agrégée au lycée Delacroix, langue anglaise

Bibi Fiona, professeure au lycée Delacroix, langue anglaise

Jean-Louis Fournel, professeur, département d'études italiennes, Paris 8, histoire et civilisation italiennes

Claude Frioux, professeur, département d'études slaves, Paris 8, histoire, société

Paul Galan, administrateur de la Maison des cultures du monde, gestion culturelle

Anne Garola-Giuglaris, avocate au barreau de Paris, droit de la culture

Sylvie Gonzales, administratrice du Musée de Saint-Denis, gestion du patrimoine

Jacques-Pierre Gougeon, professeur agrégé (PRAG), germaniste, Paris 9, civilisation allemande

Hélène Granier, professeure agrégée à l'École nationale de commerce, langue espagnole

Odile Jankowiak, chargée de mission à la Fédération nationale des foyer ruraux, questions européennes

Rachid Krim, enseignant titulaire, département d'économie, Paris 8, géoéconomie, politiques économiques

Michèle Krivine, professeure agrégée d'économie à l'École nationale de commerce, politiques économiques

Bertrand Fessard de Foucault, politologue, diplomate

Annie Lacroix-Riz, professeure, Université Paris 7, historienne, rapports Etats-Unis/Europe

Bernard Lagneau, professeur au Lycée Delacroix, langue et littérature françaises

Monique Lambert, professeure, département d'études des pays anglophones, Paris 8, traduction orale

Louis-François Larnaud, ingénieur physicien, administrateur territorial, ancien directeur de l'Office culturel régional du Languedoc-Roussillon, politiques et action culturelles

Claude Leblanc, journaliste à Courrier international, géopolitique

Catherine Le Bourgeois, consultante, gestion

Pierre Légglise-Costa, professeur à l'École normale de Sèvres, critique d'art, histoire de l'art

Alain Libbrecht, professeur agrégé au lycée Delacroix, langue allemande

Yves Malinier, professeur à l'École nationale de commerce, civilisation américaine

André Jacquin de Margerie, diplômé en sciences politiques, adjoint des relations internationales à La Sept, gestion culturelle

Jean-François Marguerin, administrateur civil, directeur-adjoint du théâtre au ministère de la culture, gestion culturelle

Martine Massabié, professeure agrégée, École nationale de commerce, commerce international

Pierre Mayol, ingénieur de recherche au ministère de la culture, sociologie de la culture

Philippe Mellet, maître de conférences, département d'études des pays anglophones, Paris 8, traduction

Khelifa Messamah, maître de conférences, département d'économie, Paris 8, géoéconomie

Luce Naudeau, enseignante, langue et traduction espagnoles

Jean-Pierre Niederhauser, directeur administratif et financier d'Eurocréation, gestion financière

Evelyne Ostier, professeure à l'École nationale de commerce, droit des affaires

Guy Paris, avocat, droit du commerce, droit du travail

Guy Pélachaud, maître de conférences à l'IUT du Mans, documentation

Jean-Yves Potel, chargé de mission à la DATAR, politologue, pays de l'Est

Alain Ravilly, professeur agrégé au lycée Delacroix, géographie de l'Europe

André Ringeval, professeur à l'IUT de Paris 13, gestion financière

Roberto Romero, professeur au lycée Delacroix, commerce international

Gilles Roussel, directeur des études et du développement à Africréation, maître de conférences associé à l'Université de Dijon, gestion culturelle

Bernard Roux, directeur des services au conseil général du Jura, ancien PDG de Télérama, droit de la culture, gestion financière

Françoise Royer, professeure agrégée à l'École nationale de commerce, langue et civilisation anglosaxonnes

Philippe Samaille, professeur agrégé

Victor Scardigli, directeur de recherches au CNRS, sociologue

Silke Schauder, traductrice, langue allemande

Fred Schrader, professeur, département d'études germaniques, Paris 8, civilisation et histoire allemandes

Ludger Schwarte, chercheur à la Fondation Friedrich Ebert, langue allemande

Luisa Serée de Roch, avocat, droit de la culture

Irène Sokologorsky professeure, département d'études slaves, Paris 8, littérature et culture russes

Élodie-Anne Télémaque, avocate à la cour, droit de la culture

Monique Triomphe, maître de conférences, département d'études des pays anglophones, Paris 8, culture européenne

Roger Tropéano, président de la Fédération nationale des communes pour la culture (FNCC), gestion culturelle

Jacqueline Voevodsky, professeure agrégée de lettres, étude de textes

Jacques Vuillod, consultant, commerce international

Ercolina Zabbarino, chargée de cours, langue italienne

Les conférencier-e-s, enseignant-e-s et personnalités extérieures intervenus à l'Institut depuis 1992

Les universitaires

Université Paris 8

Denis Berger, maître de conférences, département de sciences politiques
Danièle Bussy Genevois, professeure, département d'espagnol
Yves-Marie Cosson, maître de conférences, département d'études slaves
Jean-Louis Fournel, professeur, département d'italien
Béatrice Giblin, professeure, département de géographie
Maurice Goldring, professeur, département d'études des pays anglophones
Charles Lecoeur, professeur, Institut français d'urbanisme
Jacques Le Rider, professeur, département d'études germaniques
Barbara Loyer, maître de conférences, département de géographie
Bernard Marchand, professeur, Institut français d'urbanisme
Luciana Miotto, maître de conférences, département d'italien
Jean-Marie Pradier, professeur, département de théâtre
Judith Rosowsky, professeure, département d'italien
Alain Roux, professeur, département d'histoire
Jean-Marie Vincent, professeur, département de sciences politiques
Patricio Tupper, maître de conférences, département information-communication
Kostas Vergopoulos, professeur, département d'économie

Autres universités et institutions d'enseignement supérieur

†**Henri Appia**, angliciste, professeur émérite à l'Université Paris 3
Françoise Ducrocq, professeure à l'Université Paris 7, secrétaire général de l'Académie universelle des cultures
Geneviève Bibes, directrice de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques
Rémi Brague, philosophe, professeur à l'Université Paris 1
Georges Cazes, géographe, professeur à l'Université Paris 1
†**Jean Charlot**, politologue, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris
Monica Charlot, angliciste, professeure à l'Université Paris 3
Jean-Marie Charron, sociologue au CNRS
Jean Chesneaux, historien, professeur émérite à l'Université Paris 7
Pamela Clayton, chercheuse à l'Université de Glasgow, Centre de formation continue des adultes, sociologue, études féminines
Pascal Delwit, historien, maître de conférences à l'Université libre de Bruxelles

Michèle Madonna Desbazeilles, angliciste, maître de conférences à l'Université de Lille 3
David Drake, professeur à l'Université de Middlesex, School of Modern Languages
Nathalie Heinich, chargée de recherche au CNRS, sociologue
Patrick Hassenteufel, sociologue, maître de conférences à l'Université de Picardie
Pierre Laroche, italianiste, professeur à l'Université Paris 3
Dominique Lecourt, philosophe, professeur à l'Université Paris 7, directeur de la *Nouvelle Encyclopédie Diderot*, président de l'Association Diderot
Jean-Paul Lehnert, historien, professeur au Centre universitaire de Luxembourg
Patricia Mercader, maître de conférences à Lyon II
Peter Newman, urbaniste, professeur à l'Université de Westminster (Grande-Bretagne)
Kevät Nousiainen, professeure à l'Université d'Helsinki, juriste, études féminines
Agnes Pardell Veà, professeure à l'Université de Lérida (Catalogne, juriste, droit du travail et études féminines)
Véronique Parisot, avocate, droit de la culture, maître de conférences associée à l'Université de Dijon
François Poirier, professeur à l'Université Paris 13, angliciste, histoire et civilisation
Anu Pylkkänen, professeure à l'Université d'Helsinki, juriste, études féminines
Jean Rohr, historien, professeur honoraire de l'Université de Clermont-Ferrand
Joseph Rován, germaniste, professeur émérite à l'Université Paris 3, président du Bureau international de liaison et de documentation (BILD)
Jean-Claude Sergeant, angliciste, professeur à l'Université Paris 3
Pascal Salin, économiste, professeur à l'Université Paris-Dauphine, Président de la Société du Mont Pèlerin
Gilbert Trausch, historien, professeur à l'Université de Liège
Christiane Veauvy, sociologue, chercheuse au CNRS, enseignante à l'EHESS
Manet Van Montfrans, professeure à l'Université d'Amsterdam, littérature française
Lothar Weinert, professeur, économie, Fachhochschule d'Aix-la-Chapelle

Les personnalités culturelles et scientifiques

Isabelle Autissier, navigatrice
Laurent Bayle, directeur de l'IRCAM
Enrico Benedetto, correspondant de *La Stampa* à Paris
Lionel Bertinet, délégué à l'information à l'ADMICAL
Emile Biasini, ancien secrétaire d'État aux Grands Travaux
Sveinn Björnsson, ministre conseiller à l'ambassade d'Islande à Paris
Jacques Blanc, directeur du Quartz à Brest
Jérôme Bourdon, chercheur à l'INA
Jean-Michel Boissier, journaliste à *Courrier international*

Michel Boris, directeur de l'Olympia
Guy de Brébisson, ministère de la culture
Claude Brulant, administrateur principal au Parlement européen
Susan Buirge, chorégraphe
Laurent Burin des Roziers, chef de division à la Direction de l'action audiovisuelle
extérieure, ministère des affaires étrangères
Elisabeth Campagnac, sociologue
Michel Cantal Dupart, urbaniste
Jean Carrelet de Loisy, directeur des galeries d'art contemporain au Centre G. Pompidou
Ingrid Carlander, écrivaine, journaliste
Michel Carpentier, directeur de la DG XIII à la Commission européenne
Philippe Chain, chargé de mission à la DATAR
Odile Charrier, déléguée générale de la Fondation d'entreprise de CIBA France
Christophe Chiclet, journaliste
Laurent Claquin, chef-adjoint du Cabinet du ministre de la culture et de la communication
Alain Crombecque, directeur du Festival d'Automne à Paris
Jean-Marie Danjou, chargé de mission auprès du directeur général de France Télécom
Yves-Marie Deschamps, inspecteur général des enseignements et de la création artis-
tique au ministère de la culture
Jean-Marie Drot, ancien directeur de la Villa Médicis à Rome.
Christian Dufour, chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales
Chantal Duschesne, ministère de l'équipement, des transports et du tourisme
Paolo Fabbri, ex-directeur du Centre culturel italien, professeur à l'Université de Bologne
Guy de Faramond, journaliste à *Courrier international*
Jean-Pierre Faye, directeur de recherches au CNRS, écrivain
François Fejtő, historien
Marc Ferro, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, écrivain
Pierre Forest, juriste à la SACEM (SESAM)
Antoinette Fouque, députée européenne, première vice présidente de la Commission des
droits de la femme au Parlement européen, présidente de l'Alliance des femmes pour
la démocratie
Nicolas Gateau Leblanc, chargé de mission pour les fonds européens à la mairie de Stains
Cécile Geoffray, chargée du mécénat, Gras Savoy
Jean-Jacques Goron, délégué général adjoint de la Fondation Paribas
Dominique Goutard, PDG de Vocatif, mécénat d'entreprise
Bernard Gras, directeur de la société Transmarketing
Luc Gruson, directeur à l'ADRI
Jacques Guyard, maire d'Evry, président de l'Association des élus des villes nouvelles,
ancien ministre

Adelheid Hege, sociologue, chercheuse à l'Institut de recherches économiques et sociales
Nathacha Henry, journaliste, présidente de l'Association des femmes journalistes
Michel Husson, chercheur à l'IRES
Michèle Idels, avocate, vice-présidente de l'Alliance des femmes pour la démocratie
Patrick Imhaus, président de TV5
Sylvie Jan, journaliste à *Clara Magazine*, présidente de l'Association démocratique internationale des femmes
Bernard Joessel, administrateur du Théâtre Gérard Philipe, gestion culturelle
Ann Jonsson, fonctionnaire au Parlement européen
Jean-Yves Kaced, délégué général de l'ADMICAL
Georges Karolly, adjoint au PDG de Fiat-France
Annette Laborey, responsable du bureau de Paris de la Fondation Soros
Michel Laclotte, président-directeur du Musée du Louvre
Pascal Lainé, éditeur : Arthème Fayard
Pascal Lebrun Cordier, ingénieur-conseil à la Guilbaudière, professeur associé à Paris I
Catherine Lecoq, déléguée générale de la Fondation GAN pour le cinéma
Christel Lefebvre, responsable commerciale chez Roadrunner
Carole Lefresne, sociologue, chercheuse à l'Institut de recherches économiques et sociales
Alain Le Diberder, directeur de la recherche et des études à France Télévision.
Serge Le Roux, professeur associé à l'Université de Marne-la-Vallée, directeur-adjoint de l'ISERES (Institut syndical d'études et de recherches économiques et sociales de la CGT)
Emmanuel Leroy-Ladurie, directeur de la Bibliothèque nationale
Claudie Lesselier, écrivaine
Walter Lion, ministre à l'Ambassade de Belgique à Paris
Laurence Lizé, économiste, chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales
Jérôme Lugon, directeur auprès du secrétariat de l'AELE
Jean Magniadas, directeur de l'ISERES
Catherine Le Magueresse, juriste féministe, présidente de l'Association européenne des violences faites aux femmes au travail (AVFT)
Sophia Mappa, journaliste, directrice du Forum de Delphes
Malka Marcovich, chargée de mission au CLEF, conseillère scientifique de l'Association des maires des grandes villes de France
François Maréchal, directeur général de la Fondation Royaumont
Yves Marquet, directeur artistique du théâtre Mouvement (Paris)
Stéphane Martayan, consultant à Euro-interface
Dante Martinelli, conseiller pour les affaires économiques et financières à l'Ambassade de Suisse en France
Sandrina Martins, chargée de mission pour le cirque et les arts de la rue à la direction des affaires culturelles de la Mairie de Paris

Marie Massemonteil, productrice déléguée CAPA
Jean-Noël Mathieu, directeur de l'Association de centres culturels de Rencontre (ACCR)
Christian de Maussion, directeur de l'Institut Multimédia, PDG de la société Concept
Andrew Mc Ilroye, secrétaire général du Centre européen de recherche sur le mécénat, Bruxelles
Alain Mercier, responsable administratif et financier du Grand Théâtre de Limoges
Jean-Yves Mérian, professeur des universités, ancien directeur de l'Institut franco-portugais de Lisbonne, attaché culturel au Consulat général de France à Sao-Paulo
Serge Moati, cinéaste
Denise Modigliani, écrivaine, chercheuse
Jean-François Millier, directeur de la «Fête de la musique», gestion culturelle et artistique, gestion et économie de la culture
Rozenn Milin, directrice générale de TV Breizh (Lorient)
Bernard Miyet, ancien ambassadeur
Claude Mollard, conseiller à la Cour des comptes
Frida Morrone, productrice de spectacles, conteuse
Philippe Mourat, chef de projet à l'établissement public du Parc et de la Grande Halle de la Villette
Gérard Mortier, directeur du Festival de Salzbourg
Éric Naulleau, éditeur, l'Esprit des Péninsules
Paul Noirot, écrivain, journaliste, ancien maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris
Simon-Pierre Nothomb, ancien secrétaire général du Comité économique et social de l'Union européenne
Véronique Nahoun-Grappe, directrice de recherches à l'EHESS
Eva Nowotny, ambassadrice d'Autriche en France
Hubert Nyssen, directeur d'Actes Sud
Marie-Pierre Paillard, gérante de société, MPM international
Joëlle Palmieri, chargée de projet à l'APRESS
Thierry Pariente, directeur du THECIF (Théâtre et cinéma en Ile-de-France)
Lluis Pascual, directeur du Théâtre de l'Europe.
Alice Pézard, direction du Trésor
Ernest Pignon Ernest, artiste peintre
Alexandre Poulakos, chargé de mission au Relais Culture-Europe
Angelin Preljocaj, chorégraphe
Anne-Marie Reder, déléguée générale de la Fondation CIC pour le livre
Udo Rehfeldt, chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES)
Yasmina Reza, auteure dramatique

Michel Rheillac, directeur de la Vidéothèque de Paris
Jacques Rigaud, président des Centres culturels de rencontres, PDG d'Ediradio
Yves Rolland, directeur adjoint, direction de la communication au ministère de la culture
Antoine Sanguinetti, amiral (CR)
Jérôme Savary, directeur du théâtre national de Chaillot
Serge Santos, adjoint au conservateur de la Basilique de Saint-Denis
Anne-Marie Sanselme, avocate
Marie-Lise Semblat, présidente de l'Association ASTER (femmes rurales)
Francis Senet, conseil régional du Pas-de-Calais
Catherine Sauviat, chargée de mission au CGP
José Augusto Seabra, ancien ambassadeur du Portugal à Paris, professeur associé à l'Université Paris 3
Réjane Senac Slawinski, secrétaire générale de l'Observatoire de la parité
Serge Solean, chargé de mission pour la culture au conseil général des Landes
Georges Stern, consultant en édition
Christine Teillard d'Eyry, consultante en marketing
Paul Thibaud, écrivain, ancien directeur de la revue *Esprit*
Ove Thorsheim, conseiller pour les affaires économiques à l'Ambassade de Norvège en France
Michel Toporkoff, secrétaire général de Nestlé France
Guy Tossato, conservateur du Musée de Nîmes.
Jean-Luc Toula-Bryesse, journaliste
Martine Tridde, secrétaire générale de la Fondation Paribas
Fabienne Trotte, chargée de mission au Relais Culture-Europe
Robert Van Schendel, secrétaire général d'honneur du Mouvement européen
Kari Veijalainen, conseiller de presse et d'information à l'ambassade de Finlande en France
Christine Verger, directrice du Bureau de représentation en France de la Commission européenne
Claude Veron, directeur du Relais Culture-Europe
Eric Vigne, directeur des collections de sciences et sciences sociales chez Gallimard
Catherine Vieilledent Montfort, ancienne élève de l'ENA, conseillère à la Cour régionale des comptes d'Ile-de-France, Comité économique et social de l'Union européenne
Birgit Walborn, chargée de mission à l'Association des centres culturels de rencontre (ACCR)
Dominique Wallon, ancien directeur général du Centre national de la cinématographie
Agnès Winter, directrice des cafés littéraires de la Maison de l'Europe
Jean Yangoumale, juriste, consultant en droit international

LA CHAIRE EUROPÉENNE JEAN-MONNET ET LES MODULES SOCRATES

Grâce à la chaire européenne Jean-Monnet attribuée à Bernard Cassen, aux modules européens attribués à Jean-Claude Boyer et au module pilote coordonné par Mireille Azzoug et Francine Demichel, l'Institut d'études européennes a bénéficié de financements communautaires (DG X) lui permettant de mettre en place des enseignements contribuant à une meilleure connaissance de la construction européenne, ainsi que des pays de l'Union européenne et de leurs partenaires et concurrents, en Europe et dans le reste du monde.

Les chaires européennes et les modules Jean-Monnet sont attribués, sur projet, à des universitaires reconnus comme spécialistes des questions européennes pour assurer des enseignements (cours, séminaires, modules...) sur la construction européenne, lesquels doivent nécessairement être intégrés dans des cursus. Une subvention est accordée aux universités sélectionnées pour aider le titulaire de l'action Jean-Monnet – et éventuellement les universités européennes partenaires du projet dans le cas de projets collectifs – à élaborer et mettre en place les enseignements prévus. L'aide est reconductible pour un ou deux ans, les cours ainsi financés devant ensuite être maintenus pendant plusieurs années au-delà de la date d'échéance de l'action, sur les crédits propres des universités subventionnées.

Chaire européenne Jean-Monnet science politique

«L'intégration européenne : enjeux politiques et économiques» (1991-1994)

Titulaire : **Bernard Cassen**, professeur à l'IEE

C'est dans le cadre de la chaire Jean-Monnet que s'inscrivent de nombreux cours portant sur les différentes dimensions de l'intégration européenne ainsi que les cycles de conférences *L'Europe en questions*, destinés à sensibiliser les étudiants à l'idée d'Europe, à sa genèse, à ses évolutions, ainsi qu'aux réalités européennes telles qu'elles se sont construites à travers les histoires nationales.

Dans la liste des cours assurés à l'IEE depuis sa création (voir pages 75 à 86), ceux qui ont été financés grâce au concours de la Chaire européenne et maintenus à ce titre sont signalés par *.

Outre les cours, les cycles *L'Europe en questions* (coordonnés par Mireille Azzoug, Bernard Cassen et Jean-Claude Boyer), ont offert aux étudiant-e-s une série de cours assurés avec le concours de nombreux conférencier-e-s (les trois premiers ont lieu tous les ans) :

- *Histoire de la civilisation européenne*
- *Les grandes étapes de la construction européenne*
- *De l'Union européenne à la Grande Europe : la recomposition du Vieux Continent* (DEA)
- *L'Europe en questions* (1991-1992)
- *Les grandes étapes de l'histoire de l'Europe* (1991-1992)
- *Les grandes villes européennes* (1991-1992)
- *Les Douze et l'après-Maastricht* (1992-1993)
- *Les pouvoirs locaux en Europe* (1992-1993)
- *Quelques grands politiques face à l'idée d'Europe* (1992-1993)
- *Partenaires et concurrents de la Communauté européenne : les pays de l'AELE et les grands blocs mondiaux* (1992-1993)
- *Quelques grandes entreprises européennes* (1993-1994)
- *Hauts lieux de la culture en Europe* (1993-1995)
- *Les partis politiques en Europe* (1994-1995)
- *L'audiovisuel en Europe* (1994-1996)
- *Les métropoles européennes* (1995-1996)
- *Les minorités nationales en Europe* (1996-1997)
- *L'Europe et la mer* (1997-1998)
- *Carrefour de la Francophonie et des pays francophones* (1998-2000)
- *Les politiques sociales en Europe* (2000-2002)

Modules européens Jean-Monnet

Deux modules européens ont été attribués à **Jean-Claude Boyer**, géographe, professeur à l'IEE et à l'Institut français d'urbanisme.

- **Module en science politique** (pour 3 ans : 1994-1997)
«*Les 'petits' États et l'intégration européenne*»

Ce cours a été assuré par Jean-Claude Boyer jusqu'à son départ à la retraite en 2002. Il avait pour but de mieux faire connaître aux étudiant-e-s les «petits» États de l'Union, qui ne sont représentés que par un seul commissaire à la Commission européenne, mais qui constituent [en 2002] dix des quinze États de l'Union, et qui ont souvent «joué un rôle clé dans les avancées (ou les hésitations) de la construction européenne. L'approche de l'Union européenne par les 'petits' États permet de nuancer une vision de l'Europe parfois trop centrée sur les positions de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni». (J.-C. Boyer).

Des conférencier-e-s extérieurs sont régulièrement intervenus dans le cours et dans les tables rondes organisées par Jean-Claude Boyer sur cette question. Ainsi, en 1995, les ambassadeurs des trois nouveaux «petits» pays qui venaient d'entrer dans l'Union (qui passait de 12 à 15 membres) – l'Autriche, la Finlande et la Suède – sont-ils venus débattre de la place et du rôle que leur pays entendait y tenir.

- **Module en géographie** (pour 2 ans : 1997-1999)
«Géopolitique régionale et développement territorial»

Ce second module, que Jean-Claude Boyer a coordonné, avec la collaboration de Laurent Carroué, avait pour objectif de mettre sur pied un cours comparatif sur la place, le développement et les stratégies des régions en Europe.

Des collègues, géographes, urbanistes et sociologues, de quatre autres universités étaient partenaires du module : Mark Boyle (de l'Université de Strathclyde, Glasgow), Rosa Jordà Borrell et José Miranda Bonilla (de l'Université de Séville), José Miguel Perez Garcia, José Alcarraz, Alejandro Gonzalez Morales (de l'Université de Las Palmas, Canaries) et Stephan Wohanka, Bettina Knothe et Joachim Borner (de l'Université libre de Berlin)

Plusieurs journées de travail ont eu lieu dans différents pays, la première année ; et la seconde année, deux nouvelles rencontres, dont une session de bilan à l'IEE, ont réuni les partenaires. Il s'agissait, au travers «*d'une approche comparée et pluridisciplinaire (géographique, d'aménagement, institutionnelle) des structures et problématiques locales et régionales, de dégager les dynamiques, enjeux et acteurs des processus en cours.*» (J.-C. Boyer)

Dès la seconde année, un cours expérimental a été mis en place dans chacune des universités, et les étudiant-e-s associés au bilan. Un document collectif a été rédigé sous la direction de Jean-Claude Boyer («Géopolitique régionale et développement territorial», publié dans le *Fil d'Ariane*, avec une version en anglais et en espagnol).

Depuis le départ à la retraite de Jean-Claude Boyer, le cours est assuré par Laurent Carroué, avec le concours de conférenciers.

Module pilote SOCRATES
«Statut juridique des femmes dans l'Union européenne» (1996-1999)

Coordinatrices : **Francine Demichel** (1996-1997)
Mireille Azzoug (depuis 1997)

Le module pilote est réalisé en partenariat avec cinq autres universités : Cordoue, Lérida (Catalogne), Glasgow (Écosse), Helsinki et Rome La Sapienza et deux associations, l'Alliance des femmes pour la démocratie, présidée par Antoinette Fouque, alors députée européenne et première vice-présidente de la Commission des droits de la femme au Parlement européen, et l'Institut de recherche en évolution

professionnelle (INREP), présidé par Colette Davaze, consultante et enseignante associée à l'IEE de 1995 à 1998.

Là aussi, il s'agissait d'élaborer un cours comparatif commun sur le statut juridique des femmes, et de l'offrir aux étudiant-e-s dans l'ensemble des universités impliquées, avec, pour support, un document de travail écrit.

Les partenaires (Anu Pylkkänen et Kévät Nousiainen (Helsinki), Maria Dolores Adam Muñoz (Cordoue), Maria Teresa Areces Piñol, Agnes Pardell et Maria Angles Calero Fernandez (Lérida), Pamela Clayton et Maria Slowey (Glasgow), Maria Teresa Guerra Medici (Rome) et, pour Paris 8, outre les coordinatrices, Sébastien Barles (ATER à l'IEE) et Michèle Idels, vice-présidente de l'Association des femmes pour la démocratie, se sont réunis pour des journées de travail et des tables rondes, à diverses reprises au cours de trois années. Ils ont élaboré en commun une publication de 275 pages : «Le statut juridique des femmes dans l'Union européenne : Politique, citoyenneté, travail, famille» (sous la direction de Mireille Azzoug et Francine Demichel), publié dans les Cahiers de recherche de l'IEE, *Le Fil d'Ariane* (également disponible en anglais : «The Legal Status of Women in the European Union : Politics, Citizenship, Labour, Family»).

Les cours ont été mis en place dans les différentes universités. À l'IEE, il fonctionne sous forme d'un séminaire qui accueille de nombreuses conférencières – universitaires, responsables d'institutions publiques et privées ou d'associations – spécialistes des questions féminines.

Par ailleurs, le module a poursuivi son travail de réflexion, notamment sur la question des violences à l'encontre des femmes et deux colloques ont été organisés, avec le soutien du Conseil général de la Seine-Saint-Denis (qui a lancé un observatoire sur cette question, auquel l'IEE apporte son concours), de l'UNESCO, de la Ville de Paris, du Secrétariat d'État aux droits des femmes et du *Monde diplomatique*. Le premier colloque, national, s'est tenu à l'Université Paris 8 et à la Bourse du travail de Bobigny, les 21 et 22 novembre 2000, et le second, européen, avec la participation des partenaires étrangères, s'est tenu à l'UNESCO, les 15-16 et 17 novembre 2002. Ils ont rassemblé, outre des universitaires, de nombreux-euses responsables institutionnels et associatifs, et les actes de ces deux rencontres ont également été publiés dans *Le Fil d'Ariane* (voir «Publications», p. 64), avec le soutien des institutions associées aux colloques et de la Recherche de Paris 8).

Le cours permet de sensibiliser les étudiant-e-s aux divers aspects du statut juridique des femmes, et leur apporte un savoir et une réflexion en la matière qu'ils pourront directement intégrer dans leur vie professionnelle. Il leur permet également de prendre conscience de l'impact des rapports sociaux de sexe et de la dimension du genre dans tous les aspects de la vie sociale et économique, et contribue à faire reculer le sexisme.

LES RELATIONS AVEC LES UNIVERSITÉS ÉTRANGÈRES

L'Institut d'études européennes a développé un réseau de relations de coopération et d'échange avec un ensemble d'universités européennes et étrangères, que ce soit à travers les programmes de coopération interuniversitaire, les programmes et modules Socrates, ou avec des objectifs plus précis de collaboration scientifique ou pédagogique. La nationalité des étudiant-e-s de l'IEE reflète en partie ces liens privilégiés.

Les principales universités impliquées dans ce réseau sont les suivantes :

- Les universités de **Berlin, Las Palmas, Séville et Strathclyde** (Glasgow) dans le cadre du module européen «Géopolitique régionale et développement territorial dans l'Union européenne» coordonné par Jean-Claude Boyer, puis par Laurent Carroué (voir p. 41).
- Les universités de **Cordoue, Glasgow, Helsinki, Lérida** (Catalogne), **Rome la Sapienza** dans le cadre du module européen pilote «Statut juridique des femmes au sein de l'Union européenne» coordonné par Francine Demichel (1996-1997), puis par Mireille Azzoug (voir p. 43).
- Les universités du réseau ERASMUS et SOCRATES, avec lesquelles l'IEE procède à des échanges d'étudiant-e-s dans le cadre des programmes d'échanges de l'Université, avec la collaboration des enseignant-e-s, notamment de l'UFR des langues et cultures étrangères, qui en sont responsables : universités de **Amsterdam, Brême, Berlin Cordoue, Glasgow, Francfort-sur-Oder, Helsinki, Manchester, Rome III, Rome La Sapienza, Roskilde** (Danemark), **Séville et Vienne**.
- L'**Université d'Amsterdam**, avec laquelle l'IEE entretient des liens privilégiés depuis 1990, et est lié par un accord de coopération interuniversitaire, qui s'ajoute au programme d'échanges ERASMUS.
- L'**Université de l'Algarve** à Faro au Portugal, notamment avec la formation de gestion du patrimoine : échanges et collaborations d'enseignant-e-s.
- L'**Université libre de Bruxelles** (ULB, Belgique) avec laquelle l'IEE entretient diverses collaborations au niveau du troisième cycle et de la recherche : notamment avec le Centre de sociologie. Deux cotutelles de thèses sont en cours.
- L'**Université de Nijni-Novgorod** (Russie) qui développe des enseignements européens. Ce programme était piloté par Claude Frioux et Irène Sokologorsky. L'un des responsables à la culture de la ville de Nijni-Novgorod a suivi le DESS «Management culturel en Europe».

- L'**Université Baptiste de Hong Kong**, qui a invité à plusieurs reprises Bernard Cassen pour développer des enseignements sur l'identité européenne, et dont l'IEE accueille des doctorants.
- L'**Université de la ville de New York (CUNY)** qui, par le biais de la MICEFA (Mission interuniversitaire de coopération et d'échanges franco-américains), accueille plusieurs étudiant-e-s de l'IEE chaque année. L'IEE a invité trois professeurs de cette université pour un an chacun. Quelques étudiant-e-s américains viennent suivre les enseignements de l'IEE.
- L'Université **La Guardia** à New York, avec laquelle l'IEE a passé une convention en vue de l'échange d'étudiant-e-s, et de l'aide au placement d'étudiant-e-s en stage professionnel dans des entreprises des deux pays.
- L'**Université British Columbia** à Vancouver (Canada). Deux enseignants de cette université ont été invités à l'IEE et des échanges d'étudiant-e-s doivent se développer.
- L'**Université de Tokyo**, avec laquelle l'IEE procède à des échanges d'enseignant-e-s et d'étudiant-e-s : deux étudiants de Tokyo préparent un DEA et une thèse à l'IEE et une étudiante de doctorat de l'IEE a effectué un séjour d'études à l'Université de Tokyo.
- L'**Université de Kyoto** et plus largement les universités du Kansai, dans un programme intitulé «Les chemins de l'Europe» auquel collaborent l'Institut franco-japonais du Kansai à Kyoto, l'Institut Goethe Kansai-Kyoto, l'Université de la Sarre et l'IEE. L'objectif du programme est d'aider à une meilleure diffusion de la culture européenne au Japon, notamment en apportant un concours pédagogique aux enseignant-e-s japonais qui assurent des cours sur les questions européennes. Des étudiant-e-s japonais sont accueillis pour des séjours d'études et des stages en entreprise en France ou en Allemagne. La réciprocité est accordée aux étudiant-e-s de l'IEE. Bernard Cassen pilote ce programme.
- L'**Université Fu-jen** de Taïpei à Taïwan, qui a mis en place une filière «Métiers de la culture» au département de français, il y a plusieurs années, avec la collaboration de Jean-Michel Djian. Deux enseignant-e-s de l'Université de Taiwan ont préparé le DESS «Management culturel en Europe» à l'IEE afin de piloter la filière de management culturel à Taïwan.
- L'**Université de Casa Blanca**, que l'IEE a aidé au montage d'une filière de gestion culturelle, dans le cadre du programme Euromed, piloté par Gilles Roussel, chargé de mission à l'AFAA et conférencier à l'IEE, en accueillant quelques étudiant-e-s dans ses formations.

- **La Diplomatiscbe Akademie de Vienne**, dans le cadre d'un accord interuniversitaire coordonné par Jean Mortier au département d'allemand. L'IEE y a apporté son concours en assurant pour les étudiant-e-s de cette institution – qui sont à plusieurs reprises venus effectuer des séjours d'études d'un mois à Paris 8 – un cycle de conférences sur la France et les questions européennes. La Diplomatiscbe Akademie a, elle, accueilli des chercheurs de l'IEE pour de courts séjours d'études.
- **L'Université de Hambourg** : l'IEE participe au programme européen : Modern Youth, piloté par l'Ecole des arts de cette université (échanges d'étudiant-e-s).
- **L'Université de Cracovie** (Pologne) : l'IEE est partie prenante du programme SOCRATES d'échange et de coopération scientifique avec l'Institut de relations internationales, échange piloté par le département d'hébreu de l'Université Paris 8.
- **L'Université de l'Ouest à Timisoara** (Roumanie), à laquelle Mireille Azzoug vient de rendre visite, à l'initiative du Centre culturel français de Timisoara, afin de signer un accord d'échanges ERASMUS d'étudiants et de chercheurs, avec divers départements, notamment les départements d'arts, de relations internationales, de géographie et de lettres, et de développer les collaborations culturelles entre les deux pays.

Par ailleurs, l'IEE est en contact avec de nouvelles universités pour monter des programmes d'échanges étudiant-e-s et enseignant-e-s et de coopération scientifique :

- **L'Université Arcis** à Santiago (Chili) avec laquelle l'IEE a conclu un accord de coopération interuniversitaire (sous la direction de Pierre Cours Salies) pour les études doctorales et la recherche : échanges d'étudiant-e-s et de chercheurs
- **L'Université de Southampton** (Royaume-Uni) avec laquelle l'IEE se prépare à signer un contrat ERASMUS et à développer des coopérations en matière de formation et de recherche.
- **L'Université d'Osnabruck** (Allemagne) avec laquelle l'IEE opère déjà des échanges d'étudiant-e-s et souhaite pouvoir signer un contrat ERASMUS.
- **L'Université de Kiel** (Allemagne) avec laquelle l'IEE a signé un accord ERASMUS d'échanges étudiants et enseignants.
- **La Nouvelle Université bulgare de Sofia** (Bulgarie) avec laquelle l'IEE est en pourparlers pour une convention de collaboration qui comportera des séjours d'études d'enseignant-e-s et d'étudiant-e-s, ainsi que l'organisation de journées d'études communes en lien avec les projets de recherche (responsable : Pierre Cours-Salies)

Convention avec le ministère des affaires étrangères

L'IEE a signé, en 1993 (puis en 1998 et en 2003), une convention avec le ministère des affaires étrangères pour le placement de stagiaires, soit dans l'administration centrale du ministère, soit pour des stages courts (3 mois) ou longs (6 mois et plus) à l'étranger, notamment dans les Instituts culturels français. Une dizaine d'étudiant-e-s par an, notamment du DESS «Management culturel en Europe», mais aussi d'autres formations de Paris 8, bénéficient de tels stages. Par ce biais, l'IEE a développé un réseau de relations avec les Instituts culturels et les Alliances françaises, en Europe et dans le monde (Allemagne, Argentine, Cambodge, Chili, Espagne, Grèce, Italie, Palestine, Portugal, Tchéquie, Roumanie, Vietnam...).

LES COLLOQUES, DÉBATS ET TABLES RONDES

Les colloques, tables rondes, débats et manifestations qui suivent ont été organisés par l'IEE ou avec sa collaboration, dans le cadre des recherches menées par ses enseignant-e-s et ses collaborateur-trice-s, notamment au sein du Centre d'études des mutations en Europe (CEME) qui regroupe les équipes de recherche de sa formation doctorale «La construction européenne : enjeux géopolitiques, économiques et socioculturels» (qui, jusqu'en 1999, s'intitulait : «Mutations des sociétés et cultures en Europe»).

Colloques assurés par l'Institut d'études européennes, seul ou en collaboration

- *Journée de réflexion et de débat sur la Yougoslavie* (IEE, 24 avril 1992), sous la présidence de Pierre Béhar, avec la participation d'Ivan Djuric, professeur à l'Université de Belgrade, François Fejtö, historien, et Catherine Samary, maître de conférences à l'Université Paris 10.
- Table ronde *Le Luxembourg et l'Europe* (IEE, 29 avril 1994), organisée par Jean-Claude Boyer, avec la participation de Jean-Paul Lehnens, historien, professeur au Centre universitaire du Luxembourg, et Gilbert Trausch, historien, professeur à l'Université de Liège.
- Séminaire international *Mondialisation, interdépendances, souveraineté* (Assemblée nationale, 27 septembre 1995), organisé en collaboration avec le *Monde diplomatique* et le groupe d'amitié France-Québec de l'Assemblée nationale, et avec le concours de la Délégation générale du Québec en France, présidé par Bernard Cassen, avec la participation notamment d'Alain Peyrefitte, Riccardo Petrella, Edgard Pisani, Ignacio Ramonet et George Ross.
- Table ronde *L'Autriche, la Finlande, la Suède et leur intégration à l'Union européenne* (IEE, 15 mai 1995), présidée par Jean-Claude Boyer, avec la participation de M. Stig Brattström, ambassadeur de Suède, Mme Eva Nowotny, ambassadrice d'Autriche et M. Klaus Törnudd, ambassadeur de Finlande.

- **Journées Otto Neurath (1882-1945) : Politique de la philosophie et économie de la guerre** (13 et 14 octobre 1995, Université Paris 8 et Institut autrichien), à la mémoire de Philippe Soulez (professeur de philosophie à l'Université Paris 8, accidentellement décédé le 9 juillet 1994), organisées en collaboration avec l'Institut de philosophie de l'Université de Vienne, l'Institut autrichien et le département de philosophie de l'Université Paris 8 (responsables : Mireille Azzoug, Elisabeth Nemett et Antonia Soulez)
- **Journée de l'Europe**, le 9 mai 1996, avec la collaboration de Sources d'Europe, du Mouvement européen et du Bureau de représentation à Paris de la Commission européenne. Trois débats ont été organisés dans ce cadre :
 - Débat **L'Europe de la culture existe-t-elle ?**, animé par Jean-Michel Boissier, directeur général des rédactions de *Courrier international*, avec des correspondants de la presse européenne à Paris et Anne-Marie Autissier, Jean-Michel Djian et Bernard Piniau, enseignante-e-s et professionnels de la culture de l'IEE.
 - Débat **L'Europe peut-elle être un projet de civilisation ?**, avec la participation de Jean Chesneaux, historien, professeur émérite à Paris 7, Claude Evin, professeur à l'IEE, ancien ministre, Michel Hervé, professeur à l'IEE, président de l'Agence nationale pour la création d'entreprises, Rachid Krim, enseignant à l'IEE et au département d'économie, Jacques Robin, directeur de *Transversales Science Culture*, animé par Bernard Cassen et Serge Halimi, professeurs à l'IEE, journalistes au *Monde diplomatique*.
 - Débat **Quelle Europe, pour faire quoi ?**, présidé par Edith Cresson et animé par Bernard Cassen, avec Antoinette Fouque, membre du Parlement européen et Pierre Guidoni, professeur associé à l'IEE, ancien ambassadeur, ancien président de l'Institut du monde arabe.
- Table ronde **La place des femmes dans la sphère politique dans les pays de l'Union** (janvier 1997), organisée pour le lancement du module pilote «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne», présidée par Edith Cresson, commissaire européenne, présidente de l'IEE, animée par Francine Demichel, coordinatrice du module, Anu Pylkkanen, juriste, professeure à l'Université d'Helsinki, Agnes Pardell Veà, juriste, professeure à l'Université de Lérida, et Antoinette Fouque, députée européenne, première vice-présidente de la Commission des femmes au Parlement européen.
- Table ronde **Existe-t-il une culture européenne ?** (Université Paris 8, le 11 mars 1996, dans le cadre du «Dialogue national pour l'Europe» organisé par Michel Barnier, ministre chargé des affaires européennes), animée par Mireille Azzoug et Bernard Cassen, avec la participation de Rémy Brague, professeur à Paris I, Paul Thibaud, écrivain, ancien directeur de la revue *Esprit*, Raymond Weber,

directeur de l'enseignement, de la culture et du sport au Conseil de l'Europe et professeur associé à l'IEE.

Ont, par ailleurs, été organisées à l'IEE, cinq tables rondes sous la présidence d'Édith Cresson, à l'occasion des rentrées solennelles de l'IEE :

- *Les enjeux culturels de l'intégration européenne* (7 novembre 1992), avec la participation de Bernard Cassen et Claude Frioux, professeurs à l'IEE, Michel Carpentier, directeur général de la DG XIII à la Commission européenne et Renato Ruggiero, vice-président de l'IEE, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce.

- *Les enjeux du traité de Maastricht* (7 février 1994), avec la participation de Bernard Cassen, professeur à l'IEE, Pierre Guidoni, ancien ambassadeur et Michel Hervé, président de l'Association nationale pour la création d'entreprises, ancien parlementaire européen, maire de Parthenay.

- *Les élargissements de l'Europe* (8 novembre 1994), avec la participation de Michel Hervé, président de l'Association nationale pour la création d'entreprises, ancien parlementaire européen, maire de Parthenay, Pierre Guidoni, ancien ambassadeur, et Bernard Cassen, professeur à l'IEE.

En décembre 1995, à la suite des mouvements sociaux, a été été proposé aux étudiant-e-s de l'Institut et de l'Université un cycle de 6 conférences-débats, *Les questions vives de demain, en France et en Europe*, organisé conjointement avec le *Monde diplomatique*.

Sont intervenus dans ces différents débats, outre les enseignant-e-s de l'Institut (Mireille Azzoug, Christian de Brie, Bernard Cassen, Claude Evin, Serge Halimi, Pierre Guidoni), divers invités dont : Jean Chesneaux, historien, professeur émérite à l'Université Paris 7, René Passet, économiste, professeur émérite à l'Université Paris 1, Serge Le Roux, secrétaire général de l'Institut syndical d'études et de recherches économiques et sociales (ISERES), Pascal Salin, économiste, professeur à l'Université Paris-Dauphine, président de la Société du Mont Pèlerin, association internationale des intellectuels libéraux, Christine Verger, directrice du Bureau de représentation en France de la Commission européenne.

- Colloque international : *L'Europe et les syndicats. Face au chômage de masse, l'action syndicale et l'Europe* (5 et 6 mars 1998, Paris 8), organisé en commun par les formations doctorales «Mutations des sociétés et cultures en Europe» de l'IEE et «Institutions et dynamique sociopolitique dans l'Europe de l'Ouest» de science politique, avec la collaboration de l'UPRESA «Philosophie politique, mutations sociales et critique des savoirs» de Paris 10-Nanterre. Avec la participation financière de la Recherche de Paris 8 et des organisations suivantes : CCOO, CSC-CNE, FERPA, FGTB, IG Metal.

Comité organisateur : Jean-Marie Vincent et Pierre Cours-Salies, professeurs en sciences politiques (Paris 8 et Université d'Evry), Mireille Azzoug, directrice de l'IEE, Stephen Bouquin, chercheur en science politique (ATER, Paris 8).

Sont intervenus :

– des universitaires : Paris I (Jacques Freyssinet), Paris 8 (IEE : Mireille Azzoug, Bernard Cassen, Pierre Larrourou ; science politique : Tony Andréani, Jean-Marie Vincent, Stéphen Bouquin), Evry (Pierre Cours-Salies), Université libre de Bruxelles (Corinne Gobin) ;

– des chercheurs : ISERES (Institut d'études et de recherches économiques et syndicales : Jean Magniadas, Chantal Rey), FNSP-CEVIPOF (Fédération nationale des sciences politiques, Centre d'études de la vie politique française : Jean-Marie Pernot) ;

– des responsables syndicaux des organisations suivantes : CFDT-ANPE (Claire Villiers) et AC ! (Michel Husson), CFDT- Comité de groupe européen Renault (Daniel Richter), Commissions ouvrières de Galice (Joaquin Garcias Sinde), CSC-CNE (Confédération syndicale chrétienne-Centrale nationale des employés : Jean-Marie Piersotte), FERPA, Fédération européenne des retraités et des personnes âgées : Georges Debunne), FETE-UGT (syndicat espagnol des personnels de l'enseignement : Lluis Perarnau-Reyes), Fédération générale du travail de Belgique (Anne-Marie Appelmans), FGTE-CFDT (fédération générale du transport et de l'équipement : Gérard Balbastre, Claude Debons), IG Medien, syndicat de la presse allemande (Jorg Jungmann), IG Metal, syndicat de la métallurgie allemande (Horst Schmitthener).

- Tables rondes dans le cadre des Assises de l'IEE (30 mars au 30 avril 1998) :
 - *Union européenne : les défis de l'an 2000* (30 mars 1998, IEE). Dialogue entre Édith Cresson, commissaire européenne et présidente de l'IEE, Bernard Cassen, professeur à l'IEE et Laurent Carroué, professeur au département de géographie.
 - *Fallait-il faire la monnaie unique ?* (2 avril 1998, IEE), avec Bernard Cassen, professeur à l'IEE et Rachid Krim, économiste, enseignant au département d'économie et à l'IEE.
 - *Où va la Russie ?* (24 avril 1998, IEE), avec Claude Frioux et Irène Sokolowsky, professeur-e-s au département d'études slaves et à l'IEE.
 - *Quel temps de travail pour demain ?* (28 avril 1998, IEE), avec Jean-François Copé, maire de Meaux, et Pierre Larrourou, Président de l'Union pour la semaine de 4 jours, tous deux professeurs associés, animée par Mireille Azzoug, directrice de l'IEE et Rachid Krim, économiste, enseignant au département d'économie et à l'IEE.

- Table ronde : *L'Europe centrale et orientale entre l'intégration à l'Union européenne et la guerre* (15 mai 1998, IEE), organisée par Jean-Yves Potel, chargé de mission à la DATAR, chargé de cours à l'IEE, avec la participation de Petr Janyska (diplomate à l'Ambassade tchèque à Paris), Marcin Frybes (sociologue polonais, ancien dirigeant de Solidarnosc), Muhamedin Kullashi (philosophe, ex-professeur à l'Université de Pristina (Kosovo) et enseignant au département de philosophie de Paris 8. La séance a été ouverte par un hommage à Ivan Djuric, sous la présidence de Renaud Fabre, président de l'Université, et les témoignages de Marie-Françoise Allain, maître de conférences à Paris 8 (membre du Comité Paris 8 ex-Yougoslavie), Mireille Azzoug (directrice de l'IEE), et Draginja Lazare (byzantiniste, historienne de l'art).
- Table ronde *Identités et dialogue des cultures* (20 mai 1999), en hommage à Bernard Piniau (PAST à l'IEE de 1994 à 1997), organisée par Anne-Marie Autissier, maître de conférences à l'IEE, présidée par Bernard Cassen, professeur à l'IEE, avec la participation de François Roche, directeur de la Villa Médicis, Chérif Khaznadar, directeur de la Maison des cultures du monde, Ramon Tio Bellido, secrétaire général de l'Association des critiques d'art, Anne-Marie Autissier, Renaud Zuppinger, enseignant-e-s à l'IEE et Jean-Michel Djian, PAST à l'IEE, directeur du *Monde de l'éducation*.
- Table ronde en hommage à Ivan Dujric (Collège de France, 18 novembre 1999, à l'occasion de la parution posthume du livre d'Ivan Djuric : *Glossaire de l'espace yougoslave*) : *Ivan Djuric : Itinéraire dans une Serbie totalitaire*, organisée par l'IEE, en collaboration avec le Centre d'histoire et civilisation de Byzance du Collège de France et les Editions L'Esprit des Péninsules. Intervenant-e-s : Mireille Azzoug, directrice de l'IEE, Patrice Champion, directeur du Centre culturel français à Belgrade de 1990 à 1994, Marie-Françoise Allain, maître de conférences à l'Université Paris 8, Gabriel Beis, historien, Florence Hartmann, journaliste au *Monde*, Muhamedin Kullashi, philosophe, ex-professeur à l'Université de Pristina, enseignant au département de philosophie de l'Université Paris 8, Draginja Lazar, byzantiniste, historienne de l'art, Voja Maletic, écrivain, ancien diplomate de l'ex-Yougoslavie.
- Table ronde *Les transitions culturelles et artistiques en Europe centrale et orientale* (IEE, Paris 8, 21 avril 2000), sous la direction de Anne-Marie Autissier. Intervenant-e-s : Jean-Yves Potel, chargé de mission à la DATAR, chargé de cours à l'IEE ; Alfred Grosser, professeur émérite à l'IEP de Paris ; Veronika Stabej, ministre de l'ambassade de la République de Slovénie en France ; Lucie Svobodova, directrice du Centre culturel tchèque à Paris ; Jaroslava Babanova, attachée culturelle.

- Colloque national *Les violences à l'encontre des femmes et le droit en France* (21 et 22 novembre 2000, Université Paris 8 et Bourse départementale du travail de Bobigny) organisé sous la direction de Mireille Azzoug, avec la collaboration de Sébastien Barles, en partenariat avec le Conseil général de la Seine-Saint-Denis et le *Monde diplomatique*, avec la participation d'une quarantaine d'intervenant-e-s – universitaires, chercheur-euse-s, acteur-ric-e-s sociaux et associatifs (dans le cadre du module pilote «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne»).
- Colloque international *La légitimation du discours économique* (8 et 9 juin 2001, IEE et Mairie de Saint-Denis) organisé sous la direction de Bernard Maris, professeur à l'IEE et de Philippe Jeannin, professeur à l'Université de Toulouse 3. Le colloque a accueilli une quarantaine d'intervenant-e-s – économistes universitaires et chercheur-euse-s – d'universités françaises et étrangères.
- Colloque international *Les violences à l'encontre des femmes et le droit en Europe* (15, 16 et 17 novembre 2001, UNESCO) organisé sous la direction de Mireille Azzoug, avec la collaboration de Sébastien Barles, en partenariat avec le Conseil général de la Seine-Saint-Denis, l'UNESCO, *Le Monde diplomatique*, le Secrétariat d'État aux droits des femmes, la Ville de Paris. Le colloque a accueilli 300 participant-e-s — dont une quinzaine d'autres pays de l'Union — universitaires, chercheur-euse-s, magistrates, élu-e-s, responsables de services sociaux, médicaux, d'associations, intervenant en direction des femmes, qui ont, dans six ateliers et lors d'une séance plénière, débattu du traitement juridique et social (et de ses insuffisances) des violences sous toutes leurs formes — violences conjugales, sexuelles, violences dans la guerre, prostitution, harcèlement au travail, violences symboliques — dans différents pays de l'UE (dans le cadre du module pilote et du groupe de recherche «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne»).
- Table ronde *Les nouvelles formes de mobilisation politique en Europe* (24 mai 2002, Université Paris 8) organisée et présidée par Pierre Cours-Salies, suite à une enquête menée sous sa direction par des étudiant-e-s de l'IEE sur la sociologie des adhérents d'ATTAC, à partir de 2000 réponses. Intervenants : Pierre, Cours-Salies, Bernard Cassen (président d'ATTAC), Michel Wieviorka (sociologue, EHESS), Stéphane Rozès (directeur du département Opinion au CSA), Frédéric Lebaron (sociologue, Université d'Amiens), Geoffrey Players (docteur à l'EHESS) et les étudiant-e-s ayant mené l'enquête.
- Colloque *Economie et psychologie* (3 juin 2002, Université Paris 8) organisé sous la direction de Bernard Maris, professeur à l'IEE, et de Gilles Dostaler, professeur à l'Université d'Uqam (Québec), en préparation du colloque international de juin 2004 sur le même sujet. Avec la participation de : Oskar Negt (Université de Hanovre), Alex Neumann (IEE), Toni Andréani (science politique, Paris 8), Frédéric Lebaron (Université d'Amiens), Hervé Defalvard (Université de Marne-la-Vallée).

- Colloque international : *Les États-Unis dans le système mondial : richesse et puissance* (31 mai 2002, Université Paris 8), organisé sous la direction de Philip Golub, Richard Farnetti et Gilbert Achcar. Avec la participation de : Gilbert Achcar et James Cohen (maîtres de conférences, science politique, Paris 8), Pierre Gervaise (professeur, histoire, Paris 8), Philip Golub (professeur associé, IEE), Richard Farnetti (professeur, IEE), John Mason (professeur, Université William Patterson, New Jersey), Giuseppe Merrone (chargé de recherches, Université de Lausanne) et Jean-Christophe Graz (chercheur, Université de Sussex).
- Colloque international *Europa, quo vadis ? Élargissement, droits sociaux, déficit démocratique* (IRESCO-CNRS, 28 et 29 novembre 2002), organisé par l'IEE par Pierre Cours-Salies, professeur à l'IEE, Alexander Neumann et Stéphane Le Lay, tous deux ATER à l'IEE, avec le soutien de l'Université Paris 8 et de l'IRESCO CNRS. Intervenant-e-s : Stephen Bouquin, maître de conférences à l'Université d'Amiens, Sébastien Budgen, doctorant à l'IEE, Giorgio Cremasci, direction de la CGIL-Rome, rédacteur de *La rivista del Manifesto*, Pierre Cours-Salies, professeur à l'IEE, Catherine Lévy, ingénieure de recherche CNRS, René Mouriaux, professeur émérite en science politique à l'IEP de Paris, Jacques Nikonoff, professeur associé à l'IEE, Catherine Samary, maître de conférences à l'Université Paris 9-Dauphine, Thomas Serrier, maître de conférences à l'IEE, Jean-Marie Vincent, professeur de science politique à Paris 8, directeur de la revue *Variations*.
- Colloque international *La question du «sujet féminin» entre incertitudes, violences et stratégies de liberté (Maghreb, Europe du sud)* (13, 14, 15 mars 2003, Maison des sciences de l'homme, Paris), organisé par l'IEE, Institut Maghreb/Europe de l'Université Paris 8 et la Maison des sciences de l'homme (sous la direction Christiane Veauvy, Marguerite Rollinde et Mireille Azzoug). Intervenant-e-s : Zineb Ben Ali, Université Paris 8, Afifa Bererhi, Université d'Alger, Henri Bresc, Université Paris 10-Nanterre, Françoise Collin, philosophe, écrivaine, Zakya Daoud, écrivaine, Fatna El Bouih, Casablanca, Aïcha El Hajjami, Université Cadi Ayad, Marrakech, Berkaoum Ferhati, EHESS, Marisa Forcina, Université de Lecce, Italie, Nilüfer Gole, Cadix, EHESS, Marie Elisabeth Handman, EHESS, Mohamed Harbi, Université Paris 8, Chizuko Hueno, Université de Tokyo, Laennec Hurbon, CRPLC – Centre de recherche sur les pouvoirs locaux dans la Caraïbe, Fort de France, Martinique, Dalila Iamarene-Djerbal, sociologue, Alger, Teresa Joaquim, Université Aberta, Lisbonne, Aïssa Kadri, Institut Maghreb-Europe, Annette Keilhauer, Institut de littérature et langues romanes, Berlin, Amri Laroussi, ISSHT, Tunis, Ilham Marzouki, université de Tunis, Mohamed Mouaqit, Université de Casablanca, Luisa Muraro, Université de Vérone, Véronique Nahum-Grappe, EHESS, Yannick RIPA, Université

Paris 8, Marguerite Rollinde, Institut Maghreb-Europe, Marta Segarra, Université de Barcelone, Renate Siebert, Université de Cosenza, Italie, Marie-Blanche Tahon, Université d'Ottawa, Canada, Christiane Veauvy, CNRS/EHESS.

- Cycles de conférences ***L'Europe en débat*** (locaux du Parlement européen à Paris, 7 avril, 16 mai, 23 mai 2003 les vendredis de 9h30 à 13h30), organisé sous la direction de Sami Naïr, professeur à l'IEE et parlementaire européen, avec la participation des parlementaires européens suivants : Philippe Herzog, Chiara Tambourini, chargée du suivi de la Convention auprès du groupe GUE, et Étienne Butzsbach.
- Colloque international ***L'Europe en question*** (*quelle identité, quelles frontières, quelles défenses et sécurité, quel projet de société pour l'Europe ?*) (24 et 25 avril 2003, Salle des fêtes du 11^e arrondissement, Paris), organisé dans le cadre de la célébration des 10 ans de l'IEE, en partenariat avec le Groupe confédéral de la gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE) au Parlement européen, sous la direction de Sami Naïr, député européen, professeur à l'IEE et Mireille Azzoug, maître de conférences à l'IEE. Intervenant-e-s : Pierre Béhar, professeur à l'Université de la Sarre et à l'IEE, Pascal Boniface, directeur de l'IRIS, Bernard Cassen, professeur émérite à l'IEE, directeur général du *Monde diplomatique*, Gérard Caudron, député européen, président de «Rassemblement citoyen» et membre de la Commission parlementaire UE-Pologne, Édith Cresson, présidente de l'IEE, Bertrand Fessard de Foucault, diplomate, conférencier à l'IEE, Paul-Marie de La Gorce, directeur de la revue *Espoir*, spécialiste des questions stratégiques, Marc Le Glatin, professeur associé à l'IEE, Guy Legras, directeur général des relations extérieures à la Commission européenne, Jacques Nikonoff, professeur associé à l'IEE, président d'ATTAC, Uluç Özüiker, ambassadeur de Turquie en France, ancien délégué permanent auprès de l'Union européenne et sous-secrétaire général chargé des affaires européennes à Ankara, Jean-Paul Tran Thiet, avocat international (Bureau Francis Lefèbvre), Raymond Weber, professeur au Collège de Bruges, ancien directeur de la culture, de l'éducation et du sport au Conseil de l'Europe, Francis Wurtz, président du Groupe GUE au Parlement européen.

Colloques auxquels l'Institut a apporté sa collaboration

- Colloque *Les philosophes et la décolonisation* (Université Paris 8, et EHESS, 7-11 janvier 1992), organisé par Philippe Soulez, en collaboration avec le Centre de recherche «Lieux et transformations de la philosophie», et avec le DEA de l'Institut d'études européennes «Mutations des sociétés et cultures en Europe», avec le concours du Ministère des affaires étrangères, du CNRS, du British Council, de l'Institut autrichien et du Goethe Institut.
- Table ronde *Le plurilinguisme pour l'Europe*, organisée par la revue *Europe plurilingue*, le 29 mars 1993, sous la présidence de Bernard Cassen, et qui réunissait des participant-e-s de diverses nationalités (linguistes, traducteurs, responsables institutionnels...) et des enseignant-e-s de l'Université et de l'IEE.
- Colloque *Pensée et pratiques de la science en Europe* (Cité des sciences et de l'industrie, 26-27 novembre 1993), organisé par la Cité des sciences et de l'industrie (sous la direction de Dominique Lecourt, professeur à Paris 7, président de l'Association Diderot), en collaboration avec l'Association Diderot, l'Istituto e Museo di Storia della Scienza de Florence, *Le Monde*, *La Repubblica*, *El Pais*, France Culture et la RAI.
- Forum européen de la science et de la technologie : *Science, philosophie et histoire des sciences en Europe* (ENS et la Sorbonne, 9 et 10 décembre 1994), organisé par l'Association Diderot, avec la collaboration de la Commission européenne, sous la direction de Dominique Lecourt, professeur à l'Université Paris 7, président de l'Association Diderot.
- Table ronde *Is Globalisation inevitable and desirable ?* (La mondialisation est-elle inévitable et désirable ?) (7 mai 1997, London School of Economics) organisée par le *Financial Times*, *Le Monde diplomatique* et l'European Institute de la London School of Economics, avec la participation de Guy de Jonquière, Peter Martin et Martin Wolf (directeurs au *Financial Times*), Bernard Cassen et Serge Halimi (professeurs à l'IEE et journalistes au *Monde diplomatique*), et Riccardo Petrella (professeur à l'Université catholique de Louvain).
- Participation à l'organisation de débats organisés par l'Association des historiens :
– *Les femmes dans les sociétés européennes aujourd'hui. La modernité propose-t-elle aux femmes une libération ou un nouveau type d'aliénation ?* (2 juin 1999, La Sorbonne), organisé par l'Association des historiens (président : Emmanuel Le Roy Ladurie, membre de l'Institut), sous la direction de Jeanine Mossuz-Lavau (directrice de recherche au CEVIPOF), avec la participation de Marie-Claire Hook-Demarle (germaniste, professeur-e à Paris 7), Monica Charlot (angliciste, professeur-e à Paris 3), Danièle Bussy Genevois (hispaniste, professeur-e à Paris 8), Christiane Veauvy (chercheuse au CNRS), Régis Boyer (professeur à Paris 4, études scandinaves), François de Singly (sociologue à Paris 5).

– *L'Allemagne, sa place, son avenir en Europe et dans le monde* (Sénat, 24 janvier 2000). Intervenant-e-s : Pierre Béhar, professeur à l'Université de la Sarre, Jacques-Pierre Gougeon, professeur à l'Université de Franche-Comté, et Henri Ménudier, professeur à Paris 3, tous trois germanistes et directeurs de recherches dans la formation doctorale de l'IEE, Anne-Marie Le Gloannec, Institut Marc-Bloch à Berlin, Alfred Grosser, professeur émérite à l'IEP, Edouard Husson, chercheur à l'Institut d'histoire contemporaine, Joachim Umlauf, directeur du Goethe Institute, Catherine de Poplavsky, secrétaire générale de l'Association des historiens.

– *Les fondements d'une identité européenne existent-ils aujourd'hui ?* (Sénat, 11 mars 2003). Participant-e-s : Élisabeth Réau, professeure d'histoire contemporaine, chaire Jean-Monnet, Paris 3, Violette Rey, directrice du Centre géophilie de l'ENS-Lyon, Robert Frank, professeur d'histoire des relations internationales de Paris I, Jacques Levy, professeur à l'IEP de Paris et à l'Université de Reims, Raymond Weber, professeur au Collège de Bruges, ancien directeur de la culture, de l'éducation et du sport au Conseil de l'Europe, Sénateur Haenel, délégué à la Convention sur l'avenir de l'Europe, Robert Picht, recteur du Collège de Bruges, ancien directeur de l'Institut franco-allemand, Alain Lamassoure, ancien ministre, député européen, délégué à la Convention sur l'avenir de l'Europe, Catherine de Poplawski, secrétaire générale de l'Association des historiens.

- Collaboration au colloque organisé par le Département de science politique de l'Université Paris 8 : *La réduction du temps de travail, enjeu de l'émancipation sociale* (jeudi 16 et vendredi 17 décembre 1999 à Paris 8), avec le concours du GEDISST-IRESO, CNRS, et de l'Association internationale des sociologues de langue française. Participant-e-s : Pierre Cours-Salies (sociologue, professeur, Université d'Evry), Stephen Bouquin (sociologue, département de sciences politiques, Paris 8, chercheur à l'IISA-Belgique), Bernard Maris (économiste, professeur à l'IEE), Yves Cochet (député Verts à l'Assemblée nationale), Annick Coupé (syndicaliste, SUD-PTT), Thomas Couterot, Christophe Dejours, (psychodynamicien du travail, CNAM), Richard Dethyre, animateur de l'APEIS, Alfonso Gianni (ex-CGIL, secrétaire national du PRC Italie), Michel Husson (économiste, IRES), René Mouriaux (politologue, CEVIPOF), Danièle Meulders (économiste, professeure, Université libre de Bruxelles, Belgique), Alexander Neumann (chercheur au centre P. Naville, chargé de cours, Université d'Evry), Chantal Rogerat, chercheur-euse, MAGE-IRESO), Renaud Sainsaulieu (sociologue, IEP), Jan Spurk (sociologue, maître de conférences, Université d'Evry), Hans-Jürgen. Urban (secrétaire national IG Metall), Claire Villiers (syndicaliste, CFDT-ANPE, AC !), Jean-Marie Vincent (sociologue, professeur et directeur du Département de science politique, Paris 8)

MONTAGES DE PROJETS ET PROJETS D'ACTION

Les débats, forums et manifestations culturelles organisés par les étudiant-e-s ou avec leur concours

Dans le cadre des montages de projets et des projets d'action, les étudiant-e-s de l'Institut d'études européennes sont invités à organiser, sous la direction de leurs tuteurs professionnels, des initiatives de toute nature – conférences, débats, expositions, spectacles, voyages, rencontres, forums,... – soit pour le compte d'institutions ou d'entreprises et en partenariat avec elles, soit dans le cadre des activités de l'Institut, ou encore dans celui de projets personnels.

Les étudiant-e-s se trouvent ainsi placés en situation professionnelle grandeur réelle : de la conception du projet, en passant par son financement, son marketing, sa communication, à sa réalisation, toutes les étapes doivent être franchies. Les étudiant-e-s y sont préparés dans les ateliers de montage de projets, pilotés par des professionnels. L'Institut met à leur disposition un minimum de moyens logistiques : fax, téléphone, photocopie, imprimante, reproduction des documents, d'affiches, papier-en-tête, envoi du courrier, matériels audiovisuels... Les projets doivent tendre à l'autonomie financière, l'Institut pouvant parfois accorder une petite aide. Il faut d'ailleurs reconnaître que la plupart des projets y parviennent très bien.

Les montages de projets de la filière culturelle

Les étudiant-e-s de la MST «Études européennes : gestion et valorisation des échanges culturels et sociaux en Europe» et du DESU «Études européennes, option : politiques et pratiques culturelles en Europe» y sont préparés par un cours de méthodologie de montage de projets, assuré par Isabelle Bongard, maître de conférences associée et directrice de galerie, avec le concours de nombreux professionnels, suivi par des ateliers spécialisés : spectacle vivant, arts plastiques, musées, projets institutionnels... où sont montés les projets. Une partie des initiatives sont organisées pour le compte de l'Institut, comme les colloques, rencontres et célébrations diverses. D'autres s'adressent à toute l'Université, comme les «Journées anti-tabac», ou la «Journée de l'Europe», ou encore ces trois «Journées européennes du goût», organisées il y a deux ans, au restaurant universitaire, en partenariat avec le CROUS et des chefs cuisiniers.

D'autres initiatives contribuent à enrichir les activités mises en place par le service d'action culturelle et artistique de l'université : spectacles, expositions, cafés littéraires... La plupart sont organisées en partenariats avec des interlocuteurs extérieurs, comme le festival Univ'arcité, en 2001-2002, résultat d'une collaboration entre l'IEE, la Ville de Saint-Denis, le CROUS et l'UFR Arts de Paris 8, qui a été lauréat national des projets étudiants parrainés par le CROUS. L'équipe organisatrice a su mobiliser plus de 20 000 euros pour un festival à multiples volets (expositions, rencontres artistiques, concerts...) qui se sont déroulés dans divers lieux de la ville de, Saint-Denis, du département ainsi qu'à l'Université.

Un autre projet, monté par une étudiante début 2003, a abouti à un concours artistique entre les étudiants des départements d'arts des Université Paris 8 et de Timisoara (Roumanie), avec l'aide du Centre culturel français à Timisoara. Dix œuvres ont été sélectionnées par un jury dans chacune des deux universités, et les lauréats ont été désignés à Timisoara par un jury composé d'enseignant-e-s et d'artistes français et roumains. Trois lauréats ont été retenus : deux Roumains et une Française, qui seront invités en résidence dans l'université étrangère (les voyages étant pris en charge par le Centre culturel français et l'Université Paris 8). Cette initiative s'intègre d'ailleurs dans une convention de coopération plus large entre l'Institut et le Centre culturel français de Timisoara, visant à développer les échanges culturels et universitaires entre les deux pays. Des opérations analogues ont été montées dans divers pays, notamment entre l'École nationale des Beaux-Arts de Paris-Cergy et celle de Cuenca (Espagne) par deux étudiants du DESS «Management culturel en Europe».

Autre exemple : l'événement organisé le 30 mai au Café de la danse par cinq étudiantes de MST regroupées dans l'association How Art You afin de mener à bien le projet intitulé «Les MétamOrhOses» : un défilé-spectacle des comédiens, danseuses, jongleuses, acrobates... habillés de vêtements en matériaux de récupération se métamorphosant en créatures au gré de leur talent, précédé par un concert «chanson française-jazzy» ayant pour environnement l'exposition «La ville hors-cadre».

Les étudiant-e-s participent en outre régulièrement au montage de projets et initiatives de nombreuses institutions culturelles comme l'AFAA (Association française d'action artistique), Les Rencontres, Association des villes et régions de la Grande Europe pour la culture (présidée par Roger Tropéano), qui organise des colloques et débats entre élus responsables des questions culturelles et artistes, tour à tour dans différentes grandes villes d'Europe (Anvers, Lisbonne, Thessalonique, Weimar, Stockholm...). Ils collaborent également à l'organisation de nombreux festivals, en province ou à Paris, comme le Festival Montmartre en Europe dans le 18^e arrondissement, qui programme des spectacles, concerts, expositions... auxquels participent des artistes et créateurs venus de toute l'Europe, ou encore Paris Quartiers d'été.

Les Cafés littéraires à la Maison de l'Europe de Paris

Depuis 2000, l'Institut organise, avec la revue *Culture Europe*, des Cafés littéraires, chaque trimestre, à la Maison de l'Europe de Paris.

Sur une idée de l'artiste Agnès Winter, les Cafés littéraires réunissent, autour d'un thème, adhérent-e-s de la Maison de l'Europe, enseignant-e-s, étudiant-e-s de l'Institut et amateur-riche-s de toutes origines, pour entendre une conférence, des lectures, des moments musicaux, puis échanger avec les intervenant-e-s. La soirée se termine autour d'un verre et la dégustation de spécialités culinaires du pays concerné.

Après la littérature albanaise du Kosovo, celle de la Bulgarie, des pays baltes, du Danemark et de l'Italie, ainsi que le jeune théâtre polonais et la musique portugaise ont été à l'honneur, avec le concours d'universitaires, de comédiens et de musiciens. Ces invites conviviales à la découverte d'un pays et de ses imaginaires ont aussi abordé des thèmes linguistiques – «Langues d'Europe, Année européenne des langues en 2001», «Langues régionales : le cas de l'Espagne» –, ainsi que la littérature comparée – «Héroïnes féminines dans le roman européen de la fin du XIXe siècle».

La réussite de l'ensemble repose sur l'engagement des étudiant-e-s de l'Institut. A chaque rentrée universitaire, une équipe de trois à cinq volontaires est constituée autour d'Anne-Marie Autissier. Pierre Léglise Costa, Jean-Yves Potel, Barbara Loyer, Maria Lombard et Thomas Serrier ont mis leurs compétences et leur enthousiasme au service de cette manifestation, devenue une activité régulière de la Maison de l'Europe, désormais annoncée par des radios locales parisiennes et bénéficiant du partenariat d'éditeurs et de libraires.

Prochain rendez-vous : «Erasmus au temps d'Erasmus», le 18 juin 2003, de 18h30 à 21 heures. 35-37, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris. Tél. : 01 44 61 85 85.

Les initiatives et actions internationales des étudiant-e-s du DESS «Management culturel en Europe»

Les étudiant-e-s du DESS conçoivent et montent eux aussi de nombreuses manifestations, en France et à l'étranger, à partir des projets qu'ils ont élaborés sous la direction de Marc Le Glatin, responsable professionnel de la formation (et, jusqu'en 2000, de Jean Michel Djian, qui occupait la même fonction). Ainsi des expositions et rencontres d'artistes et d'acteurs culturels français et étrangers ont-elles été organisées à Vienne, Lisbonne, Budapest, Berlin, Helsinki. À Asunción au Paraguay, c'est une création théâtrale avec masques guaranis qui a été conduite par une compagnie française, en collaboration avec l'Ambassade de France, à l'occasion de la fête du printemps, le 21 septembre 2001, et l'action s'est renouvelée en 2002.

Autre exemple : en 2001, trois étudiantes lançaient une opération de promotion de l'opéra : «Opéra des rues», dans les 12^e et 13^e arrondissements de Paris, créant une association pour la gestion de cette action qui a bénéficié du soutien de la Ville de Paris, entre autres. Il s'agissait de faire chanter des chanteur-euse-s d'opéra dans les rues. Très bien accueillie, l'initiative a elle aussi été reconduite. On peut aussi citer les rencontres entre professionnels et artistes organisées sur l'application des nouvelles technologies de l'information et de la communication au théâtre, avec le soutien de la Comédie-Française et du ministère de la culture. Ou le projet de valorisation de la diffusion de la poésie sur support filmique dans le cadre du «Printemps des poètes», qui s'ajoute au projet, dans ce même cadre, d'une étudiante de MST, de promotion de la poésie dans le métro parisien.

D'autres démarches, à caractère plus socioculturel, sont également à l'œuvre, comme ce jumelage de classes de cinéma d'un Lycée de Saint-Denis et d'un Lycée de Buenos Aires dans le but de développer des échanges sur les filmographies respectives et d'aboutir au tournage par les élèves de documents filmiques sur les modes de vie des deux pays.

Ce sont, au total, des dizaines d'initiatives montées chaque année par les étudiant-e-s des diverses formations de gestion culturelle, en France – non seulement dans la région parisienne, mais aussi en province – ou à l'étranger, qui contribuent à enrichir le tissu artistique, les échanges et les métissages culturels, et à insérer les étudiant-e-s dans les réseaux professionnels.

Les projets d'action des étudiant-e-s de la MST «Développement économique régional et commerce international»

Dans cette formation, les étudiant-e-s sont invités à concevoir des projets d'action impliquant des PME, des institutions liées au commerce extérieur, des banques, des journalistes...

Là aussi, ils/elles sont les initiateurs, les pilotes et les responsables de la bonne réalisation du projet choisi. Cette mise en situation les amène à développer leur professionnalisme : ponctualité, capacité d'organisation, vision globale, sens des responsabilités, travail en équipe, ainsi que leurs qualités de négociation, d'expression écrite et orale, d'animation...

Chaque année, une trentaine d'étudiant-e-s de l'atelier «Projets d'action», piloté d'abord par Rachid Krim, enseignant et économiste, et Jacques Vuillod, consultant, puis par Jean-Marc Benammar, professeur associé et professionnel du commerce international, et Roberto Romero, enseignant et économiste, contactent plusieurs centaines d'entreprises, d'institutions, de spécialistes, et les font participer aux diverses manifestations qu'ils organisent en totale autonomie.

Parmi les actions réalisées :

Les difficultés que rencontrent les PME pour exporter (4 juin 1996), table ronde avec la participation de Jean-Chrétien Streit, antenne Cergy-Pontoise de la COFACE, Antoine Blanc, direction régionale du commerce extérieur d'Ile-de-France, Jean-Marc Benammar, directeur de Grand Large Export

L'Argentine, marché porteur pour les PME françaises (26 février 1997), conférence-débat avec les interventions de : Maryvonne Junyent, avocate aux barreaux de Paris, Madrid et Buenos Aires (les lois sur l'investissement) ; Jean-Michel Gutierrez, attaché à la direction générale du commerce (aide et rôle de la DRCE pour le développement international des PME) ; Yaël Lizaraga de Vuilleminroy, ingénieure agronome et consultante (les affaires en Argentine : PROPSAP et SIAL).

L'Afrique francophone, dragon du XXI^e siècle ? (2 avril 1997), table ronde avec la participation de : Christian Fatras, chargé de la zone Afrique à la DREE ; Philippe Chartier, sous-directeur du développement économique au ministère de la coopération ; Daouda Tanon, chargé des affaires économiques à l'Ambassade de la Côte d'Ivoire ; Francis Lokossa, chargé des affaires économiques à l'Ambassade du Bénin ; Jean-François Guignery, dirigeant d'entreprise, Africadre.

Le financement et la protection de l'innovation (21 mai 1997), table ronde avec la participation de : Mme Péninon-Bernard, Association française d'investissement en capital-risque ; M. Stalla-Bourdillon, Compagnie nationale de Conseil en propriété industrielle ; M. Duthil, Société du nouveau marché.

Le marché de la République tchèque (3 juin 1997), conférence-débat avec la participation de : Mme de Laleu, CCIP ; Mme Imbert, Direction régionale du commerce extérieur d'Ile-de-France ; M. Spacek, CSOB, banque commerciale tchèque.

Internet, à quoi ça sert, combien ça coûte ? (3 juin 1997), débat avec la participation de : M. Poulon, Business Data Base ; M. Fauron, Secrétaire général de la Fédération des PME de la Seine-Saint-Denis ; Mme Closon, EUnet France.

Forum de l'emploi «Jeunes diplômés» (29 avril 1998), organisé en collaboration avec l'ANPE de Saint-Denis et avec la participation de la Chambre de commerce et d'industrie de Bobigny, 18-30 export, Dakota Éditions...

Expatriation : les clés de la réussite (6 mai 1998), table ronde parrainée par le MOCI et animée par M. François Fatoux, Passeport pour l'international, avec la participation de : Mme Brame, Cabinet Ernst Young, Mme Gossot, Mission des femmes françaises à l'étranger (Ministère des affaires étrangères), Mme Green, Corporate Relocations France, M. Guillou, expatrié et Mme Ramond, Caisse des Français de l'étranger.

Journée du film d'entreprise (13 mai 1998), organisée en partenariat avec la Vidéo-thèque «Modes d'Emplois» (Ministère de l'emploi et de la solidarité). Présentation de films par leurs réalisateurs et débat autour de Georges Pessis, auteur de *Entreprise et cinéma, 100 ans d'images*, et de Jean-Emmanuel Paillon, responsable de l'audiovisuel au Ministère de l'emploi et de la solidarité.

Multisalarariat ou consulting : un nouveau choix pour la PME (3 juin 1998), conférence-débat, avec la participation de : Mme Ardourel, association européenne des cadres, M. Benammar, directeur de Grand Large Export, M. Coge, CCI de Bobigny, Mme Deutsch, APEC, Mme Gauthier et M. Dorin, Agence régionale pour l'aménagement du temps du Conseil régional d'Ile-de-France (CATRAL).

La contre-façon : moyens de lutte efficaces (4 juin 1998), table ronde avec la participation de : M. Coulaty, responsable contre-façon Peugeot, M. Defere, commissaire-divisionnaire, Mme Manzoni, direction générale des douanes, M. Menez, directeur, responsable contre-façon LVMH, Mme Ponsolle Des Portes, directrice générale de l'Union des fabricants.

Autres initiatives

Actions ayant pour cible l'Université :

- Marché «bio» à Paris 8 (1997)
- Salon de la voiture électrique (1999)
- Trifac : le tri des déchets à l'Université (1999)
- Promouvoir Saint-Denis (2000)

Autour des nouvelles technologies :

- Commerce électronique et logistique (1999)
- La criminalité informatique (1999)
- Aliments transgéniques : éthique, étiquette ? (2000)
- Jeunes créateurs d'entreprises (2000)

Autour de l'Europe :

- Rencontre interuniversitaire : jeu sur l'Europe (1999)
- Eurofenêtre 2000 (action humanitaire)

Autour du commerce international :

- La logistique : une activité en pleine expansion (1997)
- Le travail des enfants (en liaison avec l'UNICEF, 2000)

Autour de l'IEE :

- Enquête sur le placement des diplômés de l'IEE (1998)
- Le partenariat IEE-entreprises (1999)
- Partir à l'étranger, stages et bourses (2000)
- Rencontre avec les anciens étudiants de l'IEE (2000)

LES PUBLICATIONS

Le FIL D'ARIANE

Le *Fil d'Ariane* fonctionne à la fois comme revue et comme éditeur.
Directeur-riche-s de la publication : Bernard Cassen et Mireille Azzoug
Rédactrice en chef : Mireille Azzoug

Des numéros autonomes, pour lesquels *Le Fil d'Ariane* fonctionne comme éditeur, sont publiés sous la direction d'un responsable de la publication.

Les numéros produits sont en général thématiques (actes de colloques, de cycles de conférences, ou travaux des équipes de recherche et groupes de réflexion liés aux programmes européens).

- (1991) : «L'Allemagne après l'unification» (sous la direction de Jacques Le Rider)
- (1993) : Dossier «l'Europe du Nord et l'après-Maastricht» (sous la direction de Jean-Claude Boyer). Actes du cycle Jean-Monnet «Les Douze et l'après-Maastricht». Une série de contributions prononcées dans le séminaire «Les réseaux européens» de la formation doctorale de l'IEE.
- (1994) : «Les pouvoirs locaux en Europe» (sous la direction de Mireille Azzoug et Jean-Claude Boyer). Actes du Cycle Jean-Monnet consacré aux pouvoirs locaux, coordonné par Jean-Claude Boyer.
- Numéro spécial (1996) : «Hommage à Philippe Soulez» (rassemblant les hommages prononcés lors des Journées Otto Neurath, organisées à sa mémoire, en octobre 1995, ainsi qu'une sélection d'articles inédits de Philippe Soulez (sous la direction de Mireille Azzoug et Antonia Soulez)
- Numéro spécial (1997) : «Les représentations du passé», sous la direction de Renaud Zuppinger (première livraison du groupe de recherches «Systèmes culturels et esthétiques en Europe» (SCEE) dirigé par Renaud Zuppinger).
- (1998) : «L'Europe et la mer» (sous la direction de Mireille Azzoug et Jean-Claude Boyer). Actes du cycle de conférences Jean-Monnet du même nom, coordonné par Jean-Claude Boyer.

- Numéro spécial (1999) : «Le statut juridique des femmes : politique, citoyenneté, travail, famille, dans l'Union européenne», sous la direction de Mireille Azzoug et Francine Demichel (travaux du groupe de recherches lié au module pilote SOCRATES «Statut juridique des femmes dans l'Union européenne», coordonné par Francine Demichel et Mireille Azzoug). Une version en anglais est également disponible : «The legal Status of Women in the European Union : Politics, Citizenship, Labour, Family» (publiés avec le soutien de la Commission européenne et de la recherche de l'Université Paris 8)
- (2000) : Numéro complémentaire : «Le statut juridique des femmes : politique, citoyenneté, travail, famille. Allemagne, Irlande, Pays-Bas, Portugal» (sous la direction de Mireille Azzoug)
- 1999 : «Identité et dialogues des cultures», Hommage à Bernard Piniau (sous la direction de Anne-Marie Autissier et Mireille Azzoug)
- 1999 : Hommage à Ivan Djuric (sous la direction de Mireille Azzoug et Michèle Amzallag)
- 2000 : «Géopolitique régionale et développement territorial dans l'Union européenne», synthèse des travaux du module Jean-Monnet du même nom (publiée sous la direction de Jean-Claude Boyer, coordinateur du module) ; une version existe également en anglais et espagnol (publiées avec le soutien de la Commission européenne)
- 2000 : «Lire L'Europe : Identité, responsabilité, liberté». Numéro spécial (sous la direction de Mireille Azzoug) rassemblant des articles des étudiant-e-s du cours «Lire L'Europe».
- 2001 : «Les violences à l'encontre des femmes et le droit en France», actes du colloque du même nom des 20 et 21 novembre 2002 (coordination générale : Mireille Azzoug) (publié avec le soutien du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, du ministère de l'éducation nationale et du *Monde diplomatique*)
- 2002 : «Les violences à l'encontre des femmes et le droit en Europe», actes du colloque international du même nom des 15, 16 et 17 novembre 2001 (coordonnés par Mireille Azzoug) (avec le soutien du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, du ministère de l'éducation nationale, du Secrétariat d'État aux droits des femmes et du *Monde diplomatique*)
- 2002 : «Les femmes dans l'espace public», sous la direction de Christiane Veauvy, actes du séminaire franco-italien «Femmes, espace public et État-nation en France et en Italie ; XIXe-XXe siècles» (dirigé par Christiane Veauvy, docteure en sociologie, chercheuse au CNRS) organisé à l'EHESS avec le concours de la MSH (publiés avec le soutien du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, de la recherche du ministère de l'éducation nationale, de la Maison des sciences de l'homme et du *Monde diplomatique*)

L'Institut publie également des manuels et un ensemble de plaquettes :

- (1998) Manuel : Écrire, rédiger en français, Mireille Azzoug
- *L'Annuaire des Enseignements*, annuel (165 pages)
- *L'Annuaire de la recherche à l'IEE*, annuel (150 pages)
- *Directory of courses and diplomas*, synthèse de l'Annuaire (70 pages)
- Des plaquettes bilan : *“Réussir sur les marchés extérieurs : 1990-2000”*

EUROFIL

Eurofil est le bulletin de l'Association ARISTÉE. Il paraît deux fois par an et rassemble, outre de nombreuses informations sur la vie de l'Institut, ses activités culturelles, ses colloques etc., des contributions des enseignant-e-s et des étudiant-e-s, qui occupent largement ses colonnes. On y trouve des comptes rendus de lectures, colloques et tables rondes et manifestations culturelles, des articles sur les événements liés à la construction européenne, des échos des voyages ou séjours à l'étranger. S'y ajoutent le texte de certaines conférences prononcées dans les cycles de conférences, les discours des rentrées solennelles de l'Institut, des bilans des activités et programmes européens de l'Institut.

Sommaire succinct des bulletins parus :

- février 1990 : Création de l'Association ARISTÉE
- décembre 1990 : Souveraineté/supranationalité : l'équilibre des légitimités en l'Europe. L'Europe des transports aériens.
- avril 1991 : Création de l'IEE. Coopération France-Hongrie.
- 4 juillet 1992 : Inauguration de l'IEE. Grandes villes européennes. Les dictionnaires de l'an 2000. Blocs économiques régionaux et internationalisation
- avril 1993 : Rentrée solennelle novembre 1992. La crise du livre en Europe. Le paysage linguistique européen. L'Europe des parrains. Impressions brémoises.
- septembre 1993 : Profession culture. L'Europe des peintres. La Grèce et la question de la Macédoine. La Norvège et l'AELE. Femmes, nations, Europe.
- mars 1994 : Rentrée solennelle janvier 1994. Sur les rives de la Neva. Picasso : toros y toreros. Mécénat humanitaire et culturel. “Roger” le premier européen ?
- septembre 1994 : Les Pépinières européennes pour jeunes artistes. Lutter contre l'exclusion sociale. Femmes : famille ou travail ? Une Parisienne à Cordoue.
- mars 1995 : Rentrée solennelle de novembre 1994. Richard Coudenhove-Kalergi : la lutte pour les Etats-Unis d'Europe. Spielberg, le cinéma de l'impossible ?

- septembre 1995 : L'élargissement de l'Union à l'Autriche, la Finlande et la Suède
- juin 1996 : Journée de l'Europe 1996 à l'IEE. L'exception culturelle : Pour le droit des peuples à produire leurs propres images.
- mai 1997 : Journée solennelle de lancement du module pilote SOCRATES "Statut juridique des femmes au sein de l'Union européenne" (23 janvier 1997). Banque centrale et périphérie.
- mars 1998 : Assises de l'IEE. La Russie et l'État de droit. La Norvège et l'Union européenne. "On", qui est-ce ?" : chronique linguistique.

Le bulletin *Eurofil* a interrompu sa publication depuis 1999, faute de personnel et de temps pour sa rédaction. Il reprendra à la rentrée 2003.

CULTURE EUROPE

REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE DES PROFESSIONNELS
DE L'ART ET DU MANAGEMENT CULTUREL

Une revue au carrefour de l'actualité culturelle européenne

Diffusée en France et en Europe à 3000 exemplaires, *Culture Europe* est une revue/revue de presse française trimestrielle consacrée aux pratiques et politiques culturelles en Europe et aux expériences de coopération culturelle à travers le continent et au-delà. Parution de trente-deux à trente-six pages, elle traite des dossiers thématiques confiés à des spécialistes européens, dont les membres de son comité éditorial : «Culture et démocratie», «Architectures», «Le Portugal», «L'Allemagne», «Le dialogue culturel euro-asiatique», «Régions et communes», «Villes, Éducation, Culture», «La Hongrie», «Musique(s)», «Populismes de droite, extrême-droite et culture». Une revue de presse européenne accompagne le dossier.

Culture Europe bénéficie du soutien du ministère français de la Culture et de la communication (DAI) et de l'Institut d'études européennes. Les étudiant-e-s de l'Institut, dont un quart sont, chaque année, d'origine européenne, collaborent à la revue, sous forme de rédaction ou de traduction d'articles.

Parmi ses partenaires, *Culture Europe* compte la Fondation européenne de la culture, l'association ECUMEST, le Collège européen de Coopération culturelle, France Culture, la Maison de l'Europe de Paris (avec laquelle elle organise régulièrement des Cafés littéraires européens, avec le concours d'étudiant-e-s de l'IEE : voir page 61).

Au sommaire des prochains numéros de 2003 : «Elargissement et spectacle vivant» (n° 39), «Pologne» (n° 40), «Aux frontières orientales de l'Union européenne» (n° 41), «Culture et développement durable» (n° 42), «Europe/monde, l'enjeu de la diversité culturelle» (n° 43).

Membres du comité éditorial de *Culture Europe* :

Annie Blasco, responsable des programmes européens au CIEP (Centre international d'Etudes pédagogiques)

Jean-Michel Boissier, journaliste

Manuel Maria Carrilho, philosophe, ancien ministre de la Culture du Portugal

Chantal Colleu-Dumond, directrice du Centre culturel de Rencontre de l'Abbaye royale de Fontevraud

Jean-Michel Djian, journaliste et universitaire, fondateur de *Culture Europe*

Alfred Grosser, professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Paris et président du CIRAC

Louis-François Larnaud, universitaire, expert des politiques culturelles européennes

Alain Lombard, Commissaire général des Années France-Chine

Lluís Pascual, metteur en scène

Benoît Paumier, chef du département des Affaires internationales au ministère de la Culture et de la communication

Kirill Razlogov, Directeur de l'Institut russe de recherche sur la Culture,

Raymond Weber, premier conseiller du gouvernement luxembourgeois et professeur au Collège d'Europe à Bruges

Renaud Zuppinge, professeur à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris 8

Coordination éditoriale : Anne-Marie Autissier et François Roche

LES ASSOCIATIONS

ARISTÉE

Association pour la recherche, la science,
la technologie et l'enseignement en Europe

Constituée le 2 novembre 1989, l'Association ARISTÉE (régie par la loi de 1901), “rassemble, dans le respect d'expériences et d'opinions diverses, toute personne décidée à oeuvrer pour la recherche et les études sur l'Europe, entendue au sens le plus large, ainsi que pour les échanges culturels, universitaires, scientifiques et économiques entre pays européens, et entre ces derniers et leurs partenaires du reste du monde. Cette action se déploiera en collaboration avec les différentes instances du système éducatif, les pouvoirs publics nationaux, les organisations communautaires et intergouvernementales, les organismes de recherche, les entreprises, les collectivités locales des États européens, ainsi qu'avec leurs homologues des autres pays désireux d'approfondir leur coopération avec l'Europe.

Pour réaliser ces objectifs, l'association procédera, en particulier, à la réalisation d'études, à l'organisation de colloques, séminaires, missions et stages en Europe, à la mise en place d'actions spécifiques de formation et de promotion, à la diffusion de leurs résultats ainsi qu'à l'édition de publications spécialisées” (extra-it des statuts).

Président : Bernard Cassen
Vice président-e-s : Mireille Azzoug et Jean Claude-Boyer
Secrétaire général : John Edwards
Secrétaire général adjoint : Renaud Zuppinger

ARISTÉE édite un bulletin de liaison bisannuel, *Eurofil*, ainsi qu'une revue *Le Fil d'Ariane* (voir «Publications» voir page 63).

A3E

L'Association des étudiants d'études européennes

A3E a vu le jour le 4 avril 1997, à la suite de son assemblée constitutive, qui s'était tenue quinze jours plus tôt, le 20 mars.

D'après l'article 4 de ses statuts (§ 4.1 à § 4.4), l'Association s'est donné diverses missions, regroupant deux types d'activités :

• **des activités internes :**

Il s'agit pour l'Association d'organiser la solidarité et la coopération entre les étudiant-e-s, et de mettre sur pied ou de coordonner diverses activités internes comme : journal, réunions, tables rondes, séminaires, soirées, voyages...

• **des activités externes :**

A3E prend en charge l'animation et l'organisation de projets culturels et professionnels : voyages d'étude, visites d'entreprises, d'institutions et d'organismes divers, participation à des salons...

Elle aide à la gestion des financements des projets d'action et montages de projets...

L'Association se veut un outil efficace au service des étudiant-e-s d'études européennes. Elle collabore à la vie culturelle et pédagogique de l'IEE et partage avec ARISTÉE les colonnes du bulletin *Eurofil*.

Elle dispose d'un panneau d'affichage dans le couloir, ainsi que d'une boîte à lettres dans laquelle les étudiant-e-s peuvent déposer leurs suggestions ou propositions plus concrètes.

Le bureau de l'Association est composé comme suit :

- président : Florian Santer, (autrichien)
- vice présidente : Géraldine Muzart
- trésorier : Philippe Frank
- secrétaire générale : Béatrice Téqui

LE SITE INTERNET DE L'INSTITUT

<http://iee.univ-paris8.fr>

Le site internet de l'Institut d'études européennes a pour but de donner, de façon concise, mais néanmoins précise, un aperçu de l'ensemble des missions, vocations, caractéristiques et activités de l'Institut

Adresse : <http://iee.univ-paris8.fr> ; mël : iee@univ-paris8.fr

Ainsi, sont présentés :

- l'Institut et ses missions
- son conseil d'administration et son comité de parrainage
- ses enseignants
- les formations et diplômes assurés, (avec une présentation succincte des objectifs, débouchés, conditions d'inscription ainsi que le cursus détaillé)
- les enseignements (liste et horaire des cours, résumé du contenu de chacun des cours, en français et en anglais)
- la liste des mémoires et études de cas soutenus par les étudiants de MST, DESU, DEA et DESS et la liste des diplômés
- les résultats des formations : taux de succès, taux et secteurs de placement, par promotion et par diplôme
- ses relations avec les milieux professionnels et les stages effectués par les étudiant-e-s

Les entreprises peuvent ainsi prendre connaissance des formations, et faire part à l'Institut de leurs propositions de stages ou d'emplois (sur le mël destiné à cet effet). Elles peuvent aussi consulter la liste des mémoires et études de cas rédigés par les étudiants sur un ensemble de problématiques et de stratégies commerciales, socio-économiques ou culturelles, qui peuvent les intéresser. Ces travaux et études sont consultables à la demande.

Sont également présentées les activités de recherche et la vie culturelle et scientifique de l'Institut :

- ses équipes de recherche et son doctorat
- ses colloques, tables rondes, séminaires
- ses publications et revues
- ses actions européennes Jean-Monnet, ERASMUS, SOCRATES,
- ses relations internationales et ses échanges avec les universités et institutions étrangères
- ses collaborations institutionnelles
- ses associations

Un outil documentaire

Pour les étudiants et chercheurs, ce site peut aussi être un outil de travail : il indique les principales sources documentaires sur l'Europe (bibliothèques, centres ressources, réseaux d'information et sites européens ou internationaux) et comporte des liens avec un réseau de sites sélectionnés. Il propose une bibliographie commentée des ouvrages intéressants parus sur l'Europe au cours des dernières années.

Les étudiant-e-s et candidat-e-s aux diplômes de l'Institut peuvent également, par ce biais, obtenir tous les renseignements nécessaires sur les formations offertes et sur les modalités et procédures de candidature.

Et un dossier de candidature immédiatement disponible

Le dossier de candidature est également disponible sur le site : il peut être imprimé par les candidat-e-s et nous être retourné rempli, pas courrier, et accompagné des pièces demandées (Il pourra, en cas d'urgence ou d'éloignement, être exceptionnellement adressé par fax ou mél, mais la candidature ne deviendra effective qu'à réception des pièces demandées).

LE CEME

Le **Centre d'études des mutations en Europe** ou **CEME** est l'équipe de recherche qui encadre les étudiants de la formation doctorale. Il est rattaché à l'École doctorale de sciences sociales. Il bénéficie d'un financement du MEN (plan pluri-formations).

Responsables du CEME :

Bernard Maris, économiste, professeur à l'IEE

Mireille Azzoug, angliciste, maître de conférences, directrice adjointe et directrice de l'IEE de 1992 à 2003.

Le CEME est un laboratoire interdisciplinaire, tout comme l'École doctorale de sciences sociales et la formation doctorale de l'IEE : «La construction européenne : enjeux géopolitiques, économiques et socioculturels» auxquelles il est lié. Il rassemble six groupes de recherche thématiques, coordonnés chacun par un-e/des responsable-s :

- Groupe 1 : **Construction et légitimation de l'économique et du social** : CLES
Responsable : Bernard Maris
- Groupe 2 : **Analyse des politiques sociales en Europe** : APSE
Responsables : Pierre Cours-Salies, Alain Bertho, Jacques Nikonoff
- Groupe 3 : **Territoire, économies et sociétés d'Europe** : TESE
Responsables : Laurent Carroué, Catherine Samary, Anne-Marie Autissier
- Groupe 4 : **Le statut juridique des femmes dans l'Union européenne** : SJFE
Responsable : Mireille Azzoug, avec la collaboration de Sébastien Barles
- Groupe 5 : **Systèmes culturels et esthétiques en Europe** : SCEE
Responsable : Renaud Zuppinger
- Groupe 6 : **Relations internationales et économie politique internationale** : RIEPI
Responsables : Philip Golub, Gilbert Achcar, Richard Farnetti

Le travail de chacun des groupes est organisé au sein d'un séminaire de recherche thématique, qui s'articule avec un séminaire d'enseignement du DEA. Toutefois, des séances communes sont prévues entre les groupes : si les recherches s'articulent autour d'axes qui jouissent d'une certaine autonomie, elles permettent aussi des synergies et des confrontations. En outre, ces recherches ne sont pas totalement coupées de celles menées dans les mémoires de DESS ou de MST, qui, bien souvent, constituent des réservoirs de données comparatives et d'esquisse des problématiques, que les étudiant-e-s peuvent consulter.

Le CEME participe également aux séminaires et initiatives de l'École doctorale, et organise des journées de travail, tables rondes ou colloques en collaboration avec d'autres laboratoires ou organismes de Paris 8 ou extérieurs (voir «Colloques, débats et tables rondes, pages 48 à 57)

Problématique générale des recherches du CEME

La construction européenne se réalise dans un contexte de bouleversements considérables du monde. Surgissent des problèmes géopolitiques majeurs : dilution des États-nations, renaissance des régions, fort impact de la mondialisation et pression des pays désireux de rejoindre l'Union européenne. Les choix économiques et politiques de l'Union européenne s'avèrent à la fois difficiles et primordiaux dans la définition d'une identité européenne, qui doit mieux se structurer et s'affirmer – d'autant que les élargissements risquent de la diluer – si elle veut devenir un acteur visible et autonome sur l'échiquier international. Née essentiellement comme espace économique, comment l'Union peut-elle parvenir à «intégrer» les questions de souveraineté, de citoyenneté, de politiques publiques dans toutes leurs dimensions, notamment économiques, culturelles ou sociales ?

Le CEME :

– travaille sur un champ : celui de l'Europe, dans le contexte de la construction européenne et de ses élargissements, des problématiques liées à l'intégration communautaire et aux mutations qu'elle engendre, intègre ou freine, aux représentations qu'elle secrète ainsi qu'à la légitimation juridique, économique, éthique et philosophique de l'entité «Europe» et à la manière dont se construisent une rhétorique et une représentation de l'Europe.

– aborde ses différents objets d'étude de manière pluridisciplinaire (en croisant les angles d'approche : politique, économique, juridique et sociologique) et comparative, qu'il s'agisse de comparaisons entre pays de l'Union, ou des politiques communautaires avec celles des autres grands blocs mondiaux.

Par ailleurs, le travail mené au sein du CEME s'articule avec les programmes Jean-Monnet et SOCRATES financés par la Commission européenne (voir page : 41)

Les étudiant-e-s sont orientés par leur directeur de recherche, en accord avec les responsables de la formation doctorale, vers l'équipe la mieux à même de les encadrer dans leur recherche.

Une présentation complète des équipes de recherche, de leurs membres, de leur programme de travail, de leurs réalisations et de leurs publications est disponible dans l'*Annuaire de la Recherche 2002-2004* de l'IEE (consultable sur le site Internet de l'IEE : <http://iee.univ-paris8.fr>)

LES ENSEIGNEMENTS

L'IEE assure un ensemble de cours variés – théoriques, méthodologiques, pratiques – qui vont des cycles de conférences aux séminaires en passant par des cours, magistraux ou pratiques, des ateliers, des jeux d'entreprise. Une partie d'entre eux offrent une approche pluridisciplinaire et comparative et s'articulent autour de thématiques européennes.

Nous présentons ici la liste des cours qui sont ou ont été assurés (ceux qui ne le sont plus sont signalés par °) en précisant entre parenthèses le nom du ou des enseignant-e-s qui les assurent ou les ont assurés (dans l'ordre chronologique), un même cours pouvant avoir été assuré successivement par différent-e-s collègues. Certains cours sont assurés par deux enseignant-e-s : dans ce cas, leurs noms sont reliés par «et». Les intitulés de cours suivis d'un astérisque (*) sont ceux qui ont bénéficié de financements européens au titre de la chaire Jean-Monnet (attribuée à Bernard Cassen en science politique : «Les enjeux de l'intégration européenne»), et que l'IEE s'est engagé à maintenir de façon permanente dans ses cursus.

Dans la liste qui suit, les cours sont classés de façon thématique, une seule fois bien que certains puissent figurer indifféremment dans l'une ou l'autre rubrique, voire dans plusieurs. Ce classement fait apparaître à la fois les socles de formation et les principales thématiques qui intéressent l'Institut, tant du point de vue de l'enseignement que de la recherche.

Outre ces cours offerts par l'Institut d'études européennes, les étudiant-e-s suivent aussi des cours dans d'autres départements de l'Université (notamment en langues et civilisations étrangères et parfois dans d'autres universités (pour les langues non enseignées à Paris 8 : autres langues slaves que le russe ou orientales, langues nordiques)

I - Langue et traduction

Communication professionnelle en allemand (Marie-Élisabeth Cressard)

Communication professionnelle en anglais (Françoise Royer, Annick Sibi, M. Bouzick)

Communication professionnelle en espagnol (Naiade Freire)

Communication professionnelle en portugais (Naiade Freire)

De la traduction orale à l'interprétation : anglais ° (Monique Lambert)

Langue espagnole : communication orale/recyclage (Suelena Reynoso)

Langue espagnole : débutants I et II (Suelena Reynoso)

Langue allemande spécialisée : économie et gestion (Silke Schauder, Ludger Schwarter)

Langue espagnole spécialisée : économie et gestion (Luce Canals)
 Langue italienne : débutants I et II (Domenico Romeo, Ercolina Zabarino)
 Lecture et commentaire de la presse anglo-saxonne (Serge Halimi, Philip Golub)
 Lecture et expression : la culture allemande (Monika Bellan)
 Lecture et traduction de l'actualité allemande (Michel Fagard, Jacques-Pierre Gougeon, Fred Schrader, Thomas Serrier)
 Lecture et traduction de la presse italienne (Jean-Pierre Clerc)
 Marketing en langue espagnole (Roberto Romero)
 Techniques de rédaction en allemand (Marie-Élisabeth Cressard, Monika Bellan, Alain Libbrecht)
 Techniques de rédaction en anglais (Philippe Mellet, Danièle Badel, Françoise Royer)
 Techniques de rédaction en espagnol (Luce Canals, Hélène Granier, Minerva Longuet)
 Traduction anglais : thème I et thème II (John Edwards, Danièle Badel, Philippe Mellet, Annick Sibi, David Drake, M. Bouzick)
 Traduction anglais : version initiation (Philippe Mellet, Danièle Badel, Mireille Favier, Fiona Bibi, Françoise Royer, Annick Sibi, M. Bouzick, Richard Farnetti)
 Traduction de l'actualité européenne - anglais : version I et II (Bernard Cassen, Mireille Azzoug, Philippe Mellet)
 Traduction de l'actualité : espagnol : thème (Luce Canals, Hélène Granier)
 Traduction de l'actualité - espagnol : version I et II (Luce Canals, Jean-Pierre Clerc, Odile Elazami)
 Traduction : allemand thème (Monika Bellan, Marie Élisabeth Cressard, Alain Libbrecht)
 Traduction de la presse allemande - version (Jacques-Pierre Gougeon, Fred Schrader, Thomas Serrier)
 Traduction de textes en sciences sociales : anglais (Renaud Zuppinger)
 Traduire l'Europe de la culture : version multilingue (anglais/allemand/espagnol/italien...) (Mireille Azzoug et Monika Bellan/Alex Neumann)

II - Connaissance des sociétés et cultures des pays européens

L'Allemagne vue à travers les médias (Alex Neumann)
 L'Allemagne des villes et des régions (Lothar Weinert)
 L'Amérique latine : culture, politique, société (Roberto Romero)
 L'Amérique latine dans la mondialisation (Roberto romero)
 Culture et société en Chine (Catherine Mathieu)
 Économie et géographie de la Chine (Catherine Mathieu)
 Espaces et territoires en Europe° (Alain Ravilly)
 L'espace public allemand à travers les médias (Alex Neumann)
 Les courants culturels européens° (Bernard Lagneau)
 Culture et société en Grande-Bretagne : le roman, un genre social° (John Edwards)

L'économie française dans la construction européenne depuis l'après-guerre* (Sylviane Toporkoff)

Lecture et commentaire de la presse quotidienne française (Jean-Pierre Clerc, Serge Halimi, Jacques Nikonoff)

L'environnement socioprofessionnel et culturel de l'Allemagne (Marie-Élisabeth Cressard)

L'environnement socioprofessionnel et culturel des États-Unis (Françoise Royer)

L'Espagne de 1917 à 1939 : la guerre d'Espagne, conflit national ou international ?° (Danièle Bussy-Genevois)

L'Espagne et ses relations au monde contemporain I et II (Rolando Romero)

L'Espagne : de l'isolement à la redécouverte du monde° (Jean-Pierre Clerc)

Géographie économique et politique de l'Allemagne* (Laurent Carroué)

Géographie économique et régionale de l'Europe occidentale* (Laurent Carroué)

Les grandes villes européennes*° (Jean-Claude Boyer)

Introduction à la civilisation américaine (Danièle Badel, Yves Malinier, Philip Golub)

Histoire de la civilisation européenne* (Mireille Azzoug et Renaud Zuppinger)

Histoire de la civilisation européenne orientale* (Ivan Djuric)

Histoire de l'Europe*° (Pierre Guidoni)

Histoire, culture et société en Italie du XIVe siècle au Risorgimento° (Jean-Louis Fournel)

Histoire des relations franco-allemandes* (Fred Schrader)

Les institutions françaises : État et collectivités territoriales° (Jean-Claude Boyer)

Les institutions françaises (Sébastien Barles)

Introduction à l'étude de la civilisation italienne contemporaine° (Domenico Romeo)

Introduction à l'étude des pays de la CEE à un seul commissaire*° (Jean-Claude Boyer)

Introduction à l'histoire de l'Espagne contemporaine° (José Vidal-Beneyto, Marie-Claude Lescuyer, Nancy Berthier)

Introduction à l'étude de la civilisation allemande (Michel Leiberich, Michel Fagard, Jacques-Pierre Gougeon, Thomas Serrier)

Introduction à l'étude de la société britannique (François Poirier, Claude Chenain, Richard Farnetti)

Lectures contradictoires de l'Espagne d'aujourd'hui° (José Vidal-Beneyto)

Littérature, idées et sociétés au Portugal° (Albert Alain Bourdon)

L'organisation politique et administrative de la France° (Claude Evin)

Pays anglophones : étude de la société et de la culture (Maurice Goldring + conférenciers)

Permanences géopolitiques et culturelles de l'Europe septentrionale*° – DEA (Jean-Claude Boyer + conférenciers)

Permanences géopolitiques et culturelles de l'Europe méditerranéenne – DEA*° (José Vidal-Beneyto, Victor Scardigli + conférenciers)

Permanences géopolitiques et culturelles dans l'ex-Union soviétique – DEA° (Claude Frioux et Irène Sokologorsky)

Le Portugal contemporain° (Carlos Da Fonseca)
 Les relations franco-allemandes : historique et perspectives*° (Jacques-Pierre Gougeon)
 Le rôle de l'Europe dans la formation des États-Unis et de l'identité américaine°
 (Renaud Zuppinger)
 Le Royaume-Uni et ses rapports à l'Europe et au monde* (David Drake)
 Le Royaume-Uni : histoire, institutions, évolutions (David Drake)
 La société britannique aujourd'hui : culture, mentalités, modes de vie (David Drake)
 La société britannique contemporaine (Claude Chenain, Richard Farnetti)
 Système politique et institutionnel français° (Claude Evin, Paul-Marie Coûteaux)

III - Art, culture, philosophie

L'Action culturelle internationale° (Bernard Piniau)
 L'appel à la modernité : du futurisme à l'«art mécanique»° (Laura Malvano)
 Art, culture, société° (Pierre Mayol)
 Artistes, société, publics° (Hélène Mathieu et Pierre Mayol)
 L'action culturelle de la France à l'étranger (module) – DESS (Marc Le Glatin)
 Les arts visuels du XXe siècle : cinéma, télévision, multimédia (Pierre Léglièse-Costa)
 Le cinéma espagnol° (Marc Bouyer)
 Le concept de nature dans la culture occidentale° (Jack Kligerman)
 Construction et légitimation du discours économique -DEA (Bernard Maris)
 La création artistique et son environnement – DESS/MST (Jean-Michel Djian, Raymond Weber, Catherine Tasca, Marc Le Glatin)
 Création contemporaine en Espagne° (Marc Bouyer)
 Culture et imaginaire° (José Vidal Beneyto, Renaud Zuppinger)
 Culture et modernité : lecture de textes américains° (Peter Caravetta)
 Culture et pensée en Europe de la Renaissance à l'Age classique° (Renaud Zuppinger)
 Le dédale des institutions publiques françaises : essai de repérage (Patrice Champion)
 Le dix-huitième siècle en Angleterre : littérature et société° (John Edwards)
 «Egodocuments» dans l'histoire européenne° (Fred Schrader)
 Esthétique et philosophie° (Jean-Noël Vuarnet)
 Esthétiques au XVIIIe siècle° (Jean-Noël Vuarnet)
 L'État de droit° (Francine Demichel)
 Éthique et politique chez Voltaire, Diderot et Rousseau° (Muhamedin Kullashi)
 L'Europe : permanences et mutations*° (Pierre Béhar, Jean-Claude Boyer, Jacques-Pierre Gougeon)
 L'Europe vue par ses poètes° (Silke Schauder)
 La formation de l'Europe : dates et lieux clés*° (Pierre Guidoni)
 Les grands courants de la pensée européenne au XIXe siècle° (en anglais) (Marx Wartofsky)
 Les hauts lieux de la culture en Europe*° (Catherine Tasca)
 De Hegel à Descartes : le cheminement de la philosophie moderne° (Muhamedin Kullashi)

Histoire de l'art vue par les musées (Chloé Théault)
 Histoire des idées et des systèmes politiques en Europe* (Mireille Azzoug et Bernard Maris/Pierre Cours-Salies)
 Humour et identité° (Judith Stora)
 Les identités européennes en construction : 1860-1914° (Peter Caravetta)
 Identités nationales et productions culturelles° (François Poirier)
 L'intellectuel dans la société moderne° (Denise Modigliani)
 Introduction à la sociologie de la culture et méthodologie du mémoire (Anne-Marie Autissier et Mireille Azzoug)
 Langage, corps, sémiologie° (Renaud Zuppinger et Robert Cantarella)
 Lectures poétiques : XVIII-XIX et XXe siècles (Pierre Guyotat)
 Lectures de l'histoire de la connaissance° (John Edwards)
 Lire l'Europe*° (Mireille Azzoug)
 Mentalités esthétiques en Europe* (Pierre Léglise-Costa)
 De la modernité au post modernisme dans la peinture européenne° (Monique Triomphe)
 Modes de vie, culture locale et identité nationale° (François Poirier)
 Mythes contemporains : valeurs et références (Renaud Zuppinger)
 Mythes d'hier : savoirs et croyances (Renaud Zuppinger)
 Nation et citoyenneté dans les traditions française et allemande° (Muhamedin Kullashi)
 L'opéra et les implications managériales de l'art lyrique (Françoise Decroisette, Pierre Léglise-Costa et conférenciers)
 Où se fabriquent les idées ? (Jacques Nikonoff)
 Les philosophes et les éducateurs devant les guerres du XXe siècle° (Philippe Soulez)
 La philosophie des Lumières° (Muhamedin Kullashi, Jacqueline Voevodsky)
 La photographie : étude de la représentation dans la culture européenne et américaine° (Jack Kligerman)
 Politiques artistiques et culturelles en France (Bernard Piniau, Isabelle Bongard)
 Politiques culturelles de la France : territoriales, nationales et internationales – DESS (Jean-Caune, Jean-François Marguerin, Louis-François Larnaud, Marc Le Glatin)
 Principes de la philosophie de Descartes à Spinoza° (Muhamedin Kullashi)
 Problématiques artistiques et champs culturels (Jean-Michel Djian et Gilles Roussel)
 Problèmes sociaux contemporains. Apports de la sociologie (Alain Bertho et Pierre Cours-Salies)
 L'Europe de la Renaissance*° (Mireille Azzoug)
 Les représentations de l'Europe – DEA*° (Renaud Zuppinger + conférenciers)
 Représentation de l'Europe : XVIIIe-XXe siècles° (Fred Schrader)
 Les réseaux européens*° (Mireille Azzoug et Bernard Cassen)
 Le roman policier : stratégies narratives et représentations (David Drake)
 Le Romantisme en Europe*° (Jacqueline Voevodsky)
 Le savoir et les techniques du Moyen Age à l'Age classique° (Renaud Zuppinger)

La science dans la société occidentale° (Marx Wartofsky)
 Systèmes culturels et esthétiques en Europe* – DEA/DESS (Renaud Zuppinger)
 Le théâtre de Pirandello° (Judith Rosowsky)
 Le théâtre en France et en Europe* (Catherine Dan)
 Théories esthétiques et philosophie de l'art : perspectives historiques et contemporaines sur les liaisons entre l'art et la société° (Marx Wartofsky)
 Utopie, histoire, civilisation° (Mireille Azzoug)
 L'utopie en crise ? ° (Mireille Azzoug)

IV -Problématiques politiques, économiques, sociales, culturelles et institutionnelles en Europe

Action culturelle et politiques de la culture en Europe*° (José Vidal-Beneyto)
 L'apprentissage du discours européen° (Fred Schrader)
 L'audiovisuel en Europe*° (Catherine Tasca et conférenciers)
 La construction européenne et les débats de la politique économique* (Gilles Raveaud)
 Crise des institutions et des représentations démocratiques en Europe*° (Pierre Cours-Salies)
 Culture européenne, culture américaine : les héritages communs° (Marx Wartofsky)
 L'euro : théorie et pratique*° (Rachid Krim)
 Les Douze et l'après-Maastricht*° (Bernard Cassen + conférenciers)
 Les dossiers de la construction européenne* (Bernard Cassen, Paul-Marie Coûteaux, Pierre Guidoni, Richard Farnetti, Bernard Maris, Anne-Cécile Robert)
 Droit et industries de la culture° (Jean François Millier et Véronique Parisot)
 Droit, démocratie, société (Anne Cécile Robert)
 Economies nationales et politiques communautaires* (Rachid Krim, Michèle Krivine, Laurent Carroué, Khelifa Messamah)
 États et mobilisations démocratiques : associations, syndicats, partis° (Pierre Cours-Salies)
 L'Europe de la communication* (Danièle Cassen et Patricio Tupper)
 L'Europe en débat* (Sami Naïr, avec le concours du Parlement européen)
 L'Europe en question*° (Mireille Azzoug et Bernard Cassen, Sami Naïr, conférenciers et députés européens)
 L'Europe et la mer*° (Jean-Claude Boyer et conférenciers)
 L'Europe juridique* (Bertrand Fessard de Foucault)
 Évolutions du travail et politiques de l'emploi dans les sociétés contemporaines* (Pierre Cours-Salies, Stéphane Lelay et Alex Neumann)
 Gestion des ressources humaines° (Pierre Larrouiturou)
 Gouvernance, modèles européen et anglo-saxon à l'épreuve de la mondialisation* (Richard Farnetti)
 Les institutions nationales des pays de l'Union européenne : étude comparée*° (André Demichel)

Les grandes organisations internationales à vocation culturelle° (José Vidal-Beneyto)
 Les grandes étapes de la construction européenne* (Bernard Cassen, Anne-Cécile Robert)
 Histoire du national-socialisme° (Fred Schrader)
 Les industries culturelles et le mécénat° (Bernard Roux)
 Les minorités nationales en Europe*° (Jean-Claude Boyer + conférenciers)
 Le monde du travail et de l'entreprise en Europe : institutions, cultures, pratiques° (Adelheid Hege et l'IRES)
 Organisations et coopération culturelles multilatérales face aux enjeux de la mondialisation (Anne-Marie Autissier)
 Les partis politiques en Europe*° (Jean-Claude Boyer)
 Les 'petits' États et l'intégration européenne – module SOCRATES° (Jean-Claude Boyer)
 La politique étrangère des grandes puissances européennes et la PESC*° (Paul-Marie Coûteaux)
 Politiques culturelles nationales et internationales en Europe et politiques audiovisuelles* – DESS (Bernard Piniau, Anne-Marie Autissier, André de Margerie)
 Les politiques culturelles nationales et l'Europe de la culture* (Anne-Marie Autissier)
 Politiques culturelles nationales et internationales en Europe et politiques audiovisuelles* – DESS (Anne-Marie Autissier et André de Margerie)
 Les politiques de la ville° (Jean-François Copé)
 Politiques sociales européennes*° (Claude Evin, Pierre Cours-Salies)
 Quelques grands politiques face à l'idée d'Europe*° (Bernard Cassen + Conférenciers)
 Recherche et industrie : politiques nationales et européennes*° (Bernard Cassen, Jean-Pierre Husson et Renaud Zuppinger)
 Statut juridique des femmes dans l'Union européenne – module pilote SOCRATES (Mireille Azzoug et Sébastien Barles)
 Le travail : crises et mutations° (Guy Groux)
 Travail et société en Europe : mutations et enjeux*° (Pierre Larrourou)
 Le travail : transformations et permanences° (Raymond Weber, Pierre Cours-Salies)
 L'Union européenne face aux défis à venir* (Sami Nair)
 Union européenne, Grande Europe : la recomposition du Vieux Continent* – DEA (Bernard Cassen, Jean-Claude Boyer + conférenciers)

V - Les partenaires et concurrents de l'Europe

a) L'Europe et le monde

Amérique du Nord : conflit ou partenariat ? – DEA° (Annie Lacroix-Riz et Serge Halimi)
 Carrefour de la francophonie et des pays francophones° (Rachid Krim)
 La coopération franco-africaine° (Marianne Morange)
 Les États-Unis face aux mutations politiques, économiques et sociales° (Pierre Dommergues)

Géoéconomie du commerce international (Rachid Krim, Khelifa Messamah, Roberto Romero)

Les grandes organisations internationales° (Raymond Weber)

Les grands blocs économiques et commerciaux : enjeux et conflits de la mondialisation° (Serge Halimi et Claude Leblanc)

Les grands blocs économiques et commerciaux : UE, Etats-Unis, Asie orientale* (Serge Halimi, Philip Golub)

Les grands enjeux des relations internationales (Gilbert Achcar)

Le nouveau contrat social : France, Europe, États-Unis° (Pierre Dommergues)

Partenaires et concurrents de la Communauté européenne : les pays de l'AELE et les grands blocs mondiaux*° (Bernard Cassen + conférenciers)

Les rapports euro-méditerranéens* – DEA/MST (Bertrand Fessard de Foucault)

Relations internationales : Analyse du système tripolaire mondial - DEA (Philip Golub et Richard Farnetti)

La Russie et l'Europe° (Claude Frioux)

Le système de relations internationales (Sami Naïr)

Villes d'Europe, villes d'Amérique à l'horizon 2000° (Pierre Dommergues)

b) Pays de l'Est et d'Europe centrale

La crise des Balkans : historique et perspectives° (Ivan Djuric)

L'Europe centrale et orientale : permanences et transitions – DEA (Pierre Béhar et Jean-Yves Potel/Bertrand Fessard de Foucault)

Insertion des PECO dans les flux d'échanges internationaux (Magalie Mollet)

Les PECO et la perspective d'élargissement de l'Union européenne* (Jean-Yves Potel, Édith Lhomel)

Mutations des sociétés est-européennes° (Jean-Yves Potel)

Permanences géopolitiques et culturelles de l'Europe de Est° (Claude Frioux)

Les politiques d'aménagement du territoire en Europe centrale et orientale : le cas de la Hongrie° (Jean-Pierre Aubert)

Les questions politiques du changement en Europe centrale° (Jean-Yves Potel)

La Russie en changement (Ludovic Royer)

Société et culture dans les PECO (Anne-Marie Autissier et Thomas Serrier)

Société et culture russe : mentalités, représentations et modes de vie° (Irène Sokologorsky et Ludovic Royer)

Société et représentations en Russie et dans les pays de la CEI (Irène Sokologorsky et Ludovic Royer)

Les transformations politiques économiques et sociales dans les PECO* (Jean-Yves Potel, Édith Lhomel)

Transformations des structures industrielles et commerciales des PECO I et II* (Magalie Mollet)

Le voyage en URSS : témoignages et représentation° (Claude Frioux)

VI - Commerce, économie, droit, gestion, mercatique

Aides et financements privés de la culture et des arts (Anne-Marie Autissier)
Analyse financière (Virginie André de Milleret, Evelyne Ostier, Josiane Clauzel, Isabelle Chéreau-Couzin, Hélène Aubry)
La CE : institutions nationales et institutions communautaires (André Demichel)
Commerce international et mondialisation (Bernard Cassen, Richard Farnetti, Bernard Maris)
Commerce sur l'Internet : état des lieux, enjeux et perspectives° (Rachid Krim)
Communication et marketing des entreprises, des villes et des régions° (Hervé Sérieyx)
Concurrence et stratégie d'alliance des entreprises° (Hervé Sérieyx)
Créer et gérer les entreprises : des théories aux pratiques innovantes° (Michel Hervé)
Développement international de la PME° (Jean-Marc Benammar)
Droit commercial (Guy Paris)
Droit de l'entreprise culturelle – DESS (Marie Cornu, Luisa Serée de Roch, Jean-François Chougnet)
Droit des affaires (Annie Dubos)
Droit du commerce international (Guy Paris)
Droit du sport° (Guy Paris)
Droit du travail (Danièle Chabbi)
Les études de marché : théorie et pratique (Roberto Romero)
Finance internationale (Bernard Maris, Jacques Nikonoff)
Finances publiques° (Jean-François Copé)
Forces et faiblesses de l'économie française dans le contexte européen et international° (Hervé Sérieyx)
Géoéconomie du commerce international
Gérer les collectivités territoriales et les entreprises : convergences et différences° (Hervé Sérieyx)
Gestion des collectivités locales : étude de cas° (Jean-François Copé, Philippe Maingault)
Gestion de l'entreprise° (Hervé Sérieyx)
Gestion financière et administration des entreprises culturelles° (Jean-Pierre Niederhauser)
Gestion internationale de l'entreprise (Jean-Marc Benammar)
Gestion : stratégies et outils face aux situations de crise° (Michel Cros)
Identité culturelle et culture des affaires (Sylviane Toporkoff)
Les industries culturelles° (Anne-Marie Autissier)
Introduction au droit de la culture (Anne-Marie Sanselme, Anne Garola-Giuglaris, Anne-Élodie Télémaque, Guy Paris)
Introduction à l'analyse financière et à la gestion culturelle de l'entreprise° (Jean-Pierre Bataille)

Management culturel et gestion appliquée des ressources humaines° (Jean-Michel Djian et Hervé Sérieyx)

Management des théâtres : atelier° (Stéphane Guerrero)

Marketing international (Jean-Marc Benammar)

Marketing stratégique° (Christine Burnens, Sylviane Toporkoff)

Les marques : outils économiques, culturels et politiques (Roberto Romero)

Les mécanismes du GATT et les dossiers de l'Uruguay Round° (Bernard Cassen et Pierre Guidoni)

Mécénat et sponsoring° (Martine Tridde)

Mercatique (Jacques Duboin, Isabelle Chéreau-Couzin, Sylviane Toporkoff)

Montage de projets : voir Rubrique : «Enseignements pratiques», p. 86.

Outils et concepts juridiques : le droit, un instrument indispensable (Sébastien Barles)

PME stratégies export et stratégies financières° (Rachid Krim)

La politique de déréglementation : une nouvelle approche de la concurrence en Europe*° (Sylviane Toporkoff)

Pratique de management des institutions culturelles – DESS (Jean-Michel Djian, Jean-Pierre Niederhauser, André Mondy et Christine Camdessus)

Quelques grandes entreprises européennes*° (Jean-Claude Boyer)

Société de l'information et compétitivité de l'Europe dans une économie globale (Sylviane Toporkoff)

La stratégie appliquée à l'organisation et à la communication de l'entreprise° (Michel Cros)

Stratégies de communication de l'entreprise (Michel Cros)

La stratégie des entreprises dans le contexte européen et international° (Hervé Sérieyx)

La stratégie des entreprises, des villes et des régions : les réponses à la complexité° (Hervé Sérieyx)

Stratégie et organisation des entreprises° (Michel Cros)

Techniques du commerce international (Jacques Vuillod, Isabelle Chéreau-Couzin, Martine Massabié, Vincent Camet)

VII - Développement régional

L'Aménagement du territoire national° (Jacques Chérèque, Jean-Pierre Aubert)

Aménagement du territoire et politiques régionales° (Jean-Pierre Aubert)

Les collectivités territoriales (Philippe Maingault)

Les collectivités territoriales : institutions, gestion, finances° (Jean-François Copé)

Le développement économique local régional : stratégies et pratiques° (Jean-François Copé)

Développement économique local (Philippe Maingault)

Environnement, développement durable et services publics (Bernard Maris)

Espaces protégés : de la nature en conserve à l'aménagement durable du territoire (Claude-Marie Vadrot)

L'Europe des régions : module SOCRATES (Jean-Claude Boyer, Laurent Carroué)

Gérer et développer les collectivités territoriales : la symbiose du politique, de l'économique du culturel et de l'écologique° (Michel Hervé)

Gestion des collectivités locales : étude de cas° (Philippe Maingault)

Management culturel des collectivités territoriales en Europe (Bernard Piniau, Roger Tropéano)

Les politiques communautaires d'aménagement du territoire° (Jean-Pierre Aubert, Jean-François Drevet, Jean-Claude Boyer)

Les politiques de la ville° (Jean-François Copé)

Les politiques de la ville : l'insertion par l'économique° (Michèle Boullègue)

Politiques de la ville : nouvelles questions sociales, nouveaux métiers, nouvelles procédures (Alain Bertho)

Politiques régionales : approche comparative au niveau international° (Jean-Pierre Aubert)

Les pouvoirs locaux en Europe*° (Jean-Claude Boyer + conférenciers)

Pouvoirs locaux et développement local et régional en Europe*° (Jean-Claude Boyer)

Territoires, villes et régions en Europe – module SOCRATES (Jean-Claude Boyer et Laurent Carroué)

Transport et logistique (Rachid Krim, Jean-Marc Benammar)

Villes d'Europe, villes d'Amérique à l'horizon 2000 (Pierre Dommergues).

VIII - Enseignements techniques

(Documentation, communication, informatique, comptabilité..)

La Commission européenne : mode d'emploi*° (Annie Blasco et Louis-François Larnaud)

Communication audiovisuelle et création° (André de Margerie)

Concepts et outils de l'économie (Jacques Nikonoff, Gilles Raveaud)

Ecrire, rédiger en français (Mireille Azzoug, Bernard Cassen)

Informatique et Internet (Gérard Darmon)

Informé, s'informer sur l'Europe° (Guy Pélachaud)

Initiation aux techniques comptables (Jacques Vuillod)

Méthodologie de l'expression écrite et orale (Jacques Nikonoff)

Outils informatique et techniques documentaires (Guy Pélachaud, Maryse Chamard)

Sources juridiques et institutionnelles européennes* – DEA/DESS (Sébastien Barles)

Stratégies de communication : économie du projet audiovisuel – DESS (Christine Camdessus)

Techniques de rédaction en français° (Bernard Cassen, Bernard Lagneau, Christine Durand-Vandenberghé, Paul-Marie Coûteaux)

IX - Enseignements pratiques

- Atelier : analyse financière et gestion comptable appliquée° (Louis-François Larnaud)
Autoévaluation des aptitudes et identité professionnelle (Colette Davaze, Sabine Casanova)
Commerce international : atelier (Jacques Vuillod, Vincent Camet)
Création d'entreprises : atelier (Jean-Marc Benammar, Magalie Mollet)
Création et gestion de PME : atelier° (Jacques Vuillod)
Enquête sociologique et projets de recherche (Pierre Cours-Salies, Stéphane Le Lay)
Espaces protégés : stage Cévennes (Claude-Marie Vadrot et Alain Bué)
Espaces protégés : stratégies et pratiques : étude de terrain (Claude-Marie Vadrot)
Internet, multimédia et ressources documentaires° (Guy Pélachaud)
Introduction aux grands principes de la comptabilité publique/privée° (Catherine Vieilledent-Montfort)
Jeux d'entreprise : pilotage d'une PME et stratégies financières/stratégies export (Fernando Acosta)
Management culturel des collectivités territoriales en Europe : atelier (Roger Tropéano)
Méthodologie de la recherche : séminaire et tutorat (Pierre Cours-Salies)
Méthodologie de la rédaction du mémoire – DESS (Renaud Zuppinger)
Management des musées : études de cas (Sylvie Gonzales)
Méthodologie et stratégie de montages de projets culturels (Isabelle Bongard et professionnels)
Montage de projets : atelier arts plastiques, industries culturelles, musées : (Isabelle Bongard et Chloé Théault)
Montage de projets culturels internationaux (Patrice Champion)
Montage de projets culturels : théâtre (Catherine Dan)
Montage de projets : méthodologie et pratique – DESS (Marc Le Glatin + conférenciers professionnels)
Montage et gestion des opérations culturelles institutionnelles (Mireille Azzoug)
Pratiques de management des institutions culturelles – DESS (André Mondy, Christine Camdessus)
Projets d'action I et II (Rachid Krim, Jacques Vuillod, Jean-Marc Benammar, Roberto Romero)
Projets tutorés (licence professionnelle) : marchés chinois, nord-américain et allemand (Jean-Marc Benammar), marchés européen et latino-américain (Roberto Romero et Sylviane Toporkoff), marchés des PECO (Magalie Mollet)
Visites d'études et rencontres professionnelles – DESS (Anne-Marie Autissier)

La formation doctorale
(DEA et doctorat)

**La construction européenne :
enjeux géopolitiques,
économiques et socioculturels**

Au carrefour des disciplines et des débats de société

La formation doctorale de l'IEE, qui s'intitule depuis la rentrée 2000-2001 «La construction européenne. Enjeux géopolitiques, économiques et socioculturels» a pris la relève de la formation «Mutations des sociétés et cultures en Europe», et s'est intégrée dans l'École doctorale de sciences sociales.

Le nouvel intitulé répond à un double souci : intégrer les champs de recherche de nouveaux enseignant-e-s et identifier plus précisément les problématiques et les axes de réflexion les plus saillants liés à la construction de l'Europe prise au sens large, qu'il s'agisse des pays membres de l'Union ou candidats à l'adhésion, ou encore des ensembles géopolitiques ou économiques interférant avec l'Union. Les principaux enjeux évoqués, qui s'inscrivent dans les grands débats de société et de civilisation actuels, exigent une approche pluridisciplinaire et comparative.

La formation doctorale est dirigée par Pierre Cours-Salies (directeur), sociologue, professeur à l'IEE, et Bernard Maris (directeur-adjoint, après en avoir été le directeur de 2000 à 2002), économiste, professeur à l'IEE. Ils succèdent à Bernard Cassen et Jean-Claude Boyer, qui l'ont successivement dirigée de sa création en 1990 à 2000, et auxquels l'Institut exprime ici ses plus vifs remerciements.

Une équipe, constituée de six groupes de recherche thématiques, encadre les étudiants et chercheurs de l'IEE : le Centre d'études des mutations en Europe (dirigé par Mireille Azzoug et Bernard Maris). Le CEME fonctionne en étroite synergie avec les programmes européens Jean-Monnet et SOCRATES de l'IEE, et relaie les différentes problématiques étudiées dans les cursus de ses formations, associant étroitement enseignement et recherche.

Ainsi, le groupe de recherche sur le statut juridique des femmes dans l'Union européenne (SJFE) situe ses travaux dans le prolongement de ceux du module pilote Socrates du même nom, celui sur les territoires, économies et sociétés en Europe (TESE) poursuit le travail initié au sein du module européen «Géopolitique régionale et développement territorial dans l'UE» (aspects particulièrement étudiés dans la MST Commerce international et développement économique régional). Les analyses menées sur les pays d'Europe centrale et orientale et leurs évolutions – politiques, économiques et culturelles – en perspective de l'élargissement de l'Union européenne alimentent les enseignements de la filière sur les Pays d'Europe centrale et de l'Est, transversale à tous les diplômes de l'IEE. Le groupe de recherche sur les systèmes culturels et esthétiques en Europe (SCEE) développe des thématiques liées aux formations de gestion culturelle de l'IEE (DESS «Management culturel en Europe» et MST «Études européennes : gestion et valorisation des échanges culturels et sociaux»). Ceux sur la construction et la légitimation de l'économie et du social (CLES), sur l'analyse des politiques sociales en Europe (APSE) ou sur les relations internationales et l'économie politique internationale (RIEPI, en cours de structuration) approfondissent des problématiques majeures de la construction européenne et de ses politiques d'intégration économique – avec leurs conséquences sociales et politiques – dans le contexte des mutations qu'engendrent la mondialisation et le libéralisme économique dans l'ensemble des sociétés de la planète.

Une recherche ouverte sur les problématiques européennes et les réalités sociales

Les recherches menées et les analyses développées ont ainsi non seulement pour but de contribuer à la recherche fondamentale mais aussi de s'inscrire dans le débat public et la réflexion sur les pratiques sociales. Dans leur majorité, les étudiant-e-s de l'IEE ne se destinent pas à devenir des enseignants-chercheurs, mais des acteurs sociaux et économiques. Il s'agit pour eux d'injecter des pratiques de recherche dans les secteurs socioéconomiques affectés par la construction européenne, tant pour répondre aux besoins de qualification requis pour des emplois liés à l'intégration européenne que pour contribuer à une formation du citoyen européen. C'est donc à une nouvelle conception de la recherche, articulant vocation citoyenne et professionnalisation, qu'invitent l'IEE et sa formation doctorale, sans rien sacrifier des exigences de rigueur et d'indépendance qui doivent présider à toute démarche de recherche. C'est peut-être ce qui fait l'originalité et le succès de cette formation.

Les champs de recherche

Les études européennes constituent un champ d'études et non une discipline. Seul le concours de disciplines multiples, dans une démarche pluridisciplinaire, permet de l'appréhender dans sa richesse et sa complexité. Cette démarche se double nécessairement d'une approche comparative, la totalité des problématiques abordées étant transnationales et transculturelles. C'est donc à partir de ces réalités que se positionnent les enseignements dispensés dans les séminaires et les recherches menées dans les équipes d'accueil ou les groupes de réflexion constitués au sein de la formation doctorale et de son Centre d'études des mutations en Europe.

Principaux champs de recherche : recherches historiques et contemporaines sur la construction communautaire et ses relations avec l'Europe centrale et balkanique et avec les États issus de l'ex-URSS ; les rapports avec les États-Unis et les autres ensembles géopolitiques ; la vie intellectuelle, la formation, les courants et les échanges culturels ; le cadre et les modes de vie ; le travail et l'emploi ; la place de la science et de la technologie ; les médias ; la démocratie et la participation des citoyens en Europe.

Toutes les recherches entreprises doivent être comparatives. Les comparaisons peuvent également s'effectuer entre des pays européens et des pays d'autres continents.

Secteurs disciplinaires dans lesquels peuvent se mener des recherches au sein de la formation doctorale

Le numéro de la section du CNU correspondante est indiqué entre parenthèses :

- droit public (2)
- science politique (4)
- science économique générale (5)
- sciences de gestion (6)
- langues et littératures anglaises et anglo-saxonnes (11)
- langues et littératures germaniques et scandinaves (12)
- langues et littératures romanes : espagnoles, italiennes (14)
- philosophie (17)
- arts : plastiques, du spectacle, musique, esthétique, sciences de l'art (18)
- sociologie, démographie (19)
- géographie physique, humaine, économique et régionale (23)
- sciences de l'information et de la communication (71).

Les directeur-trice-s de recherche

L'équipe des directeur-trice-s de recherche est composée d'enseignant-e-s d'origines disciplinaires très variées, partageant un même souci de prise en compte de la dimension européenne dans leur démarche scientifique.

Pierre Béhar, professeur, littérature et civilisation allemandes, Université de la Sarre

Alain Bertho : maître de conférences, ethnologie, Paris 8

Gérard Bossuat : professeur, histoire, Université de Cergy-Pontoise, chaire européenne Jean-Monnet en «histoire de la culture»

Rémi Brague, professeur, philosophie, Université Paris 1

Danièle Bussy Genevois, professeure, civilisation et littérature espagnoles, Université Paris 8

Laurent Carroué, professeur, géographie, Université Paris 8

Bernard Cassen, professeur, civilisation anglo-saxonne, Université Paris 8

Pierre Cours-Salies : professeur, sociologie, science politique, IEE

Francine Demichel, professeure, droit et science politique, Université Paris 8

Françoise Dreyfus : professeure, science politique, Paris I

Richard Farnetti : professeur, civilisation anglo-saxonne, IEE

Christian Hen : professeur, droit, Université de Toulouse 3

Jacqueline Heinen, professeure, sociologie, Université de Saint-Quentin-en-Yvelines

Jean-Pierre Liégeois : professeur, sociologie, Centre d'études tziganes, Paris 3

Bernard Maris, professeur, économiste, Université Paris 8

Henri Ménudier, professeur, civilisation allemande, Université Paris 3

René Passet, professeur émérite, économie, Université Paris 7

Pierre Lunel, professeur, droit, Université Paris 8

Catherine Samary : maître de conférences, docteur d'État, économie, Paris 9-Dauphine, Institut de recherche interdisciplinaire en socio-économie IRIS/ NRS-Dauphine

Victor Scardigli, directeur de recherche au CNRS, sociologie

Sylviane Toporkoff, maître de conférences, docteure d'État, économie, Université Paris 8

Constantin Vergopoulos, professeur, économie, Université Paris 8

Jean-Marie Vincent, professeur, science politique, Université Paris 8

Renaud Zuppinger, professeur, civilisation et littérature anglo-saxonnes, Université Paris 8

Co-dirigent les DEA et thèses :

Mireille Azzoug : maître de conférences, civilisation et littérature anglo-saxonnes, IEE

Anne-Marie Autissier : maître de conférences, sociologie de la culture, IEE

Jacques Nikonoff : professeur associé, science politique, IEE

Jean-Yves Potel : conseiller culturel de la France à Varsovie, science politique

Ont également été directeur-trice-s de recherche dans la formation doctorale :

Evelyne Andréani, professeure, musique, Université Paris 8

Guy Berger, professeur, sciences de l'éducation, Université Paris 8

Jean-Claude Boyer, professeur, géographie, IEE

Christian de Brie, maître de conférences, docteur d'État, science politique, Université Paris 8

Roland Colin, professeur, science politique, Institut d'études politiques de Paris

† **André Demichel**, professeur, droit et science politique, Université Paris 8

Pierre Dommergues, professeur, civilisation américaine, Université Paris 8

Claude Frioux, professeur, littérature et civilisation russes, Université Paris 8

Geneviève Jacquinot, professeure, sciences de l'éducation, Université Paris 8

Annie Lacroix-Riz, professeure, histoire, Université de Toulouse-le-Mirail

† **Jean-Michel Palmier**, professeur, esthétique, Université Paris 1

François Poirier, professeur, civilisation britannique, Université Paris 13

Judith Rosowsky, professeure, civilisation/littérature italiennes, Université Paris 8

Alain Roux, professeur, histoire de la Chine, INALCO

Irène Sokologorsky, professeure, littérature et civilisation russes, Université Paris 8

Antonia Soulez, professeur, philosophie, Université Paris 8

† **Philippe Soulez**, professeure, philosophie, Université Paris 8

Judith Stora, professeure, littérature générale et comparée, Université Paris 8.

Cursus

Le DEA comporte 120 heures de cours théoriques et méthodologiques, organisés sous forme de séminaires – semestriels ou annuels – de 30 heures chacun et la rédaction d'un mémoire de recherche de 70 à 100 pages.

Quatre séminaires d'enseignement et recherche doivent être suivis au total :

– le séminaire (obligatoire) de méthodologie de la recherche qui intègre une initiation aux concepts de base des disciplines (droit, économie, géographie, science politique, sociologie) ;

– le séminaire général (obligatoire) : «De l'UE à la Grande Europe : la recomposition du Vieux Continent» ;

– deux séminaires spécifiques : à choisir parmi ceux offerts par l'IEE, ou, avec l'accord du directeur de recherches, parmi les séminaires d'autres formations doctorales (de Paris 8 ou d'autres universités) ou parmi les UE spécialisées de l'IEE.

Effectifs inscrits et diplômés**Nombre de candidats par an** : 200**Nombre d'admis-e-s par an** : une quarantaine de nouveaux étudiant-e-s en moyenne (de 30 à 50 selon les années).**Nombre d'étudiant-e-s inscrits** (en effectifs réels) de 1990-1991 à 2002-2003 : 492

Femmes : 279, soit 56,7%

Hommes : 213, soit 43,3%

Nombre d'étudiant-e-s diplômables : 414

Sur l'effectif total des 492 inscrit-e-s, 58 sont inscrits en 2002-2003 et 13 sont réinscrits, soit 71 étudiant-e-s qui ne pourront soutenir qu'à partir de 2003.

Par ailleurs, 3 étudiant-e-s ont été inscrits par erreur, 3 ont été réorientés vers d'autres DEA et 1 est décédé.

Nombre d'étudiant-e-s diplômés : 237

Parmi les non diplômé-e-s, 9 ont été ajournés. Les autres ont, pour la plupart, suivi et obtenu 1 ou plusieurs des 4 séminaires exigés.

Taux de succès : 57, 25 %

Femmes : 132, soit 55,7%

Hommes : 105, soit , 44,3 %

Étudiant-e-s français diplômés : 152, soit 64,2%**Étudiant-e-s étrangers diplômés** : 85, soit 35,8%**Mentions** :

		Français/152	Étrangers/85
passable :	16 (07%)	03 (02,00%)	13 (15,30%)
assez bien :	64 (27%)	35 (23,00%)	29 (34,15%)
bien :	80 (34%)	58 (38,20%)	22 (25,85%)
très bien :	74 (31%)	56 (36,80%)	18 (21,20%)
non précisée*	03 (01%)	00	03 (03,50%)

(* l'octroi de la mention n'est pas obligatoire pour le DEA)

Nationalités des diplômé-e-s (avec indication de la mention) :

Albanais : 1 (B) ; Algériens : 7 (2 AB, 5 P) ; Allemands : 6 (3 TB, 3 B) ; Arménien : 1 (TB) ; Belges : 2 (TB, B) ; Bosnien : 1 (B) ; Britanniques : 2 (B, non précisé) ; Camerounais : 3 (3 AB) ; Canadien : 1 (P) ; Chilien : 1 (B) ; Chinois : 1 (B) ; Coréens : 2 (AB, B) ; Croate : 1 (AB) ; Espagnols : 3 (1 B, 2 AB) ; Grecs : 9 (2 TB, 3 AB, 3 P, 1 non précisé) ; Haïtien : 1 (AB) ; Hongrois : 2 (TB, AB) ; Italiens : 8 (2 TB, 3 B, 1 AB, 1P, 1 non précisé) ; Iranien : 1 (AB) ; Japonais : 1 (TB) ; Mauricien : 1 (TB) ; Moldave : 1 (TB) ;

Norvégien : 1 (TB) ; Néerlandais : 1 (TB) ; Nigériens : 1 (AB) ; Nigérian : 1 (AB) ; Polonais : 2 (B, P) ; Portugais : 3 (2 TB, 1 AB) ; Roumains : 2 (B, AB) ; Russes : 2 (B, AB) ; Sénégalais : 3 (2 AB, 1 P) ; Slovaque : 1 (B) ; Suisses : 2 (AB, B) ; Togolais : 1 (TB) ; Tchèque : 1 (AB) ; Tunisiens : 2 (B, AB) ; Yougoslaves : 2 (B, P) ; autres : 3 (2 AB).

Débouchés

La majorité des étudiant-e-s ne se destinent pas à une carrière universitaire, mais préparent ce diplôme pour parfaire leurs connaissances sur la construction européenne et éventuellement les réinjecter dans d'autres recherches (étudiant-e-s inscrits dans d'autres DEA ou doctorats) ou dans leur vie professionnelle (les séminaires accueillent des enseignant-e-s du secondaire, des salariés des médias et de la presse, des responsables politiques et syndicaux, des acteurs et salariés des collectivités territoriales, des cadres d'entreprise). Seuls 30% des diplômé-e-s poursuivent en doctorat.

Les débouchés sont liés à la formation dont dispose par ailleurs le/la diplômé-e, et qui est fonction de son parcours universitaire, et éventuellement professionnel, antérieur. Allié à d'autres compétences, ce DEA constitue un atout pour l'accès à divers secteurs professionnels, notamment :

- les carrières de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- les métiers de la traduction et de la documentation ;
- le journalisme et l'édition ;
- les métiers liés au commerce international ;
- les métiers de la communication et de la culture ;
- les relations internationales et les échanges culturels ;
- les carrières au sein des organisations internationales et européennes ; les carrières de l'administration.

La majorité des diplômé-e-s de DEA s'insèrent rapidement sur le marché du travail. Certains de ceux qui sont déjà salariés utilisent ce nouveau titre soit pour obtenir une promotion, soit pour changer d'emploi.

Parmi les titulaires du DEA ayant pu valoriser ce diplôme :

- un étudiant promu à l'un des plus hauts postes du Comité économique et social de l'Union européenne ;
- deux étudiants administrateur principal du Conseil de l'Union européenne
- deux autres administratrices des groupes au Parlement européen
- une étudiante devenue déléguée générale à la Fédération nationale des foyers ruraux
- deux étudiantes embauchées dans le secteur de l'édition
- deux étudiants devenus directeurs de sociétés à vocation culturelle

- une étudiante devenue magistrate
- deux étudiantes et un étudiant devenus journalistes
- une étudiante devenue responsable de la communication à Sources d'Europe
- un étudiant devenu PAST
- une étudiante chargée de mission pour le cirque et les arts de la rue à la direction des affaires culturelles de la Mairie de Paris
- un étudiant promu chef de projet au Comité départemental du tourisme de la Seine-Saint-Denis
- un étudiant ayant obtenu un poste de conseil sur le financement des partis politiques à la Mairie de Paris
- un étudiant chargé de projet d'une chaîne hôtelière en Turquie,
- une étudiante responsable de l'Association des télévisions associatives
- plusieurs étudiants devenus administrateur ou chargé de mission d'organismes culturels (la Flèche d'Or, Association européenne de sauvegarde du Ponte Vecchio à Florence...)
- deux étudiants directeurs de Centres culturels français à l'étranger (Espagne et Roumanie)
- un étudiant responsable des publications de l'IRIS (*L'Année stratégique*)
- une chargée de mission à la Maison des écrivains
- une directrice de programmes de validation des compétences
- une étudiante occupant un poste dans les relations diplomatiques à Séoul (Corée du Sud)

LE DOCTORAT

Une trentaine d'étudiant-e-s sont inscrits en doctorat, dont 40% environ sont issus du DEA de l'IEE. Actuellement, tous les docteurs sont titulaires du DEA de l'IEE. Mais d'autres venant d'autres DEA vont soutenir à court terme.

Diplômé-e-s

14 doctorats ont été soutenus entre 1995 et 2002 dans la formation doctorale, et trois autres doctorant-e-s s'apprêtent à soutenir.

5 sont des femmes. 4 sont des étrangers, dont 1 femme : 1 Belge, 1 Camerounais, 1 Polonaise, 1 Sud-Coréen.

Les 14 docteur-e-s ont obtenu la mention très honorable, dont 5 avec les félicitations du jury (parmi lesquels 2 femmes).

3 des thèses soutenues ont été publiées, dont une en Belgique et une en Corée.

Parmi les titulaires du doctorat, un seul a pu bénéficier d'un poste d'ATER, aucune allocation de recherche n'ayant été attribuée à la formation jusqu'en 1999.

Toutefois, 4 de ces docteur-e-s ont obtenu des bourses sur concours : une bourse Lavoisier pour recherches au Japon, une bourse Robert Schuman (de la Fondation Schuman) et deux bourses CIFRE.

Depuis, la formation a obtenu trois allocations de recherche, 2 postes d'ATER et 3 monitorats.

Débouchés

3 des docteur-e-s sont devenus enseignant-e-s du supérieur : 2 maîtres de conférences en France (dont 1 thèse publiée) et 1 en Corée (thèse publiée).

Les autres docteur-e-s occupent les postes suivants :

- directeur d'entreprise en Belgique
- ingénieur promu à la direction d'une filiale de Bull en Europe
- directeur des ressources humaines dans une grande entreprise en France
- chargé de mission à la Commission européenne pour la circulation des biens culturels
- présidente d'une association chargée de programmes européens en direction des populations rurales et notamment des femmes
- deux poursuivent des études post doctorales
- un est en cours de qualification

Les autres n'ont pu être joints. Deux étaient déjà salariés, dont un dans l'enseignement secondaire.

Diplôme d'études supérieures spécialisées
(DESS : troisième cycle)

Management culturel en Europe

responsables pédagogiques :

Renaud Zuppinger (depuis 1992), professeur
Jean-Michel Djian (de 1993 à 2000), professeur associé, ex-directeur
du *Monde de l'Éducation*, rédacteur en chef de la chaîne Histoire
Marc Le Glatin (depuis 2000), professeur associé,
directeur du Théâtre de Chelles

Objectif : former de futurs professionnels de la culture, capables d'exercer des responsabilités stratégiques au sein d'institutions culturelles ou auprès de décideurs publics ou privés, soucieux de s'attacher des personnalités compétentes, au fait des problématiques artistiques, qu'elles soient locales, nationales ou internationales.

Accessible sur concours (examen écrit et entretien avec un jury) aux titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent, ayant des connaissances en matière d'art et de culture.

Le cursus, **de 600 heures** (soit 60 crédits européens ECTS), s'articule en quatre modules de 150 heures chacun :

- **L'environnement politique et artistique**
 - politiques artistiques et culturelles en France
 - politiques culturelles territoriales, nationales et internationales en Europe
 - la création artistique et son environnement
 - stratégies de communication et politiques culturelles audiovisuelles
- **L'économie du projet culturel**
 - pratiques de management de l'entreprise culturelle
 - droit et gestion de l'entreprise culturelle
 - séminaire professionnel, études de cas
- **Le contexte européen**
 - Commission européenne : mode d'emploi
 - 1 UE sur la construction européenne
 - 2 UE de culture générale et 1 UE sur le contexte européen
 - tutorat
- **Langues, ressources et expression**
 - 4 UE de langue étrangère (traduction, techniques de rédaction, langue spécialisée)
 - Langages, corps, sémiologie
- **Stage en entreprise et mémoire** soutenu devant un jury d'enseignants et de professionnels.

La formation est assurée avec le concours des entreprises suivantes qui parrainent la formation :

Africréation - Agence de coopération culturelle et technique - Association française d'action artistique - Canal + - Centre d'information pour l'Europe - Centre d'art contemporain de Francfort - Centre européen de la culture (Genève) - Centre Georges Pompidou - Centre international de vidéo (Montbéliard) - Centre régional du développement culturel de Nantes, Comédie française - Conseil de l'Europe - Cooper et Lybrand - Courrier international - Direction des affaires culturelles de la ville de Paris - Eurocréation - Europe cinéma - Fédération française des MJC - Festival d'Avignon - Fondation européenne de la culture (Amsterdam) - Fondation Paribas - France Télécom multimédia - IMA productions - INA - Institut du monde arabe - Institut français d'Athènes - Institut français de Prague - Institut franco-portugais de Lisbonne - IRCAM - Kultur Kontakt (Autriche-Fondation) - La cinquième - La Métaphore - La Vidéo-thèque de Paris - Le Monde de l'éducation - Les Films d'ici - Literatur Werkstatt Berlin - Maison des cultures du monde - Ministère de la culture - Municipalité de Barcelone - New Morning - Olympia - Paris Quartiers d'été - Printemps de Bourges - Réunion des musées nationaux - Sept - Song Line - Théâtre de l'Europe - UNESCO - Virgin.

Historique et caractéristiques de la formation

Le DESS «Management culturel en Europe» a été habilité en octobre 1993. Il a été préparé par une étude prospective menée par Renaud Zuppinger, liée à la mise sur pied, pour un an, d'un diplôme d'université expérimental en «Culture et communication», qui a accueilli une vingtaine d'étudiants.

La rencontre, cette même année, avec Jean-Michel Djian, directeur d'Eurocréation et professionnel de la culture, a abouti à une réorganisation partielle de la formation projetée et à une modification de son intitulé : le diplôme d'université a alors pris pour intitulé «Management culturel en Europe» et, parallèlement, une demande d'habilitation à dispenser le DESS a été déposée, qui a été accordée l'année suivante.

Le diplôme d'université, qui n'a fonctionné qu'un an, a immédiatement attiré de nombreux candidats et accueilli une trentaine d'étudiants, qui ont, à l'issue du diplôme, pu se placer très rapidement sur le marché du travail. D'ailleurs, une partie des titulaires du DESU s'étaient réinscrits en DESS, pour compléter leur cursus et obtenir le nouveau diplôme, mais ils ont en majorité très rapidement trouvé des emplois de très bon niveau et n'ont pas poursuivi.

Le contenu du DESS a été soigneusement élaboré par Jean-Michel Djian, Renaud Zuppinger et l'équipe enseignante de la filière culturelle de l'IEE, dont plusieurs professionnels, recrutés sur proposition de Jean-Michel Djian, étaient des responsables culturels de haut niveau. La formation qui s'est ainsi mise en place

concilait les exigences universitaires (formation culturelle et théorique de haut niveau) avec les impératifs professionnels (une bonne connaissance des institutions et milieux culturels ainsi que des secteurs artistiques, une formation solide en gestion et une dimension européenne (maîtrise de 2 langues étrangères, connaissance des dossiers européens, notamment en matière de politiques et de financements de la culture).

En 2002, Marc le Glatin, professeur associé et directeur de Théâtre de Chelles, a pris la relève de Jean-Michel Djian, qui se consacre à un DESS par compagnonnage.

Le DESS a, dès son ouverture, attiré de nombreux candidat-e-s, motivés par la garantie d'une équipe professionnelle chevronnée, et par un taux de succès et de placement élevés.

Le DESS «Management culturel en Europe» attire chaque année davantage de candidats. La formation s'adapte et développe de nouvelles dimensions : elle a renforcé la formation en gestion et en communication, intensifié la pratique et le suivi des montages de projets, et élargi la dimension européenne à une dimension internationale plus visible.

Effectifs

Nombre de candidat-e-s par an : 600 à 700

Nombre d'admis-e-s par an : de 19 à 25, dont 4 à 5 étudiant-e-s en formation continue. Le DESS a reçu pour ce public un financement de la région.

Nombre d'étudiant-e-s inscrits : de 1993-1994 à 2002-2003 : **216**

Caractéristiques de la population

Hommes : 52 (24 %)

Femmes : 164 (76%)

Étudiant-e-s étrangers : 35 (16 %)

Allemands : 9 ; Canadiens : 2 ; Espagnols : 2 ; Finlandais : 1 ; Grecs : 2 ; Hollandais : 2 ; Hongrois : 1 ; Italiens : 6 ; Japonais : 2 ; Roumain : 1 ; Russes : 2 ; Suédois : 1 ; Taïwanais : 1 ; Turc : 1 ; Ukrainien : 1 ; Vietnamien : 1 ; autre : 1

Nombre d'étudiant-e-s diplômables : de 1993-1994 à 2001-2002 : **195**

dont 17 ont préparé le diplôme en 2 ans, dans la majorité des cas du fait qu'ils/elles ont effectué un stage de 6 mois à l'étranger et n'ont pu rentrer soutenir leur mémoire dans les délais.

Nombre d'étudiant-e-s diplômés : 183

Au total, 12 étudiant-e-s n'ont pas obtenu le diplôme : 1 a été ajournée, les autres n'ont pas soutenu le mémoire, qu'ils/elles aient trouvé un emploi avant la fin du stage ou soient restés à l'étranger

Taux de succès : 93,8 %

Hommes : 42 (23% des diplômé-e-s et 91 % des 46 hommes diplômables)
Femmes : 141 (77% des diplômé-e-s et 94,6% des 149 femmes diplômables)

Mentions :

		Hommes / 42	Femmes / 141
passable :	3 (01,60 %)	1 (02,40%)	2 (01,40%°)
assez bien :	28 (15,40 %)	3 (07,10%)	25 (17,75%)
bien :	107 (58,50 %)	25 (59,50%)	82 (58,15%)
très bien :	45 (24,50 %)	13 (31,00%)	32 (22,70%)

Débouchés

Les étudiant-e-s se placent très bien sur le marché du travail, ce qui est d'autant moins difficile que le diplôme forme un nombre restreint de diplômé-e-s et d'une très bonne qualité étant donné la très forte sélection.

Les étudiant-e-s sont en majorité recrutés parmi les diplômé-e-s des instituts d'études politiques de Paris et de province, des écoles supérieures de gestion et commerce, de l'École du Louvre, et les titulaires de maîtrises de lettres, arts, philosophie, langues et civilisations étrangères, histoire, droit.

Beaucoup ont déjà eu des contacts avec le monde professionnel de la culture au travers de stages, d'emplois (public en formation continue) ou sont personnellement impliqués dans des activités associatives à caractère culturel ou artistique.

Les emplois occupés sont essentiellement des postes de gestionnaire et d'administrateur, de chargé-e de mission, de chargé-e de production, de responsable de la communication ou des relations extérieures. Plusieurs diplômé-e-s ont également créé leur propre société : cabinets de gestion culturelle, agence de nouvelles technologies de la communication, ou travaillent en indépendant-e-s : producteur-trice-s de spectacles... parfois même comme artistes.

Parmi les diplômé-e-s, on compte :

- plusieurs chargé-e-s de mission, directeur-trice-s ou administrateur-trice-s pour le compte des affaires étrangères (Direction générale de la coopération et du développement, Instituts culturels français à l'étranger : Tananarive, Athènes,... Alliance française à Hanoï, Centre culturel de coopération à Kiel, Ambassade de France en Indonésie,...)

- plusieurs responsables ou chargé-e-s de mission à la culture dans les conseils généraux ou régionaux et dans les collectivités territoriales (conseil général de Seine-Saint-Denis, d’Ile-de-France, Ville de Paris, Centre d’art contemporain de Chatou, chargé de mission au développement local dans l’Aisne)
- plusieurs administrateur-trice-s ou chargé-e-s de mission au sein de structures culturelles (Africréation, Ferme du Buisson, Lucernaire, Printemps des Poètes, Musiques de la Boulangère, Main-d’Œuvre, École du cirque de Châtellerault, Conservatoire de musique de Sar-Lor-Lux, Fondation de France, Théâtre de la Manufacture à Nancy...)
- plusieurs responsables ou adjoint-e-s de responsables du marketing, de la communication, des relations publiques (Virgin, Scène nationale de Cergy-Pontoise,...)
- plusieurs administrateur-trice-s de compagnies (danse, théâtre....)
- des consultant-e-s culturels y compris ayant créé leur propre agence
- une responsable de galeries d’art
- des chargé-e-s de mission de sociétés de production
- des responsables ou chargé-e-s de programmation (La Sept Arte...)
- des chargés du développement (Centre de recherche Pierre Schaeffer de Montbéliard-Belfort, ...)
- une responsable d’édition (L’Esprit des Péninsules)
- quelques journalistes
- un chef-adjoint du cabinet du ministre de la culture et de la communication
- des producteurs-trices de spectacles (festival de danse, conteuse)
- une metteur de scène
- une auteure-compositeur
- un créateur et dirigeant d’une agence de nouvelles technologies de l’information et de la communication et un directeur des nouvelles technologies de l’information à Nikkon Electric Company, Londres.
- une chargée de mission à PEARLE (syndicat européen représentant les intérêts du spectacle vivant à Bruxelles)

Maîtrise de sciences et techniques
(MST) 1500 heures + stage

Etudes européennes : gestion et valorisation des échanges culturels et sociaux en Europe

responsables

Mireille Azzoug, maître de conférences (depuis 1991)
et **Bernard Cassen**, professeur (de 1991 à 1996)

Anne-Marie Autissier, maître de conférences (depuis 1996)

Accessible, sur concours, aux titulaires d'un diplôme au moins équivalent au DEUG et disposant d'une bonne maîtrise d'au moins deux langues étrangères.

Objectif : former des cadres familiers des problématiques européennes pour les secteurs de la culture, du tourisme, des relations internationales des grandes entreprises, des collectivités territoriales, de l'information et du journalisme. Préparer aux concours de recrutement de la Commission européenne.

Le cursus, de 1500 heures (soit 120 crédits européens ECTS), **s'effectue en 2 ans et comporte :**

- **Langues et sociétés étrangères**
 - 10 UE : étude de 3 langues, dont 2 de l'Union européenne ;
 - 6 UE : étude des sociétés et cultures étrangères (civilisation, histoire, géographie, économie, institutions, etc.)
- **Problématiques politiques, économiques, sociales et culturelles en Europe**
 - 8 UE : étude des grands dossiers de la construction européenne : institutionnels, politiques, économiques, sociaux
 - Arts, cultures, sociétés
 - 8 UE : étude des problématiques européennes - culturelles, historiques, politiques, philosophiques, économiques - abordées au travers d'enseignements thématiques et transversaux
- **Enseignements professionnalisants**
 - 8 UE : *enseignements spécialisés assurés par des professionnels européens* et choisis en fonction du projet professionnel de l'étudiant (droit et sociologie de la culture, gestion financière de l'entreprise, gestion des ressources humaines, politiques culturelles locales, nationales..., l'Europe, industries culturelles, médiation artistique, management culturel, montages de projets...)
 - 4 UE : *enseignements techniques et ateliers*
 - 4 UE : *enseignements optionnels* (préparation aux concours de la fonction publique territoriale, notamment ; filière pays d'Europe centrale et de l'Est)

- *semestre d'études* dans une université européenne ; *stage long* (ou deux stages courts) dans une entreprise ou un organisme d'un pays européen, dans un secteur lié au projet professionnel.
- *mémoire* soutenu devant un jury.

NB : Une spécialisation *Pays de l'Est* est offerte dans le cadre de la MST. Les étudiants qui souhaitent acquérir cette spécialisation y consacreront les UE libres ainsi qu'une partie des UE de langue et civilisation étrangères.

Historique et caractéristiques de la formation

La MST «Études européennes : gestion et valorisation des échanges culturels et sociaux en Europe» a été habilitée en octobre 1991. Le diplôme se prépare en 2 ans. Il accueille beaucoup plus de femmes que d'hommes, les candidates étant plus nombreuses et d'un niveau supérieur aux candidats.

Les candidat-e-s étrangers sont également nombreux : près de 30%. Le taux d'étrangers admis est de 20, 6%, mais la différence entre candidat-e-s et admis-e-s ne correspond pas à la seule sélection, mais à l'impossibilité pour certain-e-s de venir étudier en France (bourse non attribuée, difficultés à obtenir un visa, problème financier...).

15% des étudiant-e-s possèdent un diplôme supérieur à bac +2 (licence ou diplôme étranger), ont déjà effectué une mobilité dans divers pays, et parlent souvent plus de deux langues étrangères à un bon niveau (3 langues étrangères sont requises pour le diplôme, dont une à un niveau plus basique, qui peut être acquis au cours des deux années d'études), les étranger-e-s maîtrisant souvent jusqu'à 4 ou 5 langues. Les étudiant-e-s sont issus des principales filières suivantes (par ordre d'importance) : classes préparatoires lettres, DEUG et licences de lettres, langues étrangères, arts, histoire, philosophie, droit, sciences de la communication. Quelques étudiant-e-s titulaires de diplômes à orientation économique ou commerciale (BTS, DUT, DEUG ou licence) choisissent aussi cette MST et y réussissent assez bien.

Effectifs

Nombre de candidat-e-s par an : 400 à 500

Nombre d'admis-e-s par an : 30 en moyenne (de 20 par an les 2 premières années à une quarantaine par an depuis 1998-1899)

Nombre d'étudiant-e-s inscrits de 1991-1992 à 2002-2003 : 383

Caractéristiques des étudiant-e-s inscrits

Hommes : 61 : 16 %

Femmes : 322 : 84 %

Étudiant-e-s étrangers : 78 (sur 383), soit 20,4%

Nationalités : Albanais : 2 ; Allemands : 16 ; Autrichiens : 3 ; Britannique : 1 ; Bulgares : 2 ; Cambodgien : 1 ; Chilien : 1 ; Colombien : 1 ; Costaricain : 1 ; Danois : 1 ; Espagnols : 4 ; Finlandais : 2 ; Grecs : 4 ; Hollandais : 2 ; Hongrois : 1 ; Italiens : 3 ; Marocain : 1 ; Mongole : 1 ; Polonais : 4 ; Portugais : 1 ; Roumains : 2 ; Russes : 14 ; Slovaque : 1 ; Suédois : 3 ; Taïwanais : 3 ; Tchèques : 2 ; Ukrainien : 1.

Nombre d'étudiant-e-s diplômables : 255 (dont 39 hommes et 216 femmes)

Sur les 383 inscrit-e-s au total :

76 ont été inscrit-e-s en 2001-2002 et 2002-2003 et ne soutiendront qu'en 2003-2004

26 sont réinscrit-e-s pour une troisième année et soutiendront en février ou juin 2003

13 ont été réorienté-e-s vers d'autres formations à l'issue de la première année (MST CI : 5 ; DESU : 6 ; DU : 2. Sur ces 13 étudiant-e-s, 11 ont été diplômé-e-s dans leur nouvelle formation)

13 étudiant-e-s en échange ou convention pour un an suivent les cours sans préparer le diplôme

Nombre d'étudiant-e-s diplômés : 230

Au total, 25 étudiants n'ont pas obtenu le diplôme : 2 ont été ajourné-e-s, 12 sont parti-e-s à l'étranger et ne sont pas rentré-e-s soutenir leur mémoire (mais ils/elles se réinscriront pour ce faire dans un ou deux ans), 11 ont abandonné au cours de la première ou de la deuxième année)

Taux de succès : 90%

Hommes : 30 (sur 39 diplômables) : 76,9%

Femmes : 200 (sur 216 diplômables) : 92,5%

Mentions :

très bien : 42 (18,50%)

bien : 99 (43,60%)

assez bien : 81 (35,60%)

passable : 05 (2,20%)

Non précisées : 3 (0,10%)

Poursuite d'études et débouchés

Environ 40% des étudiant-e-s diplômés poursuivent des études, prioritairement dans des DESS de gestion culturelle, d'édition, de relations internationales, de communication. Les étudiant-e-s sont candidats à plusieurs DESS et, à notre connaissance, tous ont pu s'inscrire dans au moins l'un des DESS postulés. Un à deux étudiant-e-s de la MST accèdent chaque année au DESS de l'IEE «Management

culturel en Europe», mais de façon générale, il leur est conseillé de préparer un autre DESS car une partie des enseignements tant théoriques que professionnels ne diffèrent pas fondamentalement de ceux de la MST, et les équipes pédagogiques sont en partie communes aux deux formations.

10 à 15 % des diplômé-e-s poursuivent dans le DEA de l'Institut ou dans d'autres DEA. Quelques-un-e-s ont été admis dans de grandes écoles : École de Bruges et ENA.

Quelques-un-e-s ont également passé les concours de l'enseignement secondaire : CAPES et agrégation avec succès, et ont pu être recrutés dans des classes européennes. Deux ont passé, avec succès, le concours d'administrateur de la fonction publique territoriale.

Les postes occupés par les étudiant-e-s varient en fonction de leur profil antérieur et des choix opérés dans le cursus. De manière générale, les stages et les montages de projets s'avèrent un tremplin efficace pour l'emploi, et les diplômé-e-s s'insèrent rapidement, souvent même avant de soutenir leur diplôme. Une partie des étranger-e-s repartent travailler dans leur pays d'origine. Des étudiant-e-s français s'expatrient vers des pays européens, voire dans d'autres continents.

Exemples d'emplois occupés par les étudiants :

- directeur de centre culturel (Lima...)
- journalistes (dont une Bulgare au journal *Time* en Inde)
- chargé-e-s de mission dans des organismes européens (Racine, Commission européenne, Parlement européen (assistant-e-s parlementaires))
- d'autres travaillent pour les institutions européennes dans leur pays (une en Grèce)
- plusieurs étudiant-e-s étrangers occupent des postes dans leur ministère des affaires étrangères (deux en Grèce, un en Espagne, ...) ou dans les ambassades ou centres culturels de leur pays en France (Ambassade de Suède)
- postes de responsables culturels dans les conseils généraux ou régionaux ou dans les collectivités locales (une secrétaire générale de mairie, un attaché culturel à la mairie de Paris 18e, un directeur des services culturels à Aubervilliers)
- un étudiant étranger ambassadeur de son pays (Albanie) en Égypte
- chargé-e-s de mission (au Printemps des poètes, au Centre national de la cinématographie...)
- gestionnaires et administrateur-trice-s (une DRH chez Matra, un secrétaire général d'un théâtre à Berlin, une secrétaire de direction à la Fédération internationale des universités catholiques)
- chargé-e-s de mission aux affaires étrangères (Mission à l'adoption internationale)
- un traducteur à la Commission européenne

- chargé-e-s de mission pour les expositions (Salon de la Mode, ...)
- assistantes de production (Horizon production, Flam,...)
- assistante de PDG (dans un groupe de presse)
- chargé d'études à la Confédération nationale des foyers ruraux
- plusieurs responsables marketing
- assistante de communication à la FNAC
- enseignant au Centre d'intégration européenne

Maîtrise de sciences et techniques

1500 heures + stage

**Développement économique régional
et commerce international**

responsables

Jean-Claude Boyer, professeur (de 1992 à 2000)

et **Rachid Krim**, enseignant titulaire (1992-2002)

Jean-Marc Benammar, professeur associé (depuis 2000)

et **Laurent Carroué**, professeur (depuis 2002)

Accessible, sur concours, aux titulaires d'un diplôme au moins équivalent au DEUG et disposant d'une bonne maîtrise d'au moins deux langues étrangères

Objectif : former des praticiens du commerce international ou du développement économique régional familiarisés avec les problématiques européennes, les mécanismes communautaires, les nouveaux acteurs d'une économie mondialisée, et qui disposent, en outre, d'une bonne connaissance des sociétés européennes, de leur économie et de leurs marchés.

Le cursus, de 1600 heures (soit 120 crédits européens ECTS), **s'effectue en 2 ans.**

Il comporte un tronc commun et deux options internes : *développement économique régional (DER)* ou *commerce international (CI)*

- **Langues et sociétés étrangères**
 - 10 UE : étude de 2 (ou 3) langues, dont 2 de l'Union européenne ;
 - 6 UE : étude des sociétés étrangères (civilisation, économie, institutions...)
 - **France, Europe et grands blocs mondiaux**
 - 4 UE : construction européenne et environnement institutionnel
 - 5 UE : étude de l'environnement économique européen et international
 - 3 UE : enseignements optionnels (droit, géographie, urbanisme, développement régional, préparation des concours, filières *Pays d'Europe centrale et de l'Est*)
 - **Enseignements professionnalisants**
choisis en fonction de l'option (DER ou CI) et du projet professionnel, et assurés par des professionnels européens.
- Tronc commun :**
- 5 UE : mercatique, développement régional, gestion de PME, stratégies financières
 - 3 UE : enseignements techniques (documentation, informatique, techniques de rédaction).

Spécialisation : 8 UE

CI : techniques du commerce international - gestion/développement internationaux de l'entreprise/PME - droit commercial - droit du commerce international - mercatique stratégique - transports/logistique - stratégies export - projets PME, finances.

DER : collectivités locales : institutions, droit, politiques, finances, gestion - politiques de la ville - aménagement du territoire : politiques nationales et européennes - droit du travail - gestion des ressources humaines - géopolitique régionale de l'Union européenne - gestion des espaces protégés, méthodologie de projets

Enseignements optionnels

- 4 UE : consacrées à l'option, notamment et à la préparation aux concours de la fonction publique territoriale ou à la filière *Pays d'Europe centrale et de l'Est*.
- **Semestre d'études** dans une université européenne ; **stage long** (ou deux stages courts) dans une entreprise européenne ou internationale, ou dans un organisme de développement régional ou une collectivité territoriale.
- **Mémoire** soutenu devant un jury

Historique et caractéristiques de la formation

La MST «Développement économique régional et commerce international» a été habilitée en octobre 1992. Le diplôme se prépare en 2 ans. Il accueille deux fois plus de femmes que d'hommes, les candidates étant plus nombreuses et d'un niveau supérieur aux candidats.

Les candidat-e-s étrangers sont beaucoup moins nombreux que pour la filière culturelle : 7 à 8%, mais ce chiffre augmente depuis 2 ans.

5% des étudiant-e-s possèdent un diplôme supérieur à bac +2 (licence ou diplôme étranger). La majorité des inscrits ont déjà effectué une mobilité, et fait l'expérience de l'entreprise au travers d'un stage. Les étudiant-e-s sont issus des principales filières suivantes (par ordre d'importance) : BTS commerce international action commerciale, gestion, DEUG et licences de langues étrangères, économie, histoire, géographie (option «Développement économique régional»). Quelques étudiant-e-s titulaires de diplômes à orientation littéraire ou culturelle, notamment parmi les étudiant-e-s des pays de l'Est ou d'Europe centrale, choisissent cette MST avec un projet professionnel précis (des cours de mise à niveau en commerce international, mercatique, comptabilité, outils économiques sont offerts).

Effectifs

Nombre de candidat-e-s par an : 500 à 600

Nombre d'admis-e-s par an : 40 à 50 en moyenne

Nombre d'étudiant-e-s inscrits de 1992-1993 à 2002-2003 : 551

dont 11 en convention et 3 erreurs d'inscription, soit **537** étudiants réels.

Caractéristiques des étudiant-e-s inscrits

Hommes : 164 : 31 %

Femmes : 373 : 69 %

Étudiant-e-s étrangers : 35 (sur 537), soit 7%

Nationalités : Allemands : 6 ; Autrichien : 1 ; Bulgare : 1 ; Chilien : 1 ; Chinois : 2 ; Colombien : 1 ; Espagnol : 1 ; Hollandais : 1 ; Hongrois : 2 ; Ivoirien : 1 ; Mauricien : 1 ; Mongole : 1 ; Polonais : 4 ; Russes : 5 ; Suédois : 2 ; Turcs : 3 ; Yougoslave : 1 ; autre : 1

Nombre d'étudiant-e-s diplômables : 408 (dont 132 hommes et 276 femmes)

Sur les 537 inscrit-e-s au total :

93 ont été inscrit-e-s en 2001-2002 et 2002-2003 et ne soutiendront qu'en 2003-2004

22 sont réinscrit-e-s pour une troisième année et soutiendront en février ou juin 2003

11 ont été réorienté-e-s vers d'autres formations à l'issue de la première année (MST EE : 2 ; DESU : 4 ; DU : 1 , DEA : 4. Sur ces 11 étudiants, 8 ont été diplômé-e-s dans leur nouvelle formation)

3 étudiant-e-s en échange pour un an suivent les cours sans préparer le diplôme

Nombre d'étudiant-e-s diplômés : 346

Taux de succès : 85%

Hommes : 92 (sur 132 diplômables) : 69 %

Femmes : 254 (sur 276 diplômables) : 92 %

Mentions :

(330 précisées (F : 234, H : 96) sur les 346 diplômes soutenus)

		Femmes / 241	Hommes / 89
très bien :	17 (05,20%)	10 (04,10%)	7 (07,85%)
bien :	77 (23,30%)	59 (24,50%)	18 (20,20%)
assez bien :	202 (61,20%)	152 (63,10%)	50 (56,20%)
passable :	34 (10,30%)	20 (08,30%)	14 (15,75%)

Poursuite d'études et débouchés

Environ 7 à 8 % des étudiant-e-s diplômés poursuivent des études, prioritairement dans des DESS de commerce international, d'export, de transport, de gestion des collectivités locales. Les étudiant-e-s candidats à des DESS ont quasiment tous pu s'inscrire dans au moins l'un des DESS postulés. Quelques étudiant-e-s

poursuivent des études à l'étranger, notamment dans des masters ou MBA en commerce international ou affaires, et quelques-un-e-s optent pour le DEA de l'Institut («La construction européenne : enjeux géopolitiques, économiques et socioculturels») ou d'autres DEA (3 % des diplômés).

Quelques-un-e-s ont passé, avec succès, le concours de la fonction publique territoriale.

Les postes occupés par les étudiant-e-s varient en fonction de leur cursus antérieur, de l'option préparée («commerce international» ou «développement économique régional»). Les stages, notamment lorsqu'ils excèdent 4 mois, s'avèrent un tremplin efficace pour l'emploi, et les diplômé-e-s s'insèrent rapidement sur le marché du travail, souvent même avant de soutenir leur diplôme, ce qui parfois conduit certains d'entre eux à ne plus soutenir leur mémoire alors qu'ils ont suivi et validé les 1600 heures d'enseignement requises. Une partie des étudiant-e-s français s'expatrient vers des pays européens, voire dans d'autres continents.

Exemples d'emplois occupés par les étudiant-e-s :

Les résultats de l'enquête de placement ci-dessous sont tirés de 175 réponses sur 347 diplômé-e-s. L'enquête a été en partie menée par des étudiant-e-s du diplôme, dans le cadre d'un projet d'action. Il faut signaler que, parmi les emplois recensés, quelques étudiant-e-s disposaient également d'un DESS préparé après la MST. La plupart des emplois recensés sont des CDI, mais il y a aussi un certain nombre de CDD, et les étudiants changent d'emploi au cours des deux premières années après l'obtention du diplôme.

- assistant-e-s, attaché-e-s commerciaux (AXA, France Télécom, Prodblanc, Hoescht (chimie, BTP)...)
- commerciaux (Zone PECO-Maroc-Tunisie)
- acheteurs (Thomson Polkolor, Pologne)
- assistant-e-s ou responsables export (Toyfrance, Amada SA...)
- responsable du développement international (Diaphor)
- responsables des ventes (Brodart-États-Unis, Exeter...)
- chargé-e-s de relations commerciales, manager commercial (Casino France, ...)
- représentants (Orléans TV câble...)
- chargé-e-s à l'organisation de foires et salons (Office du tourisme, mode...)
- chargé-e-s d'études (immobilier, fédération textile...)
- chargé-e-s de gestion-marketing, assistant-e-s marketing (SAS Scandinavian Air Lines, Ikw Walter en Autriche)
- chefs de produit marketing
- assistant-e-s chefs ou chefs de produit (Hong Kong Lyreco, Sequoia...)
- chargé-e-s de la gestion des clients (Depitel, Europcar, Dow Jones News-wires,..)

- chargé-e-s de clientèle Grands comptes (Konica, La Poste...)
- chargé-e-s de relations avec la presse (Grand Paris....)
- consultant-e-s
- DRH (Carrefour), conseil en RH (Alexandre TIC...)
- responsable du recrutement (ECCO)
- cogérant (SARL Kessas)
- directeur régional adjoint (OFUP éducation)
- responsable filière transport (Hepner Casablanca)
- assistant-e-s/secrétaires bilingues/trilingues (KHD Deutz en Allemagne...)
- assistant-e-s administratifs (GTM...)
- d'autres travaillent pour les institutions européennes (Assistant DG agence de la Commission européenne, chargée du dialogue national pour l'Europe, chambre de commerce de Bobigny, Source d'Europe...)
- chargé-e-s de mission dans les collectivités territoriales (conseil régional de Picardie, DATAR, mairie de Carqueiranne, sous-préfecture de Montmorency, DATAR Loire-Atlantique), directrice de service culturel (Aisne)
- Analyste OTAN, DAS
- enseignant-e-s (d'économie, de gestion commerciale...)

Un certain nombre d'étudiant-e-e sont expatriés : sur les 170 réponses, on compte près de 25 étudiant-e-s dans cette situation, soit près de 15%. Pour certains, il peut s'agir d'emplois en CDD, et un second emploi peut les rapatrier. Les pays concernés sont les suivants :

Allemagne : 5	Hongrie : 1
Autriche : 1	Maroc : 2
Australie : 1	Pologne : 1
Espagne : 1	Roumanie : 1
Etats-Unis : 5	Royaume-Uni : 2
Hong Kong : 4	Turquie : 1

Les résultats ne sont pas surprenants car plusieurs des étudiant-e-s diplômés expatriés dans ces pays avaient préparé le diplôme d'université «Réussir sur les marchés extérieurs» – et notamment les options «marché allemand», «marché américain» et «marché chinois» – que l'IEE assure en commun avec l'École nationale de commerce (voir page 116), et avaient, dans ce cadre, effectué des stages de six mois à l'étranger au sein d'une entreprise du pays correspondant à l'option préparée. Les contacts et l'expérience professionnelle acquis ont motivé leur choix et constitué un atout dans leur recherche d'emploi, certain-e-s ayant d'ailleurs été recrutés par les entreprises qui les avaient accueillis en stage.

Le bon niveau de maîtrise de 2 voire 3 langues étrangères constitue également un facteur particulièrement positif.

Diplôme d'études supérieures d'université (maîtrise)
450 heures + stage et séjour dans une université européenne
(soit 60 crédits européens ECTS)e

Études européennes

options

études des sociétés et cultures

(responsables : Mireille Azzoug et Renaud Zuppinger)

politiques et pratiques culturelles en Europe

(responsable : Anne-Marie Autissier)

politiques et pratiques du commerce international

(responsables : Jean-Claude Boyer et Rachid Krim jusqu'en 2000
Jean-Marc Benammar et Roberto Romero depuis 2001)

pays d'Europe centrale et de l'Est

(responsables : Irène Sokologorsky et Jean-Yves Potel jusqu'en 2002
Thomas Serrier depuis 2002)

Accessible, sur concours, aux titulaires d'un diplôme au moins équivalent à la licence et disposant d'une bonne maîtrise d'au moins deux langues étrangères.

Objectif : *former des cadres bien préparés et familiers des problématiques européennes et des mécanismes communautaires pour les secteurs de la culture, du tourisme, des relations internationales, de l'information et du journalisme, du management culturel ou du commerce international des grandes entreprises ou des collectivités territoriales.*

Tronc commun :

- 4 UE : étude de 2 ou 3 langues (dont 2 de l'Union européenne)
- 2 UE : étude des sociétés et cultures européennes
- 2 UE : Construction européenne et environnement politique, économique et/ou culturel)

Spécialisation :

- option : ***étude des sociétés et cultures***
 - 5 UE : courants culturels, modes de vie, politiques culturelles, sociales et économiques ;
- option : ***politiques et pratiques culturelles en Europe***
 - 5 UE : politiques culturelles - gestion financière, atelier de gestion culturelle - économie et financement de la culture - gestion culturelle des collectivités territoriales

- option : *politiques et pratiques du commerce international*
 - 5 UE parmi : commerce international, communication, commerce électronique - droit des affaires - gestion/gestion internationale de l'entreprise/PME - transport et logistique - finance internationale
- option : *Pays de l'Est*
 - 5 UE portant sur les pays de l'Est

Enseignements techniques et optionnels :

- 2 UE : enseignements techniques et/ou optionnels

Stages, semestre d'études, mémoire :

- un **semestre d'études** dans une université européenne et/ou un **stage long** (ou deux stages courts) dans une entreprise européenne ou internationale, ou dans un organisme de développement régional /une collectivité territoriale.
- **mémoire** soutenu devant un jury

Le diplôme donne accès, avec validation d'équivalences, aux MST, et éventuellement, après sélection, au DEA ou DESS de l'Institut.

Historique et caractéristiques de la formation

Le DESU «Études européennes» est le premier diplôme créé au sein de la filière d'études européennes, en 1989. Il a d'abord été un diplôme de licence-maîtrise en 2 ans (sur le modèle de la MST), puis, en 1993, il a été dissocié en deux diplômes : DU niveau licence et DESU niveau maîtrise. Il accueille un public hétérogène : de nombreux candidat-e-s étrangers (26%), un public de formation continue et notamment de professionnels souhaitant parfaire et faire sanctionner leurs compétences par un diplôme ; des étudiant-e-s déjà titulaires de maîtrises, voire de DEA, qui souhaitent acquérir une formation professionnalisante, dans le domaine de la gestion culturelle essentiellement (option «Politiques et pratiques culturelles en Europe»), à des fins immédiatement professionnelles ou pour accroître leurs chances d'accéder à un DESS. D'autres, avec l'option «Études des sociétés et cultures» viennent compléter leurs connaissances sur certains pays, notamment d'Europe centrale et orientale, ou sur la construction européenne. D'autres encore, moins nombreux, préparent l'option «Politiques et pratiques du commerce international», souvent dans le but de travailler dans la commercialisation et les échanges de produits culturels.

Le DESU attire des étudiant-e-s, notamment étrangers, de très grande qualité, ayant un projet personnel affirmé et un esprit de pionnier.

Effectifs

Nombre de candidat-e-s par an : 300 par an

Nombre d'admis-e-s par an : 30 en moyenne.

Nombre d'étudiant-e-s inscrits de 1991-1992 à 2002-2003 : 311

Caractéristiques des étudiant-e-s inscrits :

Hommes : 73 : 23, 23,47 %

Femmes : : 238 % : 76,53%

Étudiant-e-s étrangers : 81 (sur 311), soit 26 %

Hommes : 17 (sur 81) : soit 21% des inscrit-e-s étrangers

Femmes : : 64 (sur 81) : soit 79% des inscrit-e-s étrangers

Nationalités : Allemands : 5 ; Américains : 2 ; Argentin : 1 ; Arménien : 1 ;

Autrichien : 1 ; Belge : 1 ; Brésiliens : 2 ; Bulgares : 3 ; Chilien : 1 ; Chinois : 2 ;

Colombiens : 2 ; Congolais : 1 , Danois : 1 ; Espagnols : 5 ; Grecs : 5 ; Hollan-

dais : 2 ; Hongrois : 4 ; Italiens : 3 ; Japonais : 2 ; Letton : 1 ; Libanais : 1 ;

Macédonien : 1 ; Marocains : 4 ; Mexicain : 1 ; Péruvien : 1 ; Polonais : 8 ; Por-

tugais : 1 ; Roumains : 4 ; Russes : 9 ; Suédois : 1 ; Taïwanais : 1 ;

Tchèques : 3 ; Yougoslave : 1.

Nombre d'étudiant-e-s diplômables : 228 (dont 47 étranger-e-s)

Hommes : 54 hommes (dont 17 étrangers)

Femmes : 174 (dont 30 étrangères)

Sur les 311 inscrit-e-s au total :

31 ont été inscrit-e-s en 2002-2003 et ne soutiendront qu'en 2003

14 sont réinscrit-e-s pour une troisième année et soutiendront en février ou juin 2003

15 ont été réorienté-e-s vers d'autres formations au cours ou à l'issue de la première année et la plupart ont été diplômé-e-s dans leur nouvelle formation

(DEA : 5 dont 4 diplômé-é-s ; MST Commerce international : 4 dont 2 diplômés, MST Études européennes : 3 dont 1 diplômée ; maîtrise de LEA : 2 dont 2

diplômé-e-s ; ESIT : 1 diplômée) .

07 réinscrit-e-s pour prolonger leur stage

16 ont été inscrit-e-s à titre de convention ou d'échanges

Nombre d'étudiant-e-s diplômés : 138

Hommes : 36 (sur 138) : 26,00%

Femmes : 102 (sur 138) : 74,00%

Étudiant-e-s étrangers diplômés : 32 (sur 138) : soit 24,34 %

Hommes : 12 : 37,50%

Femmes : 20 : 62,50

Taux de succès : 60,50%

Hommes : 36 sur 54 diplômables : 66,66%

Femmes : 102 sur 174 diplômables : 58,62%

Étudiant-e-s étrangers (32 sur 47 diplômables) : 68%

Hommes : 12 sur 17 : 70,60%

Femmes : 20 sur 30 : 66,66%

Mentions :

très bien : 28 (20,40%)

bien : 56 (40,50%)

assez bien : 49 (35,50%)

passable : 05 (03,60%)

Poursuite d'études et débouchés

Une quarantaine d'étudiant-e-s diplômés (28%) ont poursuivi des études en DESS (21, dont 4 à l'IEE), MST (quelques-un-e-s complètent leur DESU pour obtenir en parallèle la MST et parfaire leur formation : 7 en MST «Études européennes» et 1 en MST «Commerce international») en DEA (10, dont 8 à l'IEE), CAPES et agrégation (3). Les étudiant-e-s titulaires du DESU n'ont aucune difficulté à accéder aux diplômes de 3e cycle, nationaux ou non, et d'ailleurs des titulaires de maîtrises préparent le DESU comme atout pour être admis en DESS.

Les postes occupés par les étudiant-e-s varient en fonction de leur profil universitaire et professionnel (pour ceux qui sont en formation continue) antérieurs et de l'option préparée. Les étudiant-e-s candidats au DESU, dont certains sont déjà titulaires de diplômes équivalents voire supérieurs à la maîtrise, sont souvent intéressés par les enseignements professionnalisants, les montages de projets et les stages, ce qui explique que le taux de succès soit inférieur aux autres diplômes, les étudiants déjà titulaires de diplômes nationaux n'ayant pas nécessairement besoin d'un diplôme de plus.

Exemples d'emplois occupés par les étudiants :

Pour les options à orientation culturelle :

- enseignant-e-s (dont plusieurs recruté-e-s dans des classes ou lycées européens)
- journalistes
- traducteurs en France et à l'étranger
- Agents littéraires
- chargé-e-s de mission et gestionnaires culturels (Festival de Bayreuth, compagnies théâtrales, compagnies de danse, CNC, ...)
- chargé-e-s de mission ou conseiller-e-s dans des associations à but culturel, social, humanitaire (Devenir, Les 4 marionnettes de Nantes,),
- assistant-e-s de production (musique, théâtre, Vidéotheque de Paris, Backline...)

- plusieurs étudiant-e-s étrangers occupent des postes dans leur ministère des affaires étrangères : chargé-e-s de mission, cadres administratifs, ou dans les centres culturels et les ambassades de leur pays en France ou à l'étranger
- postes de responsables culturels dans les conseils généraux ou régionaux ou dans les collectivités locales
- responsables communication et relations extérieures (hôtellerie, grandes entreprises, services culturels)

Pour l'option à orientation commerciale :

- assistant-e-s de dirigeant ou PDG (Bull États-Unis)
- plusieurs cadres commerciaux et cadres export (industrie automobile, chaudières en Allemagne, industrie chimique en Grande Bretagne, Zaie export, IBM...)
- gestionnaires
- assistant-e-s et secrétaires bilingues et trilingues, secrétaires de direction (laboratoires Mercupha, ...)
- assistante de recherche dans une société financière internationale

Emplois à l'étranger occupés par des étudiant-e-s français recensés dans les pays suivants : Italie (3) Hongrie (1), Chili (1), États-Unis (1), Allemagne (1), Espagne (1), Belgique (1), Grande-Bretagne (2,) PECO (3)

Diplôme d'université (licence)
450 heures + stage (soit 60 crédits européens ECTS)

Etudes européennes

options

échanges culturels

(responsables : Anne-Marie Autissier et Isabelle Bonagrèd)

réussir sur les marchés extérieurs :

marché allemand (responsable : Marie-Élisabeth Cressard)

marché nord-américain (responsables : Daniel Badel de 1989 à 1997
et Françoise Royer depuis 1997)

marché chinois (responsable : Isabelle Chéreau-Couzin)

marché européen (responsables : Bernard Lagneau jusqu'en 1998,
Christine Durand Vandenberghe jusqu'en 2002 et Minerva Longuet)

Attention : L'option «Réussir sur les marchés extérieurs» a été fermée en 2001 suite à l'habilitation à délivrer la licence professionnelle qui l'a remplacée. Le bilan qui suit a été effectué en 2000.

Accessible, sur concours, aux titulaires du DEUG, du BTS ou d'un diplôme équivalent au DEUG, et ayant une bonne connaissance des langues étrangères.

Objectif : former des cadres bien préparés et familiers des problématiques européennes et des mécanismes communautaires pour les secteurs de la culture, du tourisme, des relations internationales, de l'information et du journalisme, du management culturel ou du commerce international des grandes entreprises ou des collectivités territoriales.

Tronc commun :

- 4 UE : étude de 2/3 langues étrangères dont au moins une de l'Union européenne
- 2 UE : étude des sociétés et cultures européennes, américaine ou chinoise
- 2 UE : étude des dossiers européens (construction européenne et environnement politique, économique et/ou culturel)

Spécialisation :

- option : *échanges culturels*
- 5 UE : sociologie et droit de la culture, courants culturels, artistiques, histoire de l'Europe, histoire des idées...
- option : *réussir sur les marchés extérieurs* : *marché allemand, marché américain, marché européen, marché chinois*, assurée en collaboration avec l'Ecole nationale de commerce de Paris et le Lycée Eugène Delacroix de Drancy
- 5 UE : commerce international, géoéconomie du CI, mercatique, droit des affaires, gestion (d'entreprises, de collectivités territoriales)

Enseignements techniques et optionnels :

- 3 UE : enseignements techniques et/ou optionnels

Stages, semestre d'études, rapport de stage :

- **semestre d'études** dans une université européenne et/ou un **stage long** (ou deux stages courts) dans une entreprise européenne ou internationale, ou dans un organisme de développement régional /une collectivité territoriale.
- **rapport de stage** soutenu devant un jury

Le diplôme donne accès, avec validation d'équivalences, aux MST ou au DESU de l'Institut.

Historique de la formation

Cette formation est l'une des toutes premières mises en place au sein de la filière d'études européennes, après le diplôme d'études supérieures d'université «Études européennes».

Elle est née d'une collaboration avec deux établissements :

- l'**École nationale de commerce** (ENC Bessières : proviseurs : Jean Garbe (1989-1993), André Boyer (1993-1996) et Daniel Le Courriard depuis 1996-2001, Philippe Guittet depuis 2001)
- le **lycée Eugène Delacroix de Drancy** (proviseurs : Daniel Le Courriard (1989-1994), Bernadette Jardin (1994-1998), Christine Bureau Garonne 1998-1999 et, depuis 1999, Pierino Gasperi).

Il s'agissait, en mettant sur pied une formation commune, non seulement d'associer les compétences de l'université et des lycées, mais également de répondre à la demande croissante de diplômés de BTS de poursuivre des études à l'Université. Or, ces étudiants, souvent davantage sélectionnés que ceux qui entrent à l'université, étaient pénalisés par l'absence de passerelles entre les deux systèmes d'enseignement.

Au printemps 1989, Mireille Azzoug, alors directrice de l'Unité de formation et de recherche (UFR) «Langues, sociétés, cultures étrangères» et responsable de la filière d'études européennes à l'Université Paris 8, est contactée par le proviseur du Lycée Delacroix, Daniel Le Courriard : il souhaite mettre en place une formation post BTS (bac + 3) offrant une spécialisation «marché européen», et il a pris connaissance des études européennes, et du diplôme *Relations et commerce internationaux*. C'est ainsi que démarre le projet d'une formation sur le marché européen.

Deux mois plus tard, Pierre Dommergues, professeur au département d'études des pays anglophones de l'UFR 5 et responsable des échanges avec les Etats-Unis, rencontre Jean Garbe, proviseur de l'École nationale de commerce, qui a le même projet, mais pour le marché américain. Rendez-vous est pris et ainsi naît l'idée

d'une convention entre les trois partenaires, et d'une formation commune sous forme d'un diplôme d'université, *Réussir sur les marchés extérieurs*, avec trois options : *marché américain, marché allemand et marché européen*. La formation est sanctionnée, les deux premières années, par un certificat de spécialisation, puis par un diplôme d'université. Les étudiants sont recrutés par les lycées selon des critères définis par l'équipe pédagogique, qui regroupe, outre la responsable des études européennes et les deux proviseurs, des collègues des trois établissements. Le recrutement se fait, notamment pour l'ENC, à l'échelle nationale, ce qui permet d'opérer une sélection de qualité. Une promotion de 15 à 20 étudiants par marché est recrutée chaque année. Les étudiants sont inscrits à l'Université et dans l'un des deux établissements concourant à la formation suivie.

Lorsque le cursus a été fixé, en 1989, après une série de réunions, l'accord s'est fait très vite sur la nécessité pour les étudiant-e-s issus du BTS d'étoffer leur bagage théorique, de parfaire leur maîtrise de deux langues étrangères, d'acquérir une meilleure connaissance des sociétés européennes, de leurs marchés et surtout de leurs cultures, d'étudier les processus de la construction européenne et d'approfondir leur pratique des techniques du commerce international. L'idée retenue est celle d'une formation en alternance : formation intensive de septembre à fin avril à l'Université et dans les lycées, et formation professionnelle sous forme d'un stage de 4 à 6 mois dans une entreprise commerciale à l'étranger, dont l'organisation est prise en charge par les lycées. Les équipes pédagogiques, qui se partagent les enseignements, procèdent chaque année à une évaluation de la formation et y apportent les aménagements souhaitables.

Le cursus, qui est de 600 heures d'enseignement, est sanctionné par des examens et la soutenance d'un rapport de stage. Outre le diplôme de Paris 8, l'étudiant reçoit aussi des lycées un certificat de qualification et, depuis 1997 pour l'ENC, le diplôme national de technologie spécialisé (bac + 3) que l'établissement a été habilité à préparer.

Le taux de réussite est élevé, les étudiants étant fortement motivés et bien encadrés : plus de 80%. Ceux qui obtiennent les meilleurs résultats peuvent, s'ils le souhaitent, poursuivre leurs études en MST «Développement économique régional et commerce international» à l'Institut d'études européennes (environ 35% des reçus). Les autres s'insèrent sur le marché du travail ou s'orientent, pour quelques-uns, vers d'autres diplômes.

La formation fonctionne de façon très satisfaisante grâce à la bonne entente et au dévouement des équipes pédagogiques. Certes, il y a eu des changements. Chez les proviseurs, d'abord : Jean Garbe, à l'ENC, a eu un premier successeur, André Boyer, et Daniel Le Courriard a été remplacé au lycée Delacroix par Bernadette Jardin (puis par Christine Bureau Garonne et, depuis la rentrée par Pierino Gasperi), pour revenir, quelques années plus tard, prendre la succession d'André Boyer à l'ENC. Le corps enseignant, tant dans les lycées qu'à l'IEE, s'est lui aussi renouvelé,

mais les responsables pédagogiques des origines sont toujours aux commandes : à l'IEE, Mireille Azzoug et Sylviane Toporkoff, secondées par les coordinateur-trices-s administratifs et attachés de l'Institut : Catherine Husson au cours des cinq premières années, puis Mamadou Kamissoko, Stéphan Sirven et Françoise Bassière depuis la rentrée 1998 ; à l'ENC, Marie-Elisabeth Cressard (marché allemand), Danièle Badel puis Françoise Royer depuis 1998 (marché américain), assistées de Hélène Granier, Jacques Duboin (de 1989 à 1993) et de Josiane Clauzel (de 1993 à 1998), sans oublier la cheville ouvrière de la formation, Josette Vassalo, adjointe au proviseur, qui vient de passer le relais à son successeur, Yves Guéneau ; au lycée Delacroix, Christine Durand a remplacé, en 1998, Bernard Lagneau (coordinateur du marché européen depuis 1989) et a elle-même cédé la place à par Minerva Longuet.

Le taux de placement est très satisfaisant, les étudiant-e-s trouvant des emplois de qualité, correctement rémunérés, et il faut même ajouter que les diplômés des marchés allemand et américain (cf «Débouchés» p. 120) se placent aussi, en nombre non négligeable, dans des entreprises à l'étranger, en Allemagne et aux Etats-Unis, notamment dans celles où ils ont effectué leur stage. Les étudiants occupent des postes d'assistant-e-s du commerce international et certain-e-s sont devenus des cadres commerciaux internationaux ou des responsables marketing.

Les formations se poursuivent en s'adaptant. Un marché chinois, dirigé par Elisabeth Chéreau-Couzin s'est mis en place à la rentrée 1998 et paraît déjà ouvrir des perspectives prometteuses aux titulaires du diplôme. Et un marché des pays d'Europe centrale et orientale s'est structuré au sein de la filière d'études de ces pays.

Après plus de dix ans d'existence, le DU a été transformé, il y a deux ans, en licence professionnelle, sous l'intitulé : «Commerce : adjoint de responsable export», avec une spécialisation pour chacun des marchés.

De 1989-1990 à 1992-1993, le diplôme délivré était un certificat de spécialisation : *Réussir sur les marchés extérieurs*. De 1989-1990 à 1991-1992, la formation, qui était de 650 heures, était validée par deux diplômes : le certificat + le DEUG de *Langues étrangères appliquées (LEA)*, spécialisation *administration et commerce*. En 1992-1993, la formation fut alourdie à 850 heures, et les étudiants obtinrent, en parallèle avec le certificat, la licence de *LEA option affaires et commerce*.

A partir de 1992-1993, l'Institut ayant été habilité à délivrer la MST *Développement économique régional et commerce international*, la formation fut ramenée à 600 heures et validée par un diplôme d'université, les étudiant-e-s ayant la possibilité de poursuivre leurs études dans cette MST. Parallèlement, le nombre des admis-e-s en DU fut révisé à la baisse, une partie des étudiant-e-s pouvant accéder à la MST.

De 1989-1990 à 1998-1999, la formation a accueilli au total 502 étudiant-e-s, repartis selon les tableaux ci-dessous.

Certificat de spécialité : de 1989-1990 à 1992-1993

	Inscrit-e-s	diplômé-e-s	options		
			marché all.	marché amér.	marché euro.
1989-1990	53	49	--	15	34*
1990-1991	60	55	18	25	12
1991-1992	47	39	18	16	05
1992-1993	53	37	15	15	07
Total	213	180	51	71	58

Ont, en parallèle, été délivrés :

- 70 DEUG (23 anglais/espagnol et 47 anglais/allemand) de 1990 à 1992
- 49 licences LEA (27 anglais/allemand et 22 anglais/espagnol) en 1992.

Il convient de noter qu'en 1992, une partie des étudiant-e-s ont obtenu la licence LEA et n'ont, de ce fait, pas cherché à obtenir le DU (ils ne se sont pas présentés aux examens des UE spécifiques). La baisse des effectifs à partir de 1992 est volontaire : Les moyens dont disposait l'Institut d'études européennes qui venait d'être créé étaient trop faibles pour encadrer un nombre supérieur d'étudiants.

* En 1989-1990, le cursus du marché allemand (ENC) et du marché européen (Lycée Delacroix) étaient validés par une seule option : «marché européen» qui incluait également une sous-option «développement international du tourisme»(ENC).

Diplôme d'université : de 1993-1994 à 1998-1999

	Inscrit-e-s	diplômé-e-s	options			
			marché all.	marché amér.	marché euro.	marché chinois
1993-1994	62	50	21	19	10	--
1994-1995	59	49	15	15	19	--
1995-1996	45	27	10	10	07	--
1996-1997	45	33	14	10	09	--
1997-1998	37	27	08	10	09	--
1998-1999	41	30	14	10	04	02
Total	289	216	82	74	58	02

Total global des inscrit-e-s et diplômé-e-s

1989-1993	213	180	51	71	58	--
1993-1999	289	216	82	74	58	02
Total global	502	396	133	145	116	02

Taux de succès : 78,85%

Nombre d'inscrit-e-s : 502

Nombre de diplômé-e-s : 396

Débouchés

L'étude a été réalisée sur le certificat de spécialisation (délivré de 1990 à 1992), puis le diplôme d'Université (délivré à partir de 1992-1993) *Réussir sur les marchés extérieurs, marché allemand et marché américain*. Elle a été menée par les enseignantes de l'ENC sur les promotions de diplômé-e-s de 1991 à 1994, à partir de 120 réponses, sur un nombre total de 148 diplômé-e-s pour ces deux options, et par l'IEE sur 35 réponses pour le marché allemand en 1997 et 1998, soit sur un total de 155 réponses réparties selon le tableau ci-dessous :

NB : Il faut noter que pour ces 35 nouvelles réponses, 4 étaient en poursuite d'études et 12 avaient obtenu un diplôme supplémentaire (7 la MST DERCI, 3 la licence LEA, 1 un diplôme du CNAM, 1 un autre diplôme). Les emplois de plus haut niveau recensés sont en majorité occupés par ces étudiants.

Répartition des étudiant-e-s ayant répondu à l'enquête

	Marché allemand	Marché américain
Certificat de spécialisation	35	30
Diplôme d'université	57	33
Total : 155	92	63

Devenir des diplômé-e-s

	Marché allemand	Marché américain
Poursuite d'études	37 %	26 %
activité professionnelle	60 %	64 %
Service national	--	05 %
Recherche d'emploi	03 %	05 %

Professions occupées

<i>Secteurs d'emploi</i>	Marché allemand	Marché américain
Assistant juridique	04 %	--
Assistant de direction	02 %	15 %
Attaché commercial	30 %	36 %
Assistant export	36 %	10 %
Assistant marketing	--	06 %
Cadre commercial	06 %	13 %
Chargé de mission	11 %	--
Gestionnaire commercial	02 %	--
Autres	12 %	20 %

Pays où est exercée la profession

	Marché allemand	Marché américain
France	70 %	64 %
Union européenne	35 %*	03 %
Etats-Unis	00 %	23 %

* Tous en Allemagne

Licence professionnelle

(510 heures + stage (soit 60 crédits européens ECTS))

Commerce : Adjoint de responsable export

Responsables du diplôme

Sylviane Toporkoff, Jean-Marc Benammar et Roberto Romero

spécialisations

marché allemand (responsable : Marie-Élisabeth Cressard)

marché nord-américain (responsable : Françoise Royer)

marché latino-américain (responsable : Naiade Freire)

marché chinois (responsable : Isabelle Chéreau-Couzin)

marché européen (responsable : Minerva Longuet)

marchés des pays d'Europe centrale et orientale

(responsables : Magalie Mollet et Thomas Serrier)

Accessible, sur concours, aux titulaires du DEUG, du BTS ou d'un diplôme équivalent au DEUG, et ayant une bonne connaissance des langues étrangères.

Objectif : *former des cadres bien préparés et familiers des problématiques européennes et des mécanismes communautaires pour les secteurs de la culture, du tourisme, des relations internationales, de l'information et du journalisme, du management culturel ou du commerce international des grandes entreprises ou des collectivités territoriales.*

Tronc commun :

- 4 UE : étude de 2 ou 3 langues étrangères dont au moins une de l'Union européenne
- 2 UE : étude des sociétés et cultures européennes, américaine ou chinoise ou latino-américaines
- 2 UE : étude des dossiers européens (construction européenne et environnement politique, économique et/ou culturel)

Spécialisation :

- 5 UE : commerce international, géoéconomie du CI, mercatique, droit des affaires, finances ou gestion + analyse financière, jeu export et projet tutoré export

Enseignements techniques et optionnels :

- 3 UE : enseignements techniques et/ou optionnels

Stages, semestre d'études, rapport de stage ou mémoire :

- **semestre d'études** dans une université européenne et/ou un **stage long** (ou deux stages courts) dans une entreprise européenne ou internationale, ou dans un organisme de développement régional /une collectivité territoriale.
- **rapport de stage(DU) ou mémoire** (licence professionnelle) soutenu devant un jury

Le diplôme donne accès, avec validation d'équivalences, aux MST ou au DESU de l'Institut.

Historique et caractéristiques de la formation

La licence professionnelle «Commerce : Adjoint de responsable export» a été habilitée à la rentrée 2000-2001 en remplacement du diplôme d'université «Études européennes : Réussir sur les marchés extérieurs», d'abord sous l'intitulé : «Adjoint de responsable export : Réussir sur les marchés extérieurs» et pour seulement deux des marchés : «marché allemand» et «marché américain», qui s'est divisé en deux marchés : le marché nord-américain et le marché latino-américain. A la rentrée suivante, en 2001-2002, les autres marchés ont été habilités : «marché européen», «marché chinois» et «marchés de pays d'Europe centrale et orientale (PECO)». La licence professionnelle continue à être assurée en partenariat avec les deux établissements déjà associés depuis plus de dix ans à la préparation du diplôme d'université : le lycée Eugène Delacroix de Drancy pour le marché européen et l'École nationale de commerce pour tous les autres marchés, sauf le marché des PECO, qui est assuré par l'IEE seul. Les départements d'allemand et d'études slaves se sont également associés à la préparation de ce nouveau diplôme.

Le nombre de candidat-e-s à augmenté pour certains marchés : le marché européen et le marché chinois du fait du diplôme national.

Le statistiques qui suivent sont succinctes parce que seules deux promotions sont concernées et les enquêtes sur les débouchés n'ont pas encore été menées à bien.

Effectifs

Nombre de candidat-e-s par an : 300 par an

Nombre d'admis-e-s par an : 15 par marché en moyenne.

Nombre d'étudiant-e-s inscrits : 172

- 2000 -2001 : 30 (seuls deux marchés existaient)
- 2001-2002 : 64
- 2000 -2001 : 78

Caractéristiques des étudiant-e-s inscrits :

Hommes : 43 : 25%

Femmes : 129 : 75%

Étudiant-e-s étrangers : 13 : 7,5% (essentiellement dans les marchés chinois et de PECO)

Nombre d'étudiant-e-s diplômables fin 2002 : 90

Sur les 94 inscrit-e-s de 2000 à 2002, 2 ont été réorientés vers d'autres diplômes et 2 sont réinscrit-e-s pour soutenir en 2003.

Hommes diplômables : 18

Femmes diplômables : 72

Nombre d'étudiant-e-s diplômés : 81

Hommes : 15

Femmes : 68

Taux de succès : 90%

Hommes : 15 (sur 18) : 83,30%

Femmes : 68 (sur 72) : 94,40%

Mentions :

Pourcentage approximatif, toutes les mentions n'étant pas définitivement calculées au moment de la réalisation de ces statistiques

très bien : 07,00%

bien : 17,00%

assez bien : 61,00%

passable : 15,00%

Poursuite d'études et débouchés

Cette partie de l'enquête n'a pas encore pu être réalisée.

LES STAGES EN ENTREPRISE

Les étudiant-e-s de l'Institut effectuent presque tous, dans le cadre de leur diplôme, un ou deux stages - de 2 à 6 mois chacun - dans des entreprises, françaises ou étrangères, en France ou à l'étranger.

De 1992-93 à 2002, ils ont effectué, tous diplômes confondus près de 1500 stages, dont 570 à l'étranger (Union européenne : 223, Europe non communautaire : 68, Etats-Unis : 149, autres pays : 130).

Étant donné l'orientation majoritairement culturelle des formations, les stages s'effectuent surtout dans des administrations, des institutions et organismes publics ou privés, à vocation socioculturelle, artistique, diplomatique ou humanitaire. Quelques étudiant-e-s ont pu faire leur stage à la Commission européenne, au Conseil de l'Europe, et un certain nombre à l'UNESCO, ou dans les instituts français à l'étranger, par le biais des Affaires étrangères. Les foires, expositions, salons, festivals en France ou à l'étranger accueillent aussi largement les étudiants de l'IEE, en leur donnant souvent l'occasion de mettre immédiatement en pratique et de compléter leur savoir-faire en matière de montage de projets, et en jouissant, pour ce faire, d'une certaine autonomie.

Dans le domaine du commerce international, ce sont essentiellement des PME du secteur privé qui ouvrent leurs portes aux étudiant-e-s, en France comme à l'étranger, avec, à l'étranger, les filiales françaises de grandes entreprises. Les chambres consulaires en France et à l'étranger, les postes d'expansion économique à l'étranger et les collectivités territoriales accueillent aussi des étudiants.

Le stage constitue assez souvent l'antichambre d'un emploi définitif, ou temporaire de plus longue durée (CDD ou CDI), notamment dans les entreprises à l'étranger qui, assez fréquemment, offrent un emploi à l'issue du stage.

Les étudiant-e-s trouvent eux-mêmes leur stage, à l'exception des étudiant-e-s des options «marché allemand» et «marché nord-américain», «marché latino-américain» et «marché chinois» de la licence professionnelle «Commerce international : adjoint de responsable export» (qui a pris la relève du DU «Études européennes : Réussir sur les marchés extérieurs»), qui bénéficient de stages dans les pays concernés fournis par l'École nationale de commerce, partenaire dans l'organisation de cette formation.

Ils sont aidés dans leur recherche de stages par un «tuteur» ou une «tutrice» - l'un-e des enseignant-e-s en poste ou associé - qui les suit individuellement. Les professionnels associés apportent un concours précieux dans ce domaine. Ainsi, pour le DESS «Management culturel en Europe», c'est le responsable des enseignements professionnalisants qui, avec son équipe, assure le placement et le suivi des étudiant-e-s en stage, et ultérieurement les aide dans leur recherche d'emploi.

L'IEE tient à jour un fichier des stages (qui est mis à disposition des tuteurs et de leurs étudiant-e-s), et en assure le suivi administratif (conventions, lettres de présentation de la formation, contacts avec le directeur de stage dans l'entreprise, ...).

Des contacts suivis sont entretenus avec les entreprises qui accueillent des stagiaires (envoi de documentation, de lettres de remerciements, d'invitations...), l'IEE s'efforçant d'instaurer un véritable partenariat avec celles-ci, en invitant notamment certains de leurs professionnels à participer à des enseignements ou des cycles de conférences.

Les anciens étudiant-e-s qui ont accédé à des postes de responsabilité constituent également un réseau privilégié de collaborateurs dans ce domaine.

L'IEE reçoit régulièrement des propositions de stages, émanant de son réseau d'entreprises et d'institutions, qui sont immédiatement affichées pour les étudiant-e-s et répercutées auprès des tuteur-trice-s concernés. Les étudiants bénéficient également des services du SCUIO pour leur recherche de stage.

Par ailleurs, l'IEE assure, par le biais de son site Internet, la publicité de ses formations et met en consultation, à usage des entreprises, la liste des diplômé-e-s et des mémoires soutenus, qui peuvent être consultés à la demande.

De façon générale, les entreprises se disent toutes extrêmement satisfaites du travail fourni par les étudiant-e-s qu'elles accueillent, et auxquels elles offrent assez souvent un prolongement du stage sous forme d'un contrat à durée déterminée qui débouche, dans un certain nombre de cas, sur un emploi.

ANNEXES

Discours prononcés le 2 juillet 1992, à l'occasion de l'inauguration de l'Institut d'études européennes, par Mme Irène Sokologorsky, présidente de l'Université, et Mme Édith Cresson, présidente de l'Institut d'études européennes.

Discours de

Mme Irène Sokologorsky

Présidente de l'Université

Madame le Premier Ministre, Madame la Présidente de l'Institut d'études européennes,

Madame la Directrice de l'Institut d'études européennes,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s collègues,

Permettez-moi de vous dire combien nous sommes honorés de votre présence parmi nous et de vous souhaiter, au nom de l'Université, la bienvenue à Paris 8

Nous avons aujourd'hui le plaisir de vous accueillir pour célébrer la constitution officielle, après trois années de gestation, d'une nouvelle composante, dont le statut est celui d'une UFR dérogatoire (régie par l'article 33 de la Loi d'orientation et créée par décret, le 28 mars dernier), je veux parler de l'Institut d'études européennes.

Venant juste de procéder à la dernière étape de sa constitution en élisant, cet après-midi même, ses instances dirigeantes, le Conseil d'administration vient de porter à la présidence Mme Édith Cresson et à la vice-présidence Mme Adelheid Hege, chercheuse à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) et M. Renato Ruggiero, ancien ministre italien du commerce extérieur, administrateur de la société FIAT, qui siègent au Conseil d'administration au titre des personnalités extérieures.

Conformément à ses statuts, il a élu cinq autres personnalités extérieures :

– MM. Raymond Mege et Claude Coulbault, représentant respectivement le Conseil régional d'Ile-de-France et le Conseil général de la Seine-Saint-Denis,

– M Marc Prieur, vice-président de la délégation de la Seine-Saint-Denis de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris,

– ainsi que M. Jean-Michel Baer, directeur du Bureau de représentation de la Commission des Communautés européennes à Paris,
– et Mme Martine Segonds-Bauer, directrice de la Maison des écrivains.

Il a, par ailleurs, confié la direction de l'Institut à Mme Mireille Azzoug, assistée de M. Renaud Zuppinger.

Nous voulons ici, par cette manifestation amicale, remercier tous ceux et toutes celles qui, par leur soutien, ont aidé à la constitution de l'Institut.

Vous, Madame la Présidente, qui, dès le début, avez, en votre qualité de ministre des affaires européennes, soutenu la filière d'études européennes naissante, et la demande de création d'une licence et maîtrise d'études européennes – qui n'a malheureusement pu aboutir, faute d'une dénomination nationale en permettant l'habilitation. Vous encore, qui avez, en votre qualité de premier ministre, signé le décret de création de l'Institut. Vous qui, par votre acceptation de présider l'Institut, apportez aujourd'hui la confirmation de votre intérêt pour cette initiative.

Nous voulons remercier également Monsieur le Ministre de l'éducation nationale, Lionel Jospin, et les membres de son Cabinet qui ont suivi le dossier de création ainsi que Monsieur le Recteur Christian Forrestier, qui, d'emblée, a exprimé le soutien du Rectorat. Nous savons que nous trouverons dans leurs successeurs, Monsieur le Ministre de l'éducation nationale et de la culture Jack Lang et M. le Recteur de l'Académie de Créteil Claude Lambert, une aussi grande sollicitude et la même volonté d'aider au développement et au plein succès de l'Institut.

Nos remerciements vont aussi tout particulièrement aux personnalités qui ont accepté de parrainer l'Institut, et lui ont ainsi apporté leur caution scientifique, et à mon prédécesseur à la tête de cette université, Mme Francine Demichel, qui a mené les négociations complexes qui accompagnent la création de ce type de structure, tant avec les instances de l'université qu'avec les autorités de tutelle. Ce faisant, Francine Demichel se prononçait pour la constitution d'un espace de réflexion, de recherche et d'enseignement sur l'Europe et, en inscrivant la création de l'Institut d'études européennes dans son plan quadriennal, l'Université a fait un choix, et un pari sur l'avenir.

Nous devons aussi adresser nos remerciements à la Commission des Communautés européennes pour le soutien institutionnel et financier qu'elle a bien voulu apporter à l'Institut, en attribuant, pour trois ans, à l'un de ses fondateurs, M. Bernard Cassen, une Chaire Jean-Monnet en science politique, inscrivant ainsi dans les préoccupations de la construction européenne un projet à fort profil culturel.

Avec la création de l'Institut, la filière d'études européennes entre aujourd'hui, pour ainsi dire, dans sa majorité. Elle a démarré il y a trois ans, modestement mais avec la ferme volonté d'aboutir de l'équipe fondatrice, par un diplôme d'études supérieures (licence et maîtrise) d'université, le DESU «Études européennes», qui a d'emblée attiré des étudiant-e-s de toute la France et de la CEE. Ce diplôme ambitieux, puisqu'il fixait l'obligation de la maîtrise de trois langues étrangères et d'une

formation fortement pluridisciplinaire, a immédiatement encouragé l'équipe pédagogique par la qualité et la très forte motivation des étudiant-e-s recrutés. Il a, par la suite, servi de modèle de référence et de «rampe de lancement» à l'actuelle maîtrise de sciences et techniques «Études européennes : gestion et valorisation des échanges culturels et sociaux en Europe», que l'Université est habilitée à délivrer depuis le 1er octobre 1991.

C'est aussi de ce premier diplôme – que les maîtrises de sciences et techniques habilitées depuis n'ont d'ailleurs pas éclipsé – qu'est née la volonté d'offrir une poursuite d'études en troisième cycle et la demande d'habilitation à délivrer un DEA et doctorat d'études européennes. Lancée il y a deux ans, la formation doctorale «Mutations des sociétés et cultures en Europe» vient d'être reconduite pour trois ans et compte près de soixante-dix étudiant-e-s, dont un tiers sont ressortissants de la CEE.

Le pendant à cette formation, mais à plus forte teneur économique, qu'est la MST «Développement économique régional et commerce international», dont l'habilitation doit entrer en vigueur au 1er octobre 1992, est né d'une collaboration, dès la première année, avec deux établissements qui souhaitaient contribuer à la mise sur pied d'une formation économique et commerciale européenne universitaire de deuxième cycle, pour offrir une poursuite d'études aux étudiant-e-s titulaires du BTS. C'est ainsi que fut signée une convention avec M. Jean Garbe, proviseur de l'École nationale de commerce de Paris, et M. Daniel Le Courriard, proviseur du Lycée Eugène Delacroix de Drancy, qui scellaient une collaboration fructueuse dont l'aboutissement a été la création du diplôme d'université «Réussir sur les marchés extérieurs» offrant trois options : «marché européen», «marché allemand» et «marché américain».

Pour développer ces formations, l'Institut a eu la chance de pouvoir compter sur la collaboration d'enseignants motivés et issus d'horizons disciplinaires très divers puisque linguistes, historiens, économistes, sociologues, politologues, philosophes, français et étrangers, y apportent leur contribution.

Mais il bénéficie aussi du concours de professionnels reconnus, qui ont la volonté de mettre leur compétence au service de la nécessaire évolution des savoirs et des savoir-faire. Dernier né de cette collaboration avec des professionnels du monde de la culture et de la communication, le diplôme d'études supérieures (maîtrise) d'université «Management culturel en Europe», visant à former à la dimension européenne des gestionnaires de projets, d'organismes et d'entreprises culturels. Cette formation, qui fait suite à une étude financée par le Ministère de l'éducation nationale, devrait aboutir, à court terme, à la création d'un DESS.

Je voudrais maintenant en venir aux orientations et aux vocations que s'est données l'Institut d'études européennes. Elles se situent en droite ligne des choix que notre Université avait affirmé à son origine, au lendemain de 1968, puisqu'il s'agissait alors de définir comme première priorité l'attention au monde contemporain, à sa réalité, à ses problèmes. L'une des grandes questions qui se pose aujourd'hui est

celle de l'Europe : de ce qu'elle est, de ce qu'elle veut être, de ce qu'elle pourra être. Et il faut se féliciter de voir que c'est là désormais l'un des axes de réflexion, de recherche et d'enseignement de notre Université.

Deux autres traits marquent la fidélité au projet initial de Vincennes.

– Le caractère pluridisciplinaire des diplômés et des recherches de l'Institut. Sa volonté d'appréhender l'Europe dans toutes ses dimensions, de ne négliger aucune approche : historique, politique, économique, géopolitique, sociologique, linguistique, culturelle, et ce d'un point de vue à la fois synchronique et diachronique. Il s'agit, en effet, de comprendre l'Europe d'aujourd'hui en saisissant les détours que l'histoire lui a fait faire, et de penser l'Europe de demain à la lumière de ces expériences et de ces leçons.

– Sa volonté également, d'articuler pratique et réflexion, savoir et savoir faire, qui donnent un atout important à ses diplômés, en leur permettant de trouver leur place - et donc des emplois - dans la société d'aujourd'hui, mais aussi de se préparer aux grandes mutations que notre monde est appelé à connaître, et de se préparer à y prendre une part active.

Je voudrais encore dire quelques mots sur l'idée même, le concept d'Europe tels que les a définis l'Institut d'études européennes comme champ d'études. Il s'agit pour ses enseignants et ses chercheurs de voir l'Europe dans sa totalité. Non seulement les «grands» mais aussi les plus modestes. Il n'est pas question non plus de s'arrêter aux frontières de la CEE. L'Europe extra-communautaire est, elle aussi, objet d'étude. Je voudrais, ma spécialité m'y autorise, souligner par exemple la place accordée aux pays de l'Est, et notamment à l'ex-Union soviétique. Au-delà, c'est la place de cette Europe dans un monde où la globalisation rend tous les hommes et toutes les sociétés fortement interdépendants qui est appréhendée.

Dernier trait qui me paraît devoir être souligné dans la démarche et l'approche retenues par l'Institut : la mise au premier plan de la dimension culturelle dans son sens le plus humaniste. Ma conviction profonde est, en effet, que l'Europe politique et économique ne se construira pas en dehors d'un projet culturel. Il est essentiel que les diplômés et les recherches qui s'organisent dans l'Institut soient de nature à nourrir cette construction.

En tant que membre du Conseil d'administration, j'ai eu l'occasion de montrer mon attachement à ce projet dès son origine. Aujourd'hui, en ma qualité de Présidente de l'Université, il me revient le plaisir d'inaugurer l'IEE et je tiens à affirmer combien je juge cet Institut porteur pour toute l'Université. Il est l'un des signes de son dynamisme, de sa volonté, mais aussi de sa capacité à continuer d'impulser la vie de notre époque. Et ce n'est pas par hasard que comptent au nombre de ses acteurs plusieurs membres fondateurs de notre Université.

En tant que Présidente, je continuerai à apporter mon aide et mon soutien à cette filière prometteuse de notre Université. Je m'attacherai également à œuvrer à son enrichissement, notamment à l'intérieur de notre établissement, à partir de départements et d'équipes de recherche qui jusque-là se sont sentis moins concernés par son propos, mais dont les compétences lui seront d'un apport précieux.

Aujourd'hui, je souhaite aux enseignant-e-s-chercheurs de notre Institut, à l'ensemble de ses personnels et de ses étudiant-e-s, une réussite à la hauteur des talents et des énergies que je leur connais, à la hauteur également des tâches qu'ils se donnent et qu'ils nous donnent.

Discours d'inauguration de

Mme Édith Cresson

Présidente de l'Institut d'études européennes

Madame la Présidente de l'Université,
Madame la Directrice de l'Institut,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'administration,
Cher-e-s ami-e-s,

Lorsque, le 28 mars dernier, je signais le décret de création de l'Institut d'études européennes de Paris 8, qu'avait déjà paraphé le ministre de l'Éducation nationale, Lionel Jospin, je n'imaginai pas qu'un jour j'allais en devenir la présidente.

Non pas, comme la présidente de l'Université a eu l'obligeance de le rappeler, que les études européennes menées à Paris 8 me fussent inconnues, et encore moins indifférentes. Il y a de cela en effet presque quatre ans, lorsque j'étais ministre des affaires européennes, j'avais été tenue informée des initiatives prises par une petite équipe d'enseignants, animée notamment par Mireille Azzoug – que nous venons d'élire directrice de l'Institut – et par Bernard Cassen, pour mettre en place une filière d'études européennes véritablement pluridisciplinaire

Car, si les enseignements consacrés à l'Europe ont heureusement tendance à se développer dans les universités françaises, ils sont encore, dans la majorité des cas, monodisciplinaires, et ne constituent qu'une application spécialisée de formations de droit, de sciences politiques ou d'économie C'est tout le mérite de votre filière que d'avoir, d'emblée, appréhendé l'Europe – et pas seulement l'Europe des Douze – comme un champ d'études et de recherches sur lequel pouvaient se croiser les méthodes et les concepts d'un grand nombre de disciplines – une quinzaine je crois – qui vont de la philosophie à la gestion et à l'économie, de la littérature russe et italienne, à la géopolitique

Année après année, la filière d'études européennes a pris corps : au diplôme d'université de l'origine sont venues s'ajouter des formations destinées à des étudiants titulaires de BTS, grâce à l'exemplaire collaboration que vous avez su établir avec les classes préparatoires de deux établissements, l'École nationale de commerce et le Lycée Eugène Delacroix de Drancy, dont les proviseurs, MM Jean Garbe et Daniel Le Courriard sont aujourd'hui parmi nous

Une maîtrise de sciences et techniques a été habilitée l'an dernier, une autre le sera pour 1992-93 et d'autres projets expérimentaux vont être mis en place à la rentrée Enfin, il y a trois ans, pour couronner l'édifice, a été habilitée une formation doctorale dirigée par Bernard Cassen, qui attire des jeunes chercheurs de toute la France et de divers pays d'Europe, et qui travaille en étroite liaison avec une autre formation, également rattachée à l'Institut et animée par Jean-Marie Vincent

En décidant de demander aux autorités de tutelle de conférer à cette filière le statut d'institut, tel que le prévoit l'article 33 de la loi, l'Université a pris une décision témoignant de son aptitude à se renouveler qui fait en quelque sorte partie de son patrimoine génétique vincennois –, de sa capacité d'adaptation, non pas aux modes mais aux tendances lourdes qui façonnent notre paysage intellectuel, en même temps que notre environnement économique, politique et social.

C'eût déjà été pour moi une première raison d'accepter l'honneur que vous m'avez fait en m'appelant à la présidence de l'Institut, tant je suis persuadée que c'est en cultivant ses facultés d'innovation dans tous les domaines que la France conservera et accroîtra sa compétitivité industrielle et économique, en même temps que son rayonnement culturel

Mais j'avais d'autres raisons de ne pas me dérober à cette responsabilité D'abord, vous avez su mobiliser, pour la création de l'Institut, un prestigieux Comité de parrainage comprenant quelques-uns des grands noms de la création, de la recherche et de la technologie françaises et européennes Cette caution apportée à votre entreprise ne constituait pas un chèque en blanc, elle procédait d'une première évaluation de vos actions et surtout des principes qui les guidaient

Ce que je connaissais de ces principes et que m'a confirmé l'examen de chacune des formations dispensées par l'Institut, c'est qu'une fois pour toutes vous avez voulu en finir avec le faux cloisonnement formations culturelles/formations professionnalisantes. Pour être réellement professionnalisante, une formation doit aujourd'hui avoir un très fort contenu culturel. A l'inverse, une formation culturelle digne de ce nom doit aussi fournir aux futurs diplômés les outils qui lui permettront de disposer des repères, des méthodes de travail et des connaissances de base nécessaires à son insertion dans la société à travers l'emploi

Dans ce contexte, il était tout à fait naturel que vous engagiez un dialogue sans complexes avec le monde de l'entreprise. L'entreprise n'attend pas de vous que vous renonciez en quoi que ce soit à vos exigences intellectuelles, que je sais élevées. Elle n'attend pas non plus que vous lui livriez des diplômés dotés d'un savoir exclusivement technique Elle a besoin, au contraire, de jeunes hommes et femmes qui voient large et loin, et qui, bien sûr, aient appris, mais qui, surtout, aient appris à apprendre, tant est rapide le rythme de renouvellement des connaissances et des techniques.

L'implication des entreprises dans certains de vos diplômés, sous forme de stages en responsabilité, et mieux encore, de définition en commun avec elles, de formations en alternance, ne relève donc ni de la bonne action ni d'une quelconque volonté de mainmise

Les entreprises, en effet, comme le reste de la société, ont aujourd'hui un besoin

vital de matière grise, mais également d'aptitude à appréhender et à gérer la complexité des problèmes de notre monde. Quel que soit le niveau auquel il se situe dans l'organisation de la production, le travailleur, pour être efficace et pour s'épanouir dans ses tâches, doit aujourd'hui disposer de ce que j'appellerais volontiers une «vision d'état-major», lui permettant de replacer les problèmes dans un contexte plus large où ils trouveront leur solution

La carte d'état-major des connaissances de l'Institut, c'est d'abord la carte de l'Europe, de la Grande Europe, dans ses rapports avec le reste du monde. C'est pourquoi, à côté des enseignements plus techniques, vous avez multiplié les enseignements culturels et transculturels et mis l'accent sur la maîtrise de plusieurs langues.

Je tiens aussi pour très significatif de cette volonté d'ouverture européenne que le Conseil d'administration ait élu, pour me seconder, deux vice-présidents citoyens de deux nations voisines et amies, Mme Adelheid Hege, de nationalité allemande et chercheuse à l'Institut de recherches économiques et sociales, institution qui regroupe l'ensemble des centrales syndicales françaises, et mon ami Renato Ruggiero, de nationalité italienne, ancien ministre du commerce extérieur et chargé des relations internationales à la FIAT.

Avec l'équipe que nous avons constituée autour de notre directrice, Mireille Azzoug, et du bureau, je suis convaincue que, tant au plan de l'enseignement que de la recherche, l'Institut d'études européennes constituera un centre d'excellence dans l'Université Paris 8 et dans l'ensemble des universités européennes

Par la variété des disciplines qu'il couvre et par la notoriété scientifique de ses enseignants, l'Institut dispose déjà d'un fort potentiel humain. Mais, pour l'essentiel, ses ressources proviennent d'autres unités de formations et de recherche de l'Université, et il lui manque encore quelques postes d'enseignants – disons une bonne demi-douzaine – qui lui soient propres, afin d'atteindre la masse critique suffisante. Son encadrement administratif a également un besoin urgent d'être renforcé. Quant à ses ressources matérielles – je veux parler surtout ici de ses locaux – elles sont pour l'instant plus que modestes. J'espère qu'au cours des prochains mois l'Institut pourra disposer de surfaces supplémentaires pour travailler dans des conditions dignes de son rayonnement. Peut-être l'extension des locaux de l'Université, dont je vois ici une première et très belle réalisation, en fournira-t-elle l'occasion.

Mesdames, Messieurs, l'heure est à l'Europe. Non seulement en raison de la ratification engagée dans chacun de nos pays sur les accords de Maastricht. Mais aussi – qui ne le voit – parce que l'œuvre formidable accomplie depuis l'invention de la Communauté, notamment par Jean Monnet, Alcide de Gasperi et Robert Schuman, se trouve confrontée à des enjeux nouveaux. Développée pendant une période d'expansion économique et sur fond d'affrontement de deux blocs idéologiquement

et politiquement sinon stratégiquement antagonistes, l'Europe d'aujourd'hui retrouvant ses frontières d'hier retrouve en même temps les mêmes problèmes. La crise, le chômage, les nationalismes, les intégrismes constituent la toile de fond infiniment plus complexe, plus douloureuse pour beaucoup que la construction européenne.

Les bases et les données de l'utopie européenne se sont transformées. Une vision purement idéale de peuples unis dans une aventure commune n'est plus à l'ordre du jour. Aux défis des mutations de société, au durcissement de la concurrence économique et à la multiplication des chômeurs, à l'indifférence coupable face aux pays du Sud en mouvement démographique et politique, s'ajoutent d'innombrables conflits visibles ou potentiels que nous ne pouvons pas traiter par l'incantation. Qu'on le veuille ou non, une autre Europe est en train de naître, avec ses cultures et ses conflits, ses souvenirs et ses espoirs.

C'est pourquoi est nécessaire, plus que jamais, une connaissance concrète, une familiarité, dirais-je, plus grande avec la réalité économique, psychologique de peuples pour qui nous représentons un modèle – si imparfait soit-il. De même que nous ne pourrons plus considérer longtemps encore le Sud comme un ensemble de pays avides de nos richesses et peu soucieux d'engager les mêmes efforts que ceux que nous avons consentis, de même, nous ne pourrons pas laisser se développer à nos frontières de l'Est des frustrations, des querelles et des exodes que personne un jour ne pourra contenir. Ces domaines relèvent de notre responsabilité à nous, Européens, jusqu'ici cantonnés à la Communauté et à ses partenaires riches et libéraux

Une autre démarche, moins classique que celle des gouvernements, doit naître, et je dirais une autre pensée pour l'action. Il appartient à notre Institut d'études européennes d'y contribuer. Tout nous incite à accélérer le mouvement et j'y contribuerai, dans la mesure de mes moyens, avec le sentiment de servir avec vous une grande cause.

La «lettre de la directrice» dans l'Annuaire des enseignements

Un projet pédagogique exigeant

Chère étudiante, cher étudiant,

Vous allez préparer l'un des diplômes offerts par l'Institut d'études européennes : diplôme d'université, maîtrise de sciences et techniques, DESS, DEA ou doctorat.

Hormis le DEA et doctorat, dont la finalité première est la recherche, toutes les autres formations se caractérisent par leur vocation professionnalisante et culturelle, par la place importante accordée à la maîtrise des langues et à la connaissance des sociétés et cultures étrangères et, enfin, par l'étude approfondie des problématiques liées à la construction européenne, dans leurs dimensions politique, économique, sociale et culturelle et leurs rapports avec les grandes questions nationales et internationales.

Les enseignements qui vous sont proposés, et dont vous trouverez un bref descriptif accompagné d'éléments de bibliographie dans les pages qui suivent, sont assurés par une équipe enseignante qui se caractérise à la fois par sa diversité et par son unité.

Diversité des disciplines, puisque s'y côtoient philosophes, géographes, politologues, linguistes, littéraires, économistes, juristes, «civilisationnistes»...

Diversité des savoirs et des savoir-faire, qui conjugue les apports et expériences d'universitaires, de professionnels, d'acteurs sociaux et politiques et de personnalités du monde des arts et de la culture, notamment au sein des cycles de conférences Jean-Monnet.

Diversité enfin des points de vue et des convictions qui, au travers d'approches et d'analyses nuancées, nourrit un vrai débat d'idées qui vous permettra d'appréhender plus justement les données et enjeux des problématiques étudiées, et de développer une réflexion critique et personnelle.

Mais aussi une équipe soudée autour d'un projet pédagogique exigeant, qui privilégie une conception dynamique des rapports entre théorie et pratique, et croit davantage à l'utilité d'apprendre à réfléchir, d'apprendre à apprendre et à com-

prendre, qu'à l'acquisition de connaissances ou de compétences finies et définitives.

La qualité des formations de l'Institut, de ses enseignements, de ses débats sera aussi fonction de vos questionnements, de votre travail, de votre désir d'apprendre et de comprendre, de votre volonté de réussir. De votre volonté aussi d'effectuer les choix qui incombent aux citoyens que vous êtes, aux professionnels et peut-être aux décideurs que vous serez demain, en mesurant mieux les enjeux et les alternatives.

Telle est la perspective à la fois modeste et ambitieuse que nous nous proposons, que nous vous proposons, avec la conviction que vous y adhérez déjà.

Au nom de l'équipe enseignante et administrative de l'Institut, je vous souhaite la bienvenue.

Mireille Azzoug
Directrice de l'Institut

Directrice de la publication :
Mireille AZZOUG

Réalisation :
Mireille Azzoug

Impression :
Espace Plan Technocopie
5-7, rue Houdart - BP 23
95700 Roissy-en-France

© *Le Fil d'Ariane*
ISSN : 1241-7084
Dépôt légal : 1er trimestre 2003